UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les hommes d'Etat : une approche organisationnelle comme facteur de leur production

Nsabimana, Patrick; Sous la direction du : Professeur Pie Ndayishimiye

2011
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1424

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LES HOMMES D'ETAT : UNE APPROCHE ORGANISATIONNELLE COMME FACTEUR DE LEUR PRODUCTION

Par

Patrick NSABIMANA

Sous la direction du :

Professeur Pie NDAYISHIMIYE

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire.

Option : Sciences politiques

Bujumbura, décembre 2011

- A mes parents et grands parents qui me quittèrent très tôt
- A mes frères
- A la famille NKURIKIYE du plus jeune au plus âgé ainsi qu'à tous ceux qui sont chers et proches à cette famille
- A tous les parentés et amis de ma regrettée mère
- A tous mes amis et voisins
- A l'Etat du Burundi
- A toutes et à tous

Nous dédions ce mémoire

AVANT -PROPOS

Au moment où ce travail prend forme, nous sentons l'honneur, la joie et le plaisir d'exprimer à tout le monde nos sentiments de gratitude et de vives reconnaissances car, avouons-le, n'eût été le soutien, l'assistance et la contribution des uns et des autres, nos seuls efforts auraient été vains.

Nos vifs remerciements vont à l'endroit du professeur Pie NDAYISHIMIYE pour avoir accepté gentiment et spontanément de diriger et guider ce travail. Il n'a jamais manifesté un sentiment de lassitude. Ses conseils et remarques ont été d'une nécessité plus qu'essentielle. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

Nos remerciements vont également à l'endroit des membres du jury pour avoir accepté de lire ce mémoire et contribuer à sa perfection.

A tous les enseignants qui, du primaire au supérieur en passant par le secondaire, chacun pris individuellement, ont forgé et façonné notre esprit et notre personnalité tant humainement, moralement, intellectuellement que scientifiquement, nous exprimons les sentiments de notre profonde reconnaissance.

Enfin, que les parents et tous ceux qui ont accordé leur soutien tant moral que matériel tout au long de nos études et à la réalisation du présent travail ainsi que tous les amis qui agrémentèrent notre séjour et permirent notre épanouissement dans toutes les institutions de scolarisation et de formation où nous sommes passé trouvent dans chacune des pages de ce travail l'expression de nos sincères remerciements et de notre profonde gratitude.

SIGLES ET ABREVIATIONS

1. OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
2. OTASE : Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est
3. P.C.C. : Parti Communiste Chinois
4. S.A.L.T. : Strategic Arms Limitations Talks
5. U.E. : Union Européenne
6. URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

TABLE DES MATIERES

AVANT -PROPOS ii
SIGLES ET ABREVIATIONS iii
I. INTRODUCTION GENERALE 1
A. PROBLEMATIQUE 1
B. CHOIX ET INTERET DU SUJET 2
C. DELIMITATION DU SUJET 2
D. METHODOLOGIE 2
CHAPITRE I : POUR COMPRENDRE LES HOMMES D'ETAT 4
I. Approche définitionnelle des concepts fondamentaux 4
A. Notion d'Etat 4
A.1. Pourquoi l'Etat ? 5
A.2. La loi de politisation croissante 6
B. Notion d'hommes d'Etat 6
B.1. Pourquoi les hommes d'Etat ? 7
II. L'Etat, son origine, ses missions, son fonctionnement et ses acteurs 8
A. L'origine de l'Etat 8
1. L'origine conflictuelle de l'Etat 8
1.1. La thèse marxiste 8
1.2. La thèse positiviste 9
1.3. La théorie de Duguit 9
2. L'origine conventionnelle de l'Etat 9
2.1. La thèse de Hobbes 9
2.2. La thèse de Rousseau 10
2.3. La thèse de pacte de sujétion 10
3. Les conditions d'existence de l'Etat 10
3.1. Le territoire 11
3.2. La puissance 11
3.3. La population 11

3.4. La nation 12
3.5. Le consentement 12
B. Les missions de l'Etat 13
B.1. La mission économique 13
B.2. La mission politique 14
B.3. La mission de légitimation 16
C. Le fonctionnement de l'Etat 17
C.1. L'Etat fonctionnel et ses caractères 17
1.1. L'inéluctabilité d'une autorité régulatrice 17
1.2. L'Etat ultime garant de la cohésion du groupe et de la cohérence des projets 18
1.3. Le fondement du pouvoir étatique 18
1.4. La rationalité 19
1.5. Le rétrécissement du champ des options 20
1.6. La rationalité des choix et le problème des valeurs 20
1.7. L'Eclectisme des moyens 21
1.8. Les conflits au sein de l'Etat fonctionnel 21
2. L'Etat fonctionnel et la démocratie 22
2.1. L'objet du débat 22
2.2. Démocratiser l'administration 23
2.3. La rénovation nécessaire 23
2.4. De l'administration instrument de la puissance étatique à 23
2.5. Une administration qui pense 23
2.6. L'Etat instrument de la création de l'avenir 24
D. Les acteurs de l'Etat 25
1. La constellation d'action 25
2. La définition de l'acteur 27
3. L'émergence de l'acteur 27
4. Les coordonnées du leader 28
5. Les facettes du leader 29

6. L'exercice du leadership....33
7. L'Innovation politique....34
7.1. Qui innove et comment....36
7.2. Les milieux propices à l'innovation politique....38
8. L'exercice du pouvoir....42
8.1. Le savoir-faire et les connaissances....44
8.2. La décision....44
CHAPITRE II : LA SOCIETE VUE A TRAVERS LES LUNETTES DE L'HOMME D'ETAT....47
A. Mao Tsétoung : l'homme et sa pensée....47
1. L'homme....47
1.1. Des pinèdes de Shaoshan à l'Université de Pékin....48
1.2. Une double carrière....50
1.3. L'ascension....52
1.4. La révolution sans la guerre civile....53
2. La pensée de Mao Tsétoung....55
a. Les concepts fondamentaux....55
a.1. La lutte de classe après la prise du pouvoir....55
a.2. La dictature du prolétariat....56
a.3. La démocratie dans la dictature....56
a.4. Le peuple, force principale de la révolution....57
a.5. Le peuple et les contradictions sociales....58
a.6. Le dirigeant : un homme au niveau du peuple....59
a.7. Les méthodes du travail....59
a. La politique extérieure : priorité à la lutte contre l'impérialisme....60
b. La guerre des paysans....61
c. Tout le monde peut se battre....61
c.1. Technique d'anéantissement....62
d. Une stratégie économique non étatiste....62
d.1. Conceptions économiques d'ensemble....63

d.2. Un collectivisme agricole non stalinien 64
d.3. Construire des régions industrielles autonomes 64
e. Un féminisme patient 65
B. Napoléon Bonaparte : L'homme et sa pensée 65
1. L'homme 66
1.1. La jeunesse de Napoléon Bonaparte 66
1.2. Les premiers pas du dictateur 67
1.3. L'affermissement de la dictature 67
1.4. Les cent jours 68
1.5. Sainte-Hélène 69
2. La pensée de Napoléon 71
2.1. Les idées politiques de Napoléon 71
2.2. La famille impériale 73
2.3. La machine gouvernementale 74
2.4. Les finances impériales 75
2.5. L'université impériale 75
2.6. Le détachement des notables 76
B. Henry Kissinger : L'homme et sa pensée 77
1.1. A Harvard 77
1.2. Kissinger au travail 78
1.3. Un homme déprimé 79
1.4. Diplomate ou menteur 80
1.5. L'originalité de Kissinger 80
1.6. Le chef solitaire 81
2. La pensée de Kissinger 82
2.1. Perspective d'un ordre mondiale 82
2.2. Le problème de structure 83
2.3. Nature de puissance à l'époque moderne 84
2.4. Multipolarité politique : la modification de la nature des alliances 85
2.5. Définition de l'intérêt national américain 86

CHAPITRE III : LES HOMMES D'ETAT : REVES CHIMERIQUES OU ASPIRATIONS REALISABLES 88
1. La pensée de Mao Tsétoung, une bombe atomique spirituelle 88
1.1. La multitude maîtrisée 88
1.2. La féodalité extirpée 90
1.3. L'empire du milieu restauré 90
1.4. La misère vaincue 91
1.5. Une agriculture nourricière 92
1.6. Une industrie industrialisante 93
1.7. De l'économie de substance à l'économie d'échange 95
1.8. Le décollage 96
2. Avec Napoléon : la révolution est sauvée 96
2.1. L'œuvre du directoire 97
2.2. Les nouvelles institutions 99
2.3. Les réformes administratives et judiciaires 100
2.4. Le redressement financier 101
2.5. La pacification religieuse 102
2.6. Vers la paix continentale 104
2.7. La crise économique vaincue 105
3. Kissinger et le passage de la guerre à la paix 107
3.1. Le voyage de Nixon en Chine 107
3.2. Le voyage secret à Moscou 108
3.3. Le sommet de Moscou 109
3.4. L'après sommet 110
3.5. Sadate expulse les soviétiques 112
3.6. De l'impasse au dénouement 113
3.7. La paix est à la portée de la main 114
3.8. Enfin la paix 115
CONCLUSION GENERALE 118
BIBLIOGRAPHIE 120

I. INTRODUCTION GENERALE

L'Etat, surtout sa gestion reste et constitue un sujet, une matière qui suscite énormément de passions.

Passions d'abord pour les acteurs politiques qui veulent en être gestionnaires et exercer le pouvoir y afférent. Passions ensuite des intellectuels qui suivent avec une attention particulière les affaires de la cité et voudraient à tout prix les influencer. Passions également des citoyens qui attendent de lui la réalisation de leur bien être. Passions aussi des analystes et observateurs qui veulent savoir pourquoi telle ou telle autre mesure et qui en sont les véritables auteurs. Passions enfin des Révolutionnaires qui marquent leur profond désaccord contre l'ordre existant, refusent le statu quo et veulent imprimer le changement.

A. PROBLEMATIQUE

Depuis sa création, l'Etat est géré par des acteurs divers et diversifiés que les auteurs qui y ont consacré des études nomment différemment. C'est le cas notamment de Meynaud qui parle de « classe dirigeante », Pareto, Mosca et Mills qui emploient le terme « élite » tandis que Lipset et Solari utilisent le mot « nommenklatura » au moment où Voslenskey lui, évoque l'établissement alors que d'autres comme Dahl et De Baecque se posent simplement des questions « qui gouverne ? » ou bien se demandent qui se trouve « au sommet de l'Etat ? », c'est le cas de Birnbaum. Enfin, Gramsci qui parle de « stock historique ».

Nous constatons que parmi ces acteurs de l'Etat divers et diversifiés se trouvent la classe ou la catégorie d'hommes d'Etat. Qui sont-ils alors, les hommes d'Etat ? Y aurait-il une différence entre les hommes d'Etat et les hommes politiques ordinaires ? Comment organisent-ils leurs sociétés ? Qu'est-ce qu'avant tout l'Etat et quelle est son origine ? C'est dans le but de tenter de répondre à ces interrogations que nous nous proposons de travailler sur le sujet

intitulé « Les hommes d'Etat: une approche organisationnelle comme facteur de leur production »

B. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Le but ultime de même que l'intérêt et objectifs poursuivis étant de nous intéresser, d'étudier, de tenter de pénétrer, de mettre la main dans la pâte, si nous nous permettons le terme afin d'en savoir plus sur les acteurs étatiques en général et le phénomène d'hommes d'Etat en particulier.

C. DELIMITATION DU SUJET

Ayant à l'esprit que le domaine des hommes d'Etat est un champ vaste et varié, nous avons jugé bon de ne retenir que trois cas :

- ✓ Le chinois MaoTsétoung
- ✓ Le français Napoléon Bonaparte
- ✓ L'américain Henry Kissinger

Le premier parce que, père de la révolution chinoise, le second pour avoir sauvé et consolidé la révolution française tandis que le troisième est connu pour avoir influencé de façon positive et remarquable la diplomatie américaine et même mondiale lors de son passage à la maison blanche en tant que secrétaire d'Etat aux affaires étrangères entre 1968 et 1973.

D. METHODOLOGIE

C'est la source documentaire qui a été utilisée en ce sens la bibliothèque centrale de l'université du Burundi ainsi que d'autres centres de documentations que compte le pays ont été visités. Egalement, on a fait appel à la théorie organisationnelle consistant à la mise en place des structures, à leur coordination et à leur animation de même qu'à la démarche analytique.

E. ARTICULATION DU TRAVAIL

Le travail s'articule en trois chapitres :

Le premier : « Pour comprendre les hommes d'états » consiste en la définition de notions fondamentales et en la présentation des fondements théoriques de l'objet d'étude.

Le second chapitre « la société vue à travers les lunettes de l'homme d'Etat ». Il place l'acteur étatique qu'est l'homme d'Etat, face à sa société en tout ce qu'elle a d'atouts, de potentialités et même d'obstacles et de difficultés, Il met en lumière la personnalité de l'homme d'Etat, ses actions et ses aspirations.

Le troisième et dernier chapitre « Les hommes d'Etat : rêves chimériques ou aspirations réalisables » tente et essaye de montrer que les aspirations des hommes d'Etat ne relèvent pas de la démagogie ou de simples rêveries mais bel et bien d'aspirations réalisables.

CHAPITRE I : POUR COMPRENDRE LES HOMMES D'ETAT

Même si le mot Etat semble avoir été prononcé pour la première fois par Louis XIV, le 13 avril 1655 lors d'une séance du parlement dans sa célèbre phrase « l'Etat c'est moi », le processus de sa formation remonte de très loin dans le temps. Visiblement dans l'antiquité l'on consigna par des actes authentiques la situation des individus en ce qui concerne les naissances, les décès, les mariages, bref la tenue de l'Etat-civil était le principal rôle dévolu à l'Etat. Mais ce rôle est allé croissant par la transformation et amélioration de l'Etat de même que la perfection de ses acteurs et ses gestionnaires[1].

I. Approche définitionnelle des concepts fondamentaux

A. Notion d'Etat

Tenter de définir l'Etat n'est pas tâche facile car en effet, plusieurs définitions lui sont accordées les un allant même jusqu'à évoquer une notion vague et inconsistante capable de s'incorporer à toutes explications de l'organisation politique. Ainsi, définissant l'Etat, Georges Burdeau dans le *Traité des sciences politiques* : Etat, Tome II parle de la plus parfaite forme de pouvoir.[2]

Etymologiquement l'Etat vient du mot latin « status » qui veut dire être débout. Avec une majuscule, il devient une nation administrée en même temps que personne morale de droit public. C'est aussi un organe juridique plus ou moins centralisé qui impose des normes et organise la société. C'est également un ensemble territorial, géographiquement délimité par les frontières dans lequel vit une population. On doit également y retrouver une force publique capable d'imposer des lois et des règles de conduite. Cette force publique dispose le plus souvent d'une armée, d'une police et des tribunaux capables de mettre en pratique les lois. Aujourd'hui, un Etat doit être reconnu par d'autres Etats pour exister sur la scène internationale.

---

[1] MOURRE (M.) : *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1978, p.1649.
[2] BURDEAU (G.) : *L'Etat,* Tome II, Paris, Soufflot, 1967, p. 322

A.1. Pourquoi l'Etat ?

Pour exercer le pouvoir. En effet, toute société secrète des phénomènes de pouvoir. Selon les ethnologues, ces derniers se vérifient même dans les sociétés animales qui connaissent hiérarchie, subordination, ordre social. Les sociétés humaines elles, sont marquées par les phénomènes de pouvoir encore plus complexes. A partir du moment où des êtres humains se trouvent en rapport, des liens de pouvoir apparaissent ou peuvent apparaître.

Les enfants eux-mêmes créent entre eux des rapports de pouvoir. Le pouvoir est donc partout qu'il s'agisse de la famille, de bandes d'adolescent ou de l'entreprise. L'on comprend que des sociologues impressionnés par son omniprésence, aient cherché à en faire la clé d'explication du fonctionnement de la société.

L'Etat n'est pas le seul pouvoir dans la société, il est confronté et même quelquefois affronté à d'autres ou concurrencé par d'autres. C'est notamment :[1]

- ✓ Celui d'individus qui, en raison de leur qualité, de leur situation ou de leur fonction exercent sur d'autres une influence et, partant de là, un pouvoir.

- ✓ Les notables traditionnels, les maîtres de forges au siècle précédent, certains entrepreneurs aujourd'hui, des banquiers etc. peuvent être des exemples de pouvoirs.

- ✓ Les intellectuels peuvent vouloir être inspirateurs du pouvoir politique : conseiller des princes, des rois ou des présidents a toujours été une fonction recherchée par les grands esprits qui espèrent ainsi imprimer leur marque dans l'histoire. Mais les intellectuels sont plus à l'aise dans la fonction de censeurs du pouvoir et, dans un pays démocratique, les mises en gardes ou accusations véhémentes contre ce dernier ne sont pas sans effet. La preuve du pouvoir des intellectuels est que les dirigeants

[1] DEBBASCH (C.): *Introduction à la politique,* Paris, Soufflot, 1991, p. 16.

les craignent et que les dictatures qui s'installent cherchent à s'en débarrasser.

- ✓ Le pouvoir des catégories sociales qui s'exercent à travers des formes de groupements
- ✓ Des groupes que l'on qualifie de manière générique de « sociétés secrètes ». ils ne s'appellent pas directement au grand jour mais détiennent quelquefois de pouvoirs considérables
- ✓ L'autre pouvoir qui, à notre époque est reconnu par les dirigeants politiques voire surestimé par eux, c'est le pouvoir des médias que l'on a qualifié de « quatrième pouvoir » pour peu que l'on approfondisse tous ces pouvoirs. On retrouve assez rapidement et de façon plus ou moins nette le pouvoir de l'Etat.

A.2. La loi de politisation croissante

Toute activité humaine n'est pas politique, mais par rapport à il y a un siècle ou deux, beaucoup plus d'activités peuvent recevoir ce qualificatif y compris dans les domaines où on était en droit de s'y attendre moins comme le sport, la science, la technique. Il existe une politisation de plus en plus grande des activités humaines suivant la formule d'Emile Mounier « *si la politique n'est pas tout, elle est en tout* »

Si l'on essaie d'énumérer les domaines dans lesquels peut s'exercer le pouvoir politique, on constate qu'il est peu de domaines aujourd'hui qui échappent totalement à cette intervention du pouvoir politique ou étatique.

B. Notion d'hommes d'Etat

Définir le concept « homme d'Etat » n'est pas également chose très aisée. Le *Dictionnaire le petit Robert* définit l'homme d'Etat comme celui qui exerce un rôle important dans la politique de son pays[1]. James Freeman Clarke[2] tentant de définir l'homme d'Etat, établit tout simplement une distinction entre

[1] Robert (P) : *Dictionnaire le petit Robert,* Paris, Parmentier, 1983, p. 124.
[2] www.leconservateur.net

l'homme d'Etat et le politicien et dit que « *le politicien pense aux futures élections tandis que l'homme d'Etat pense aux futures générations.* »[1]

Simone Goyard-Fabre, lui parle d'hommes supérieurs et se contente de dire que ce qui caractérise les hommes supérieurs au premier chef est la révolte contre une existence étrange où, en tout domaine, triomphe le non sens. Alors, ils exigent que l'existence prenne le sens dans le désert du monde des hommes. Ces hommes singuliers sont écœurés et, dans leur détresse, ils souffrent comme Napoléon souffrit du délabrement social et politique auquel il voulut porter remède. Leur souffrance se double de courage, et celui-ci est tout près de se mettre en rage car « le sang de leurs ancêtres s'anime en eux et leur volonté est forte comme la silhouette du pin ». En eux, le grand désir s'est mis en route. L'homme supérieur a envie d'être un fils de la terre et Napoléon, d'un geste large, a montré le chemin à gravir pour cela.

B.1. Pourquoi les hommes d'Etat ?

Pour créer, agir et innover[2].

En effet, un homme d'Etat ou l'homme supérieur selon l'expression de Simone Goyard n'est pas une autoconservation rigide, ni une façon de s'accrocher à soi-même, il est plutôt un mouvement qui joue, un mouvement qui se surmonte lui-même. L'amour de soi du créateur n'a pas le caractère, d'un égoïsme bas et mesquin, il est pure prodigalité de soi. Il est le brigand de toutes les valeurs et cet égoïsme est sain et sacré. Il est riche et prodigue et ne veut pas se conserver, mais toujours se transformer en une vue débordante et qui donne sa richesse. Cette pulsion de la vie vers une puissance supérieure et vers une sur-puissance, cette vie qui s'accroît et s'intensifie sans cesse, cette recherche de soi-même dans les victoires toujours renouvelées c'est le vrai mode de l'homme créateur. L'homme qui engendre en jouant, qui crée des valeurs, qui veut et a une grande volonté, qui se donne un but, qui a le courage d'une nouvelle création. Aux yeux du créateur, il n'y a pas de monde sensible déjà accompli où il lui faille s'intégrer et qu'il doive accepter. Le créateur prend une attitude

[1] GOYARD-FABRE (S.) : *Nïetzsche et la question politique,* Paris, Soufflot, 1977, p. 117
[2] FRINK (E.): *La philosophie de Nietzsche,* Paris, Bernard Palissy, 1965, p. 93

originelle vis-à-vis de toutes les choses, il crée de nouvelles mesures et de nouveaux poids, il donne une forme toute nouvelle à la vie humaine, et il existe de façon éminemment « historique » c'est-à-dire en créateur, ce qu'il appelle monde il commence par le créer et sa raison, son imagination, sa volonté et son amour doivent devenir ce monde.

II. L'Etat, son origine, ses missions, son fonctionnement et ses acteurs

A. L'origine de l'Etat

Diverses thèses sont avancées par divers auteurs quant à l'origine de l'Etat. C'est notamment la thèse de Hobbes, de Rousseau et la thèse du pacte de sujétion en ce qui concerne l'origine conventionnelle de l'Etat et la thèse marxiste, positiviste et de Duguit en ce qui est de l'origine conflictuelle de l'Etat.

1. L'origine conflictuelle de l'Etat

1.1. La thèse marxiste[1]

L'explication que donne le marxisme de l'origine de l'Etat est telle que l'Etat serait le résultat d'une lutte. Toutefois, il ne s'agit pas de n'importe quelle lutte mais celle dont Marx fait le moteur de la dynamique politique : donc la « lutte des classes ». L'Etat est pour lui l'aboutissement d'un processus déclenché par l'antagonisme des classes. La classe qui occupe la position dominante cherche à maintenir sa domination sur l'autre classe pour éviter d'être dépossédée par elle. Puisque alors elle freine une évolution inéluctable, elle devient oppressive et l'appareil d'Etat n'est pas autre chose que l'instrument de cette oppression.

[1] BURDEAU (G.): *Op.cit.*, p. 19

1.2. La thèse positiviste[1]

En réaction contre certains Excès du rationalisme appliqué à chercher la règle de droit dans une interprétation philosophique de l'ordre qui préside aux destinées des sociétés humaines, un grand nombre de juristes acceptent de réduire le domaine de leur science à des limites peu étroites mais aussi plus sures. C'est donc après la déception causée par la médiocrité des résultats pratiquement utilisables que fournissent les enquêtes sur le fondement du droit qu'ils renoncent à les concevoir ailleurs que dans le droit positif lui-même. Cette attitude qui se réclame à la fois des exigences de la vie juridique quotidienne et d'une conception abstraite du droit, constitue le positivisme juridique.

1.3. La théorie de Duguit[2]

L'attitude adoptée par Duguit à propos de l'origine de l'Etat rentre également dans le cadre des théories qui tiennent la naissance de l'Etat pour un simple fait. Selon lui l'Etat est fait et il reste tel que quelque soit le moment de son évolution où on l'envisage, mais ce fait a été transformé en une construction juridique.

2. L'origine conventionnelle de l'Etat

2.1. La thèse de Hobbes

Selon Diderot, Hobbes mérite une place privilégiée parmi tous les auteurs du système politique car, dit-il :

> « *L'Etat dont il envisage la formation n'est pas un personnage de bergerie, c'est le Léviathan dont l'empire total Annihile toute liberté individuelle* »[3]

BURDEAU (G.): *Op.cit.*, p. 27
[2] Idem, p. 34
[3] Idem, p. 51

C'est un Etat né de la peur et qui dissipe la peur en imposant son ordre. Et Diderot de conclure que l'Etat de Hobbes n'est pas le type idéal de société politique, mais qu'en tout cas, c'est une forme viable d'où la nécessité d'adhérer.

2.2. La thèse de Rousseau

Tandis que l'hypothèse d'un pacte conclu par les individus conduisit Hobbes[1] à une légitimation de l'absolutisme du prince, le même contrat interprété par Rousseau conduisit à la souveraineté populaire. Pour Rousseau, l'objet du contrat social n'est pas seulement de fonder la société et l'Etat, mais surtout de créer, dans la collectivité, une autorité supérieure aux individus. L'hypothèse du contrat social a donc au premier chef la valeur d'un essai d'explication de la souveraineté.

2.3. La thèse de pacte de sujétion

Le pacte de sujétion nous laisse déjà évoquer que derrière l'idée du contrat déjà évoqué par Rousseau et Hobbes[2], il y a une idée ou bien une intuition exacte, c'est que l'Etat n'est pas brutalement imposé par une loi naturelle ou par la force de quelques uns, il est bel et bien une œuvre plus ou moins volontaire sans doute, mais qui réclame, si non de tous une participation active, du moins un consentement, une adhésion.

3. Les conditions d'existence de l'Etat

Une série d'éléments semblent constituer une condition sine qua none pour qu'on puisse parler de l'Etat, c'est le cas du territoire, la puissance, la population, la nation et le consentement.

---

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p. 64
[2] Idem, p. 73

3.1. Le territoire

Le territoire qui apparaît comme une des principales conditions d'existence de l'Etat, est d'une importance capitale dans l'œuvre politique et du pouvoir[1]. Il conserve son caractère quelle que soit la forme du pouvoir, que ce soit institutionnalisé dans l'institution étatique ou qu'il ne soit encore que l'autorité toute subjective de quelques personnalités dirigeantes. Il est toujours un cadre de compétence, une base d'action du pouvoir et, pour le groupe, il ne cesse de demeurer le symbole tangible de l'esprit de la communauté. Il n'y a pas de patrie sans territoire et le citoyen du monde n'existera pas.

3.2. La puissance

La puissance et le pouvoir de commander de telle sorte que l'on soit obéi[2]. Ce n'est ni le droit ni la possibilité de commander, c'est simplement le phénomène qu'exprime l'exécution de l'ordre donné. Quels que soient les motifs de l'obéissance, qu'elle soit provoquée par la crainte d'une sanction ou par l'adhésion à la substance du commandement, elle implique la puissance de celui qui l'obtient. La puissance dans un groupe donné ne peut appartenir qu'à quelques uns puisque le commandement implique un rapport entre celui qui le donne et ceux qui l'exécutent. Toute société politique postule donc non seulement l'existence d'un pouvoir mais également la détention par celui-ci d'une puissance de commandement.

3.3. La population

Le régime d'Etat s'applique à un groupe d'hommes plus nombreux. C'est donc une vérité d'évidence que de dire que l'Etat suppose une population mais l'existence de la population est un fait naturel sur lequel la volonté des membres n'est d'aucune influence[3]. Ce qui est capital, c'est la manière d'être de cette population, ce sont les rapports qui unissent ses membres, les fins qu'ils se proposent, leur sentiment à l'égard des chefs qui les commandent. Ici, le fait

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p. 84
[2] Idem, p.99
[3] Idem, p.109

naturel de la population s'enrichit de qualités qui permettent de différencier les communautés les unes des autres, et ces qualités, elles sont acquises par un effort de groupe lui-même. Sans doute il est indispensable de nier que les caractères physiques de la population, sa densité, son origine ethnique, contribue à transformer l'agrégat primitif d'individus en collectivité cohérente.

3.4. La nation

Toute collectivité humaine n'est pas comme telle, assise d'un Etat possible. Elle doit présenter certains caractères en l'absence desquels il ne peut y avoir qu'un assemblage artificiel et provisoire d'individus et d'intérêts, ce sont des caractères qui font de la collectivité une nation[1]. C'est qu'en effet la nation est d'abord un sentiment attaché aux fibres les plus intimes de notre être « le sentiment d'une solidarité qu'ont les individus dans leur volonté de vivre ensemble ».

Certes les opinions divergent et s'affrontent lorsqu'il s'agit de désigner l'élément déterminateur de ce sentiment ; on discute sur le principe fondamental du caractère national, les uns mettent en avant l'influence des facteurs naturels, la race ou la langue, d'autres insistent sur l'élément spirituel, la religion, les mœurs, les souvenirs commun, la volonté d'accomplir ensemble de grandes choses.

3.5. Le consentement

Dans cet effort pour créer la cohésion du groupement social autour d'une représentation de l'avenir, les aspirations spontanées et pourrait-on dire instinctives de la collectivité jouent un rôle important, mais elles ne sont pas seuls à agir. A côté de la communauté de race, de tradition, de langue, d'habitants au dessus d'affinités spirituelles de la concordance des manières de juger et de vivre, il y a une action volontaire qui renforce l'influence de tous ces facteurs naturels en donnant au peuple la conscience de leur existence et de leur nécessité. Cette intelligence appliquée à dégager de la collectivité les conditions

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit.*, p.110

de son être comme corps national différencié[1]. C'est le pouvoir. C'est de lui que procèdent les réalisations concrètes par où s'exprime la consistance de l'être national, les institutions qui traduisent son originalité. Ce sont ces initiatives qui revêtent la vitalité de la nation.

B. Les missions de l'Etat

D'aucuns se posent la question de savoir la véritable ou les véritables missions ou alors le rôle de l'Etat. Certains même vont jusqu'à dire « *si l'Etat n'est pas partout, il est dans tout* ». Cette confusion et cette ambigüité n'a pas empêché les auteurs à lui assigner trois missions qu'ils ont jugés essentielles à savoir :

- ✓ La mission économique
- ✓ La mission politique et
- ✓ La mission de légitimation.

B.1. La mission économique

L'économiste allemand Adolph Wagner est parmi les premiers à avoir montré et même dénoncé le rôle accru et incontournable de l'Etat dans le domaine économique. Selon lui :

> « *le capitalisme a amené dans son sillage certains besoins nouveaux que seul l'Etat est à mesure de satisfaire* »[2]

Selon ce même auteur, la division nationale et internationale du travail et la complexité accrue de la réglementation commerciale et la législation conférerait à la police, à l'armée, à la marine, à la diplomatie et à la justice des organes et des institutions de l'Etat un rôle plus important. Selon toujours ce même auteur, à mesure que la civilisation se développe, l'Etat a aussi tendance à prendre davantage en charge les besoins dits « supérieurs et nobles » de la société en assurant en même temps une plus grande responsabilité à l'égard de

---

[1] Idem, p.125
[2] KAZANCIGIL (A.) : *L'Etat au pluriel*, Paris, Economica, 1985, p. 180.

ses membres économiquement faibles. Dans cette même optique d'idées de montrer le rôle de l'Etat en matière économique, le théoricien autrichien du capital financier, Rudolph Hilferding souligne l'intérêt de la grande finance pour une forme de capitalisme moins concurrentielle en disant « ce que le capitalisme financier veut, ce n'est pas la liberté mais la domination, il n'y a aucune compréhension pour l'indépendance du capitalisme individuel et il a horreur de l'anarchie de la concurrence et réclame l'organisation afin de pouvoir engager la lutte pour la concurrence à une échelle toujours plus élevée et pour y parvenir, il a besoin de l'Etat » en cela l'auteur analysant ce qu'il considérait comme une tendance plus permanente du capitalisme du XX^{ème} siècle dit: « le capitalisme financier » à tempérer l'anarchie de la production et porté en lui les germes d'une transformation de l'ordre économique du capitalisme anarchiste en celui du capitalisme organisé. C'est donc dans ce même sens que le formidable renforcement du pouvoir de l'Etat œuvre.

Le même auteur socialiste, Rudolph Hilferding, déclarait que :

> « *Au lieu de la victoire du socialisme, ils entrevoient la possibilité que prennent forme une société certes organisée, mais selon des principes économiques autoritaires et non démocratiques* ».[1]

Le capitalisme a donc acquis un caractère plus organisé et plus étatique et a tendance à la centralisation et la concentration de la production et du capitalisme, fusion du capitalisme financier et du capitalisme industriel.

B.2. La mission politique

De la mission économique, on passe à une fonction plus traditionnellement associée à l'Etat : la mission ou la fonction de souveraineté. Les juristes, et cela n'a rien de surprenant, en accordent en général la plus grande attention. Par exemple, un juriste français du début du 20ème siècle, Carré de Malberg, a définit l'Etat en ces termes :

---

[1] HILFERDING (R.) : *Le capitalisme financier : étude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Minuit, 1970, p. 451 cité par KAZANCIGIL (A.) : *Op. cit.*,p. 183.

> « *il s'agit d'une communauté d'hommes fixés sur un territoire propre et possédant une puissance supérieure d'action de commandement et de coercition* »[1].

Un juriste hongrois contemporain de sa part en exprimant l'idéologie du « socialisme », écrit que

> « *La souveraineté n'est rien d'autres que l'indépendance du pouvoir étatique vis-à-vis de tous les autres pouvoirs* ».[2]

La prétention qu'a l'Etat de représenter une sorte de pouvoir absolu ou suprême face à ses propres citoyens est parfois à l'origine des mouvements de contestations des étudiants, des militants ouvriers, des écologistes, des autonomistes, des organisations de guérilla, des travailleurs, des dissidents et autres groupes d'activités opposés à la domination de l'Etat. Ce qui réunit tous les Etat, face aux contestataires, c'est la croyance commune en l'intérêt supérieur de l'Etat, face à un groupe de citoyens présumés peu nombreux et déloyaux. L'étouffement systématique des libertés dans beaucoup de pays du monde, les restrictions imposées en période de troubles, même dans les sociétés prétendument libérales, au droit de manifester son désaccord, le rôle joué par la police, les services secrets et la hiérarchie militaire, atteste l'importance que conserve la doctrine de la souveraineté, invoquée par les gouvernants contre les gouvernés pour justifier la répression qu'oppose l'Etat aux menaces intérieures et extérieures à son autorité.

Pour Freund, la politique a pour base les divisions, divisions externes autant qu'internes et l'affirmation de « relations de commandement et obéissance » dans la société.[3] Il faut donc voir dans la politique une activité absolument autonome et dans l'Etat l'expression de la politique et le désir de domination comme celui inhérent à la nature humaine.

---

[1] KAZANCIGIL (A.) : *Op.cit*, p. 185
[2] CARRE DE MALBERG : *Contribution à la théorie générale de l'Etat,* Paris, 1920, p. 7 cité par KAZANCIGIL (A.) : *Op. cit.*, p.186.
[3] FREUND (J.) : *L'essence du politique*, Paris, 1965, p. 1 cité par KAZANCIGIL (A.) : *Op. cit.*, p. 189.

B.3. La mission de légitimation

Le terme légitimité/légitimation[1] a acquis une grande vogue dans les sciences sociales, depuis que max Weber a décrit les trois sortes de légitimité : à savoir la légitimité traditionnelle, légitimité bureaucratique-rationnelle, la légitimité charismatique. Il est pourtant d'origine plus ancienne puisqu'il plonge ses racines dans l'époque romaine et le moyen-âge =, son usage s'étant ensuite rendu large dans la période moderne. En effet, dans *La thébaïde*, Racine avait évoqué le terme « légitime princes » tandis qu'au début du XIXème siècle, le libéral qu'était benjamin constant s'écrit avec enthousiasme. « Il y a quelque chose de miraculeux dans la conscience de la légitimité ». Ici, il faut noter que plusieurs auteurs ont reconnu que la légitimité est plus que la simple légalité. Ils ont cité par exemple le cas de la République de Weimar, comme l'exemple de légalité sans légitimité tandis que l'autorité que De Gaulle exerçait de Londres sur la résistance française comme l'exemple de légitimité sans légalité. Ainsi, la légitimité est définie de la façon suivante :

> « *est légitime celui qui est fondé en valeur et reconnue comme tel par l'opinion.* »

Cela nous fait penser aux conditions léninistes classiques de la révolution dans laquelle, une classe dirigeante ayant perdu la force de diriger, une autre aspire à le remplacer. Mais on compte suffisamment de cas de régime qui, même sans soutient populaire d'aucune sorte, ont réussi à durer, tout comme la tradition et la force peuvent engendrer leur propre légitimité et se passer pendant de longue période de toute forme de soutien populaire.

Cependant, le constant majeure et permanent de la démocratisation est de faire du soutien populaire, fût-il manipulé, un aspect important du pouvoir politique. Ainsi, tous les Etats aiment à considérer qu'ils tirent leur autorité du soutien populaire. Quant à savoir l'origine des légitimités, il semblerait qu'elles sont liées à l'histoire nationale, à la situation géographique, aux valeurs culturelles tout autant qu'aux relations de choses, de classe ou aux modes de production.

---

1 KAZANCIGIL (A.) : *Op.cit.*, p. 192

C. Le fonctionnement de l'Etat

Le fonctionnement de l'Etat s'analyse à travers l'Etat lui-même qui doit être fonctionnel. L'Etat doit connaître le minimum de démocratie et une administration qui doit être plus ou moins viable.

C.1. L'Etat fonctionnel et ses caractères

L'Etat fonctionnel s'analyse à travers les caractères montrant le fonctionnement de l'Etat. Il s'agit principalement :

- ✓ De l'inéluctabilité d'une autorité régulatrice,
- ✓ De l'Etat ultime garant de la cohésion du groupe et de la cohésion des projets,
- ✓ De l'Etat fondement du pouvoir étatique,
- ✓ De la rationalité de l'Etat,
- ✓ Du rétrécissement du champ des options,
- ✓ De la rationalité des choix et le problème des valeurs,
- ✓ De l'éclectisme des moyens.

1.1. L'inéluctabilité d'une autorité régulatrice

On admet que certaines tâches sociales ne peuvent être remplies que par l'autorité politique, seulement elles sont subsidiaires. L'essentiel de la régulation indispensable à l'ordre est considéré comme du ressort des mécanismes sociaux spontanés[1]. Assez sûr d'elle-même pour assumer directement la charge de son destin, la société ne voyait dans l'Etat qu'un auxiliaire encombrant et souvent maladroit auquel il fallait cependant recourir dans la mesure où était nécessaire l'exercice du pouvoir de contraindre dont il avait le monopole.

[1] BURDEAU (G.), Tome III, *La dynamique politique*, Paris, Soufflot, 1968, p. 723

1.2. L'Etat ultime garant de la cohésion du groupe et de la cohérence des projets

Que les problèmes posés aux sociétés soient, par leurs données aussi bien que par l'incidence de leurs solutions, d'une dimension telle que seul l'Etat est en mesure de les affronter, c'est là une conviction où tendent à se rejoindre les tenants de l'ordre et les partisans du mouvement. Pour ceux-ci, le principe d'une autorité et d'une responsabilité fonctionnelle du pouvoir politique apparait indispensable pour empêcher l'exploitation de l'homme qui serait plus rigoureuse qu'elle ne l'a jamais été si les conséquences de progrès techniques s'imposaient sans contrôle et sans compensation. Au siècle précédent, les forces du mouvement exigeaient l'intervention étatique pour protéger les faibles contre l'égoïsme des possédants. Aujourd'hui, à cette justification s'en ajoute une autre peut-être plus pressant encore puisqu'il s'agit de protéger tous les hommes contre l'automatisme malfaisant des puissances que leur génie a libéré.

1.3. Le fondement du pouvoir étatique

L'Etat fonctionnel incarne le pouvoir d'une société à la fois inquiète et apaisée, inquiète car elle pressent que sans lui elle ne pourrait plus dominer son destin[1]. Et apaisé par ce qu'elle prend conscience du danger que ses divisions feraient courir à ce à quoi elle aspire avant tout : le confort matériel dans la sécurité du lendemain.

L'Etat fonctionnel se veut un Etat populaire mais ce qu'il attend du peuple, c'est l'assise que procure l'adhésion de la raison et non pas l'énergie que libère les passions. Il est l'Etat d'un peuple adulte, instruit, sage et patient. Tout pouvoir repose sur l'idée que les hommes se font de ce qu'il est. De cette pensée naissent les légitimités qui constituent son assise. Or, il apparaît que dans cette perspective, l'opinion est de plus en plus portée à considérer que le pouvoir est justifié par la fonction qu'il remplit. Et c'est là précisément ce qui caractérise le pouvoir dans l'Etat fonctionnel qui est un pouvoir légitimé par ses fins.

---

[1]BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.726

1.4. La rationalité

Assurément, le pouvoir s'est toujours efforcé d'entrainer la société, mais pour l'inciter au mouvement, il utilisait l'énergie élémentaire que suscite les besoins, la peur ou les rêves. D'où le caractère dramatique qu'a longtemps revêtu l'activité politique[1].

L'Etat fonctionnel répudie ses moteurs ou, du moins, s'il ne peut totalement les tenir à l'écart, il n'admet leur intervention que pour poser les problèmes non pour les résoudre. Son principe est lié à la conviction que l'évolution des groupes humains a conduit dans les pays de haut niveau intellectuel, technique et économique, à un type de société dont les problèmes sont tributaires de l'analyse et du calcul et non plus de l'intuition ou d'un empirisme aussi hasardeux qu'enthousiaste. Cette conception d'une politique justiciable et d'une approche rationnelle trouve aisément les prémices dans les prophéties saint simoniennes et dans la physique sociale chère A. Comte. Elle rejoint également certaines vues de Marx relatives à la cité communiste qui n'aura pas besoin d'une autorité commandante parce qu'elle se gouvernera par le seul jeu de sa logique interne.

Ces rapprochements apparemment surprenant s'expliquent dès lors que l'on se souvient que les auteurs que nous évoquons avaient en commun le souci d'exclure de la politique la mystique, la magie ou les idéologies, pour soumettre la gestion des sociétés à la seule rationalité. Or, l'Etat fonctionnel c'est précisément celui où la fonction politique est considéré comme tributaire des seuls impératifs de la prévision et du calcul rationnel.

En effet, la raison qui est ici en cause, ce n'est pas celle magnifiée par le XVIIIème siècle et qui était plus ou moins orienté par la sensibilité ou les croyances. C'est la raison dont se réclament les sciences exactes, celles qui dégagent des choses ou des phénomènes, les lois internes qui commandent leurs structures et leur développement. Elle ne peut donc être transgressée sous prétexte de tenir compte de considérations qui sont étrangères. Par conséquent, la question n'est plus de savoir qui veut mais ce que l'on veut. Posés en ces

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.728

termes, les problèmes politiques excluent les conflits de légitimité. Ce que l'on veut c'est une société prospère. C'est l'accroissement régulier du revenu national, c'est ensuite l'harmonisation des charges et des profits entre les membres de la communauté. C'est enfin une solidarité toujours accrue entre eux de telle sorte qu'une réussite des uns impliquant l'échec des autres dans le domaine des projets sociaux soit non seulement inconcevable, mais pratiquement impossible. Bref, c'est l'ouverture pour tous. Il est bien évident, dans une telle perspective, il ne suffit plus au pouvoir de se prévaloir de son origine, il doit plutôt se justifier par la fonction qu'il remplit.

1.5. Le rétrécissement du champ des options

Politiquement, le rationnel se mesure moins à des échelles de coût qu'à la cohérence des solutions auxquelles il conduit. Il ne consiste pas à méconnaître des exigences valables, moins à comptabiliser leurs objectifs aux regards d'une part de la comptabilité des moyens et d'autre part de la comptabilité de leur rendement social[1]. Le problème de choix n'en demeure pas moins ouvert. Seulement si le facteur de choix sans lequel la dynamique politique perdrait sa dimension humaine n'est pas éliminé, le souci de rationalité qui anime l'Etat fonctionnel tend à restreindre le jeu. D'une part, les choix possibles ne peuvent s'inscrire que dans une perspective qui est celle ouverte par la logique du développement de la société existante.

1.6. La rationalité des choix et le problème des valeurs

Les dirigeants de l'Etat fonctionnel doivent rationnaliser le processus de la décision sans pour autant contester le bien fondé de leur entreprise. On peut se demander pourtant si la nature où elle se développe ne lui impose pas d'intransgressibles limites. Sans doute, il est un niveau où elle apparaît à la fois légitime et féconde : c'est celui où il s'agit de déterminer les moyens les plus adéquats pour atteindre une fin préalablement définie. Pour parvenir à un certain degré de scolarisation ou adapter les qualifications de futures diplômés aux besoins de l'économie nationale, il est préférable de s'en remettre à une étude

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.730

prospective plutôt que d'implanter les établissements au gré des revendications des personnalités locales[1].

Dans tous les cas, les gouvernants doivent tenir compte de l'attitude des gouvernés non pour s'y plier mais pour en évaluer l'effet sur l'efficacité de leurs décisions.

1.7. L'Eclectisme des moyens

La rationalité des décisions implique que les problèmes soient abordés selon leurs données intrinsèques et non à la lumière d'une philosophie politico-sociale préétablie. Par là s'explique l'éclectisme des procédés d'action de l'Etat fonctionnel. Il sera tantôt dirigiste, tantôt libéral suivant que l'une ou l'autre formule lui paraîtra plus apte à aider la société à développer les virtualités qu'elle porte en elle. Il fera confiance à la libre entreprise si elle lui paraît de nature à promouvoir une croissance harmonieuse, mais il n'hésitera pas à imposer une gestion étatique dans les secteurs que laissent l'initiative privée ou qu'elle exploite sans souci de l'intérêt général[2]. Il usera tantôt de la contrainte et tantôt de la persuasion, mais toujours sa surveillance sera vigilante pour assurer, entre les diverses activités, une cohérence correspondante à celle du plan qu'il a tracé. Et ce plan, il ne prétend pas l'imposer à titre d'expression d'une doctrine dont lui, l'Etat, serait l'instrument. Il se présente comme un impératif qui résulte de la structure et de la dynamique interne de la société.

1.8. Les conflits au sein de l'Etat fonctionnel

L'Etat fonctionnel n'a pas la vertu de faire disparaître toutes les rivalités d'intérêts ou d'affrontements de tempérament qui subsistent dans la société, encore moins de les étouffer sous le poids du dogmatisme d'une doctrine officielle. L'Etat fonctionnel n'est pas un Etat totalitaire, il n'impose pas le silence[3]. Seulement, de ces conflits qu'il n'ignore pas, il fait des controverses. Il les admet et même les suscite à condition qu'ils se situent sur le plan où les

---

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.732
[2] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.733
[3] Idem, p.735

solutions sont rationnellement possibles. Il veut être un arbre loyal mais comme l'arbitrage implique les règles de jeu, il faut que les parties les acceptent. Ici le propre de l'Etat fonctionnel c'est d'amener à discuter ceux qui s'opposent. Les premiers soucis des dirigeants étant de trouver des interlocuteurs, de réunir autour d'une même table les protagonistes. Là alors, les problèmes seront dissociés : on pratiquera la technique de coup par coup. Certes, le débat est libre mais par le fait même qu'ils l'acceptent, les participants se compromettent avec le système alors que d'autre part, leurs positions sont affaiblies par les procédés techniques irrécusable, mais politiquement désastreux, de l'isolément des questions traitées. Le conflit devient toujours de l'arbitrage étatique, le pouvoir ou alors l'Etat étant seul qualifié pour avoir une vue objective de la situation globale.

2. L'Etat fonctionnel et la démocratie

L'Etat fonctionnel ou le fonctionnement de l'Etat, pour mieux dire les choses se vérifie également par le niveau de démocratisation de cet Etat et cela selon les étapes suivantes :

2.1. L'objet du débat

L'Etat fonctionnel fait peur, peur aux hommes des partis redoutant que la mise en cause de la mentalité de lutte ne détourne d'eux, une clientèle qui avait fait leur force. Peur aux moralistes qui craignent la réalisation de la « prophétie » de Tocqueville qui parle de l'engloutissement des individus endormis par la tutélaire gestion étatique. Peur également aux amis de la liberté qui présentent la naissance d'une technocratie d'autant plus redoutable qu'elle déguisera sa puissance sous les apparences de la rationalité[1]. Toutes ces peurs convergent vers une inquiétude commune à savoir la place à laquelle dans l'Etat fonctionnel, la démocratie peut encore prétendre.

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.737

2.2. Démocratiser l'administration

Il n'y a de démocratie que si les citoyens peuvent être entendus là où se trouve le pouvoir, c'est généralement dans les services publics qui pour dire qu'ils travaillent convenablement, doivent connaître la participation et le contrôle populaire.

2.3. La rénovation nécessaire

L'avènement de l'Etat fonctionnel entraine une promotion de l'administration. Ce qui est une conséquence logique d'un système politique où le pouvoir se qualifie par la fonction qu'il remplit. Dès lors que le problème politique essentiel n'est pas la lutte pour la conquête des centres de décision, mais la gestion des intérêts collectifs[1]. C'est bien entendu l'administration qui devait bénéficier de ce transfert de l'attention portée à la chose publique.

2.4. De l'administration instrument de la puissance étatique à l'administration agent de la société

N'ayant à intervenir dans les difficultés de la vie quotidienne, ne se souciant pas de loger les gens, de leur fournir un emploi, de veiller à la décence de leurs salaires ou à la conservation de leur santé, ne se mêlant que de fort loin à la vie économique, l'Etat a pour tâche d'assurer un ordre à l'intérieur duquel les initiatives privées se donnent libre cours[2].

Si l'administration est appelé à intervenir, c'est parce que les tâches à remplir ne peuvent l'être correctement avec les instruments juridiques ordinaires. Il s'agit de fonctions considérées comme spécifiquement étatiques, exigeant l'emploi des moyens exorbitants.

2.5. Une administration qui pense

Dans l'Etat fonctionnel, c'est à l'administration qu'il appartient d'accomplir « le beau geste du semeur ». Mais alors dira-t-on la politique va être

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.748
[2] Idem, p.750

dépossédé ? Non parce qu'elle sera placée seulement là où réside la fonction de service. On l'a vu, les grands thèmes d'action dont les hommes politiques se font les héros ne sont que la systématisation des idées longuement mûries dans les bureaux.

Le nombre de fonctionnaires qui participent à leur « brain trust » témoigne de la conscience prise de l'interprétation entre politique et administration[1]. Ni les problèmes ne peuvent être posés, ni les solutions imaginées en dehors des données que les administrateurs bien placés pour les connaître, fournissent parce qu'ils constituent quotidiennement la matière première de leur action. Il ne leur suffit pas de faire, il leur faut penser leur action et la nourrir de l'idée qu'ils s'en font. Pour dire qu'à l'image d'une administration qui exécute va s'adjoindre celle d'une administration qui conçoit. Bref, nous étions accoutumés à voir dans l'administration les bras du pouvoir mais avec l'Etat fonctionnel, elle en sera le cerveau.

2.6. L'Etat instrument de la création de l'avenir

L'initiative individuelle, la concurrence, l'imagination créatrice, bref, tous les facteurs du dynamisme social ont bien été générateurs de progrès. Mais ce n'est pas le groupe tout entier qui en a été bénéficiaire, c'est là une leçon riche d'enseignements à retenir. Il est indispensable que le groupe soit imprégné et entrainé dans sa totalité par les forces à la fois novatrices et généreuses que suscite la vision de l'avenir[2]. Et c'est là le rôle essentiel du pouvoir étatique.

En se fondant d'une part sur une évaluation des éléments constitutifs de la société existante, d'autre part, sur une prévision rationnelle de ce que pourrait être, sans dommages pour l'unité du groupe, une société meilleure, il lui faut solliciter et soutenir les tendances et les mouvements par où se révèle la volonté de la collectivité de prendre en charge son avenir. Cela ne signifie nullement qu'il doive se faire l'instrument d'une idéologie particulière, car, s'il est nécessaire que ses objectifs s'inspirent des vues des éléments les plus attentifs ou les mieux informés. Son action ne se conçoit que si elle met en œuvre une

[1] BURDEAU (G.), *Op.cit* ., p.764
[2] Idem, p.778

mobilisation consentie de l'ensemble du groupe. Pas plus qu'il ne doit tolérer qu'il y ait des traînards, il ne peut accepter qu'il y ait des sacrifiés.

Il apparaît ainsi que l'Etat ne peut plus être ce que trop souvent il a été, à savoir le titre officiel et l'appareil des prérogatives d'un pouvoir qui, parmi d'autres, est parvenu à s'imposer. Il s'agit pour lui « d'inventer la cité ». il est l'instrument de la réalisation d'un avenir par lequel la collectivité toute entière est concernée. C'est dans la séduction de cet avenir qu'il puise sa force mais pour que cet avenir le soutienne, il faut qu'il soit tenu pour capable de le réaliser. Et cette capacité elle-même dépend d'une part, de l'aptitude des gouvernés à se concevoir solidaires devant le futur et d'autre part, de l'habileté avec laquelle, lui, l'Etat, saura faire rétroagir, sur le présent, l'image de l'avenir pour en tirer de sa puissance unificatrice la force de le créer.

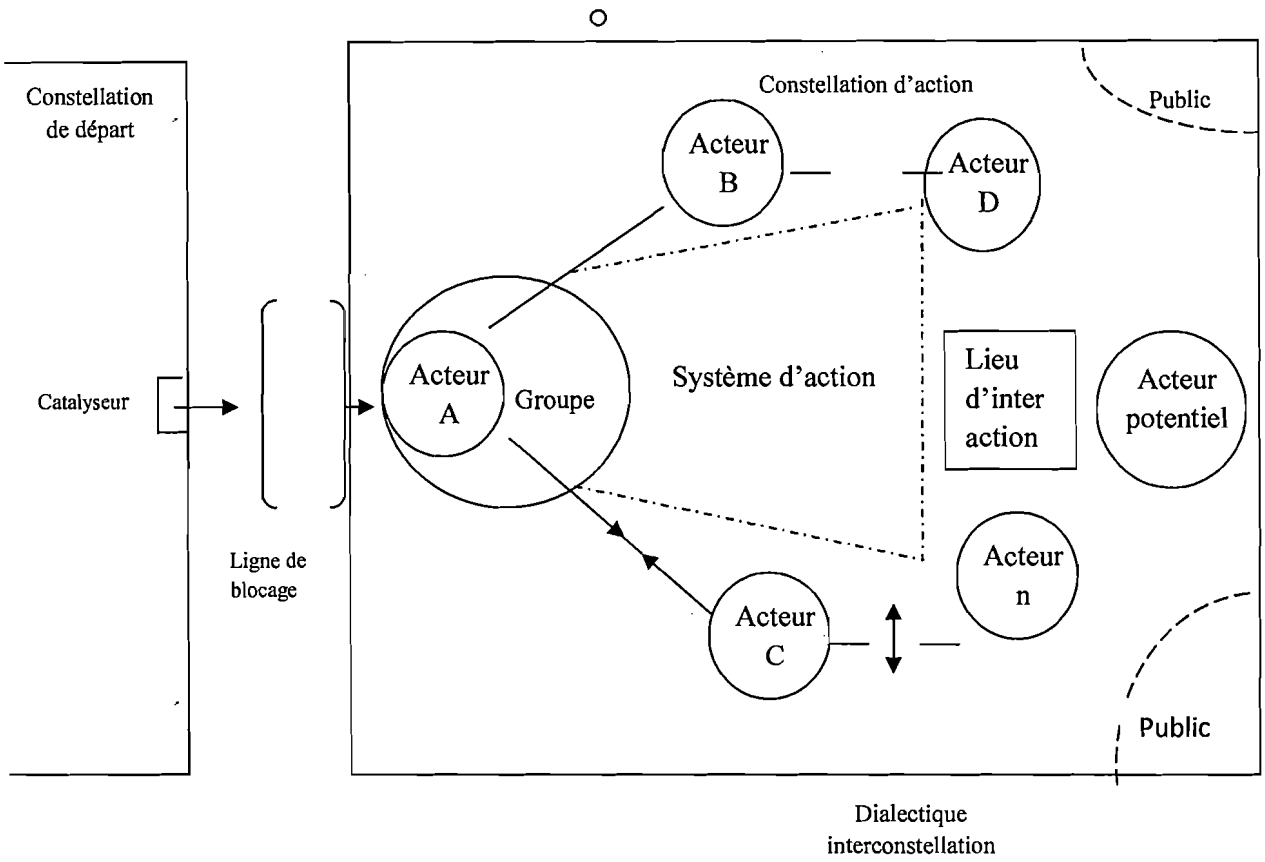
D. Les acteurs de l'Etat

Les acteurs de l'Etat au départ forment un ensemble appelé constellation d'action mais au fur et à mesure, certains se définissent, émergent sur la scène, exercent même leur leadership et apportent leurs spécificités en terme d'innovation.

1. La constellation d'action

Les acteurs qui se sont engagés pour apporter un jeu, forment un système d'interaction que l'on appelle constellation d'action. L'image « constellation » vient de l'astronomie : les corps célestes qui la composent se détachent du reste des étoiles et dessinent une figure reconnaissable[1].

[1]REZSOHAZY (R): *Pour comprendre l'action et le changement politique*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1996, p. 107



De même, une constellation d'action regroupe un certain nombre d'acteurs qui peuvent être distingués des autres par les liens d'alliance, d'opposition, d'échange, de communication, etc. Elle peut être considérée comme un système. D'après J. W Lapierre, un « système » est :

> « *Un ensemble d'éléments interdépendants c'est-à-dire liés entre eux par des relations telles que si l'une d'elles est modifiée, les autres le sont aussi et par conséquent tout l'ensemble est transformé.* »[1]

[1] LAPIERRE (J. W) : *L'analyse des systèmes politiques,* Paris, PUF, 1979, p. 23 cité par REZSOHAZY (R): *Op.cit.*, p. 107.

2. La définition de l'acteur

La notion d'acteur est omniprésente. En effet, il n'est pas possible de parler d'action sans se référer à celui qui agit, des structures sans nommer les hommes qui les mettent en place ou les maintiennent.[1]

En creusant ce concept, on constate que « l'acteur » est un individu ou une collectivité organisée, identifiable sociologiquement, capable de poser des actes pour faire son histoire ou s'adapter aux « circonstances ». Pour Raymond BAUER, c'est un « *Single decision-making unit* »[2]. C'est ainsi que l'unité de pensée, de sentiment, de décision, de comportement et d'action délimite l'acteur.

3. L'émergence de l'acteur

Face à un problème, les hommes peuvent adopter une large gamme d'attitudes parfois inattendues. Ils peuvent rester sans réaction, inertes, fatalistes. Ils peuvent réagir suivant les schémas anciens comme l'Etat-major français qui est entré en guerre en 1939 avec les méthodes de 14-18. Ils peuvent être gagnés par la panique et perdre les pédales. Ils peuvent répondre par la sauvagerie, la fureur, la destruction, devant une situation qui les exaspère et qu'ils ne comprennent pas. Ils peuvent hésiter longtemps, se mettre en branle tardivement et rater le moment propice. Ils peuvent se refugier dans la nostalgie du passé, rêvé de la belle époque ou du paradis perdu. Au contraire, ils peuvent se tourner vers un avenir insaisissable, bâtir des utopies, des lendemains qui chantent. Ils peuvent aussi échapper aux réalités, se plonger dans l'oubli que procurent des dérivatifs comme le sexe, la drogue, la vitesse, l'activisme, l'exotisme des civilisations lointaines, etc.[3] Ils se distinguent pourtant du cas de l'acteur qui entre en action parce qu'il pense que la solution du problème dépend de lui et qu'elle ne lui viendra d'aucune autre voie parce qu'il croit disposer des moyens et de la capacité nécessaire pour arriver à ses fins parce qu'il estime avoir des chances de réussir.

---

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 114
[2] BAUER (R.) : *The study of Policy formation,* New-York, Free Press, 1968, p. 405 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 115.
[3] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 111.

4. Les coordonnées du leader

Il faut tenir à l'esprit que certains traits ne s'appliquent qu'aux acteurs individuels et d'autres aux acteurs collectifs.[1] Nous cherchons d'abord les origines de l'acteur, son passé, sa filiation. Nous nous plaçons du point de vue de l'idiosyncrasie : qu'est ce qui a fait que l'acteur est devenu ce qu'il est ? Chaque organisation, chaque personne a été modelée par les événements qu'elle a vécus. Quant aux acteurs individuels, nous comprenons ainsi leur personnalité. Comment se fait-il qu'un tel est un animal politique et qu'un tel autre est entré dans vie publique à son corps défendant ? Plusieurs typologies ont été construites pour distinguer les tempéraments des hommes d'Etat. J-B Duroselle, par exemple, signale que leur influence est différente suivant qu'ils sont doctrinaires ou opportunistes, lutteurs ou conciliateurs, idéalistes ou cyniques, rigides ou imaginatifs, joueurs ou prudents, etc.[2]

Quant aux acteurs collectifs, nous pouvons utiliser les trois critères mis au point par Alain Touraine dans *La sociologie de l'action* pour identifier un mouvement social et pour indiquer pourquoi il a été créé : il s'agit du principe d'identité, du principe d'opposition et du principe de totalité.[3]

Un acteur se donne d'abord l'identité par le groupe qu'il représente, les intérêts qu'il défend ou promet. Il s'oppose à d'autres acteurs, à des résistances ou alors, il est né en s'attaquant à un problème. Quant au principe de totalité, il se réfère aux valeurs, aux idéaux que le mouvement évoque pour motiver son action, au fond de son idéologie. Nous nous interrogeons également sur les fonctions qu'exerce l'acteur, son rôle dans la société et nous suivons pour cela la tradition fonctionnaliste.

Voici les principales fonctions remplies par les hommes et les femmes politiques:

- ✓ La fonction adaptative : l'acteur capte la demande sociale, la traduit en termes opérationnels, essaye de la satisfaire,

---

[1] Idem, p. 120.
[2] DUROSSELLE (J. B) : *Tout empire périra,* Paris, Sorbonne, 2ème édition, 1982, p. 35 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.,* p. 120.
[3] TOURAINE (A) : *Sociologie de l'action,* Paris, Seuil, 1965, p. 35 cité REZSOHAZY (R) : *Op.cit.,* p. 120.

- ✓ La fonction de conception : il s'agit de scruter l'avenir, de choisir le futur, de programmer l'action, d'imaginer les projets. C'est l'aspect « volontariste » de la vie politique,
- ✓ La fonction de négociation : dans un système pluraliste, toutes les solutions se négocient. L'acteur vise à introduire dans le compromis, le maximum de son programme,
- ✓ La fonction de gestion : consiste à assumer l'exécutif, à administrer les ministères et diverses institutions des pouvoirs publics,
- ✓ Enfin, la fonction de placement : comprend l'ensemble des tactiques et des démarches qui tendent à occuper les positions de pouvoir et à placer le plus grand nombre de ses coreligionnaires aux postes disponibles dans l'appareil de l'Etat.

Les personnes qui entrent dans la vie politique sont inégalement douées pour l'exercice de ces cinq fonctions et sont d'ailleurs diversement attirées par l'une ou l'autre.

5. Les facettes du leader

L'identification et, en général l'étude de l'acteur individuel nous mettent en présence du phénomène de leadership. De deux acteurs comparables ayant le même pouvoir, l'un attire davantage l'attention du public que l'autre, il communique mieux, il présente un ensemble de traits propres à sa personne qui lui permettent d'agir plus efficacement, de séduire, d'entrainer les masses. L'autre peut manquer une expression meilleure que celle de « leader ». Pour désigner l'acteur réunissant l'ensemble des caractéristiques qui confèrent ce supplément, souvent décisif de capacité d'action. Les mots français « chefs », « dirigeants », « meneur », « guide », « patron », « maître », insistent sur l'un ou sur l'autre aspect du phénomène sans embrasser le tout. Il en est de même des termes d'autres langues comme « fuhrer », « duce », « Gaudillo », « conductor », qui désignent plutôt différents types de dictatures.[1]

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 154.

Tous les processus sociaux qui ne sont pas tout à fait spontanés ou routiniers ont besoins de leaders. Ceux-ci surgissent dès que quelques hommes sont ensemble indépendamment de leur âge et de leur endroit, et une action ou une activité est à organiser. Ils apparaissent déjà aux jardins d'enfants pour proposer et mener les jeux ou créer des clans. Même dans les lieux sévèrement contrôlés où tout est fait pour isoler les individus, comme les prisons, des leaders émergent pour formuler les revendications ou lancer la révolte.

Selon Marc Gregor, l'analyse du leadership est directement liés à celle du pouvoir car, les leaders sont aussi détenteurs du pouvoir ou aspirent l'avoir. Mais, ceux qui détiennent un pouvoir ne sont pas nécessairement des leaders. Par exemple, le président d'une grande multinationale, un ministre, le directeur d'une chaîne de journaux disposent d'importantes ressources de pouvoir sans pour autant être des leaders. Car, un leader est un acteur individuel qui, en vertu de son ascendant et de ses capacités personnelles de mener les autres, prend des initiatives, organise les activités collectives, entraîne les hommes à l'action, les anime, pour réaliser des objectifs communs à une population, à un groupe, ou des objectifs propres à lui. Dans ce processus, le leader acquiert le pouvoir, car il combine un ensemble d'éléments qui sont disponibles à l'action collective et qui en constitue les ressources : des hommes bien entendu mais aussi des valeurs, des croyances, des aspirations, des idées, des symboles, des énergies, des savoirs et des techniques, de l'argent, des relations, etc. Le leadership conduit donc au pouvoir et le féconde. Le leader incarne, personnalise, vitalise la fonction ou le lieu d'autorité qu'il occupe. Ainsi, le ministre, le bourgmestre, le président d'une association, l'évêque, etc., lorsqu'ils sont aussi des leaders jouent leur rôle autrement, leur position est renforcée davantage légitimée.

Le passage de la définition qui attribue le leadership à « l'ascendant » et aux « capacités personnelles » de l'acteur, de mener les autres, nécessite une explication. Mais de quelle capacité s'agit-il ? Pourquoi cet ascendant ? Les traits qui valent à l'acteur d'être suivi sont multiples: le talent, l'intelligence, la sympathie éveillée, l'habileté, le télégénie, le statut social peuvent avoir leur part. Diverses études indiquent que les leaders tendent à être plus intelligents, plus convaincants, plus sûrs d'eux, plus ingénieux que leurs partisans.

James Davies[1], insiste sur l'énergie qu'ils dépensent, ils sont en effet capable de travailler de longues heures durant les fins de semaine et pendant que les citoyens ordinaires sont en congé ou dorment. On assigne également au leader un caractère entier et impérieux, une volonté absolue et intransigeante, la forte tendance à commander et à s'imposer selon Hagen. A vrai dire, aucun des traits pris isolément ne suffit à faire un leader et tous ensembles ne s'appliquent à personne. Chaque leader réunit une combinaison[2] des traits particuliers qui lui est propre. De plus, l'accès au leadership varie aussi suivant les sociétés.

Dans la civilisation dite moderne, lorsque le régime est démocratique, le cheminement et la consécration du leader exige une certaine compétition. Celle-ci peut être plus ou moins informelle, mais d'ordinaire devient formelle et s'incarne par la voie d'élections. C'est donc après avoir reçu une investiture explicite que le leader entreprend de diriger ou de coordonner les efforts de ses mandants. Dans la civilisation dite traditionnelle. En général, les hommes qui concurrencent les autres, qui veulent les dépasser n'étaient pas bien vus. L'idéal était de maintenir chacun à la place que lui assignait son statut, sa famille, son âge ou son sexe. Les conditions et les performances qui, dans cet ordre, permettent de devenir leader sont déterminées par le système de valeurs en vigueur : sera leader celui qui incarne les qualités hautement valorisés comme la naissance, l'expérience, la prouesse militaire, la sainteté, la volonté des ancêtres, etc.

Nous avons une autre catégorie de leaders, les leaders professionnels d'un côté et les leaders suscités, d'un autre. Nous les rencontrons surtout en période de changements radicaux. Ainsi, souvent, les acteurs qui entrent en scène pour prendre la tête du mouvement, sont des révolutionnaires professionnels, comme Lénine ou Fidèle Castro : ils ont consacré leur vie à une idée-force et ils ont attendu l'opportunité propice. Mais ils peuvent aussi être des personnes que rien n'a prédestinées à guider un changement. Ils sont dans la plupart des cas suscités par les circonstances, comme Cory Aquino aux

---

[1] DAVIES (J. C) : *When men Revolt in Political violence Revolution*, New-York, Free Press, 1971, p. 209 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 154.
[2] EVERETT (H): *On the theory of social change*, London, Tavistock; 1964, p. 70 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 154.

Philippines en 1983, après l'assassinat de son mari ou Francisco Madero, héros de la révolution mexicaine.

Cherchant également l'origine des leaders, nous appelons certains parmi eux : « leaders de position » parce qu'ils deviennent dirigeant en vertu de leur position dans la hiérarchie sociale et du prestige qui s'y attache. Dans certaines sociétés, un aristocrate deviendra plus aisément leader qu'un roturier, la propriété terrienne y prédispose. Appartenir à une grande famille comme par exemple les Nehru en Inde, les Bhutto au Pakistan, les Aquino aux Philippines est aussi un atout. D'autres sont favorisés par la charge officielle qu'elles remplissent et qui leur vaut une plus large audience et une plus grande visibilité sociale. Il est ainsi pour un bourgmestre ou un administrateur ou alors un curé. Nous les appelons « leaders de fonction ».[1]

Une autre catégorie est celle des « task leaders ». Ils sont des « experts » dont l'influence est due à leurs compétences spécifiques, aux tâches qu'ils remplissent, valorisées par la communauté, par ex : médecin, ingénieur, instituteur, etc.

Dans les circonstances spécifiques, ils peuvent se révéler leader comme un instituteur dans une campagne d'alphabétisation ou un médecin lors d'une épidémie. On ne saurait pas parler de leader sans mentionner ce qui nous semble être une catégorie particulière de leader, il s'agit des leaders dits charismatiques.

Max Weber qui a lancé le premier ce concept distingue entre les leaders traditionnels, rationnels et charismatiques. Ces derniers sont caractérisés ainsi :

> « *Si certains s'abandonnent au charisme du prophète, du chef en temps de guerre, du très grand démagogue au sein de l'Ecclésia ou du parlement, cela signifie que ces derniers passent pour être intérieurement appelés au rôle de conducteur d'hommes et qu'on leur obéit*

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 156.

non pas en vertu d'une coutume ou d'une loi mais parce qu'on a foi en eux. »[1]

La source de l'attraction, de la fascination voire de l'envoûtement exercé par le leader charismatique, et de son pouvoir, réside dans cette croyance populaire suivant laquelle certaines personnes sont inspirées et guidées par Dieu ou par le destin et l'histoire pour accomplir une œuvre. Ils mobilisent la foule, la dynamise et la tient en haleine. Il est un symbole autour duquel l'union se fait, il suscite le dévouement jusqu'au sacrifice et la dévotion. Habsbourg se souvient d'un meeting d'Adolph Hitler, avant son accession au pouvoir et auquel il a assisté dont l'extrait est libellé ci-dessous en ces termes :

« *J'étais, dit-il, au milieu d'un groupe de communistes qui avaient décidé d'en découdre avec lui. Mais Hitler se mit à parler et il les subjugua tous. Quant il repartit sous les acclamations de la foule, une forêt de bras se levait autour de sa voiture. Il avait quelque chose de démiurgique dans le regard et dans la voix qui fascinait les gens.* »[2]

Ainsi donc, grâce à leur faculté de mobiliser et galvaniser les foules, les leaders charismatiques constituent une catégorie importante dans les révolutions ou les changements.

6. L'exercice du leadership

On imagine aisément que le leadership s'exerce autrement dans un petit groupe que dans une grande organisation. Il s'applique d'abord à la « macro-politique ». On souligne également le rôle central crucial des leaders dans l'émergence des acteurs collectifs, dans le lancement des mouvements, dans l'organisation des actions historiques. Dans une situation donnée, les leaders prennent les affaires en mains, s'installent ou sont installés aux commandes.[3]

---

[1] WEBER (M.) : *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 103 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 156.
[2] HABSBOUG cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 156.
[3] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 158.

En période de chaos ou d'effervescence, ils clarifient les choses en cristallisant et ordonnant les forces, comme l'aimant regroupe les petits morceaux de fer jetés sur la table. Ils transforment une nébuleuse en constellation. Ils canalisent les réactions spontanées, une grève sauvage, une manifestation incontrôlée, une insurrection surgie de la colère. Ils se mettent alors à leur tête, les inscrivent dans des formes plus organisées, institutionnalisées. Ils rendent les gens conscients des problèmes, éveillent les disponibilités d'action, mobilisent puis infusent l'énergie nécessaire pour persévérer. En cas d'anomie de large couche de la population, ils secouent le public, propose des orientations, fixe des objectifs.

7. L'Innovation politique

Il s'agit d'un sujet primordial car l'innovation, par définition produit un changement. Les acteurs peuvent répondre à des problèmes nouveaux ou réagir dans une situation de crise, par des recettes anciennes. Ils peuvent recourir à des manœuvres de retardement, en commissionner une question dite compliquée ou « mettre au frigo » une affaire brûlante en espérant que l'effervescence tombera d'elle-même. Mais ils peuvent aussi innover. L'initiative d'une révolution ou d'une réforme est naturellement innovatrice.[1] Une politique de conservation peut l'être également, car pour maintenir une situation, il faut parfois quitter les chemins battus : par exemple, moderniser l'administration, réorganiser l'armée ou construire des habitations.

Au départ, le concept d'innovation a été employé pour désigner l'effet technologique à partir de la domestication du feu jusqu'à l'invention de la robotique. Il a été ensuite d'usage répandu dans les études sur le développement ou la croissance. Les progrès étaient largement attribués à l'adoption et à la diffusion d'innovation de toutes sortes : semence améliorée, l'irrigation, les mesures d'hygiène, l'épargne, etc.

Aujourd'hui, la notion est également utilisée dans les sphères sociales et politiques. Ainsi, on cite en vrac quelques innovations caractérisées : les lois de

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 164.

Moïse ou de Solon, les idées de Kant, de Hegel ou de Marx, la création de partis écologistes, la révolution culturelle de Mao, l'instauration de la terreur par Robespierre, le passage dans l'organisation des élections de la représentation proportionnelle au système uninominal ou vice-versa.

On voit bien qu'une innovation n'est ni bonne ni mauvaise. Elle peut être suivant le jugement de chacun l'une ou l'autre, elle peut toucher à n'importe quelle parcelle du champ politique : elle peut représenter un système de solutions nouveaux, porter sur des objectifs tout comme sur des moyens, changer les idées aussi bien que les comportements, modifier les institutions ou l'environnement, créer des lois ou transformer les règles du jeu, etc.

On entend ainsi par innovation politique, toute initiative qui change par rapport à son passé, un trait caractéristique quelconque ou toute initiative politique qui change n'importe quelle trait caractéristique d'une sphère sociale. Selon Gurvitch, l'initiative innovatrice est toujours un acte créateur dans la mesure où elle modifie l'état des choses même si moralement, on le désapprouve ou on le qualifie de destructeur.[1]

Et Lapierre[2] de croire que l'innovateur prend son initiative parce qu'il croit qu'il y a une solution à son problème et que cette solution se situe en dehors des sentiers pratiqués. Cependant, une innovation n'est jamais entièrement originale, des composantes anciennes et nouvelles s'y combinent. Une nouveauté aussi éclatante que l'invention de l'avion agence des éléments connus : le moteur à explosion de l'auto, l'hélice du bateau et les ailes du planeur. De même, un projet politique innovateur peut viser un objectif ancien, mais le poursuivre avec des moyens nouveaux ou proposer un objectif nouveau et chercher à l'atteindre avec des moyens éprouvés. Les écologistes ont toujours voulu influencé la politique de l'environnement, ce qui est un objectif ancien. Ils ont essayé d'abord comme groupe de pression et puis fondèrent un parti politique parfois même deux, ce qui est un moyen nouveau. Lorsqu'également la Belgique a institué, en 1945, la sécurité sociale généralisée, ce qui était un

[1] GURVITCH (G.) : *Traité de Sociologie*, Vol. 2, Paris, PUF, 1958, p. 102 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 206.
[2] LAPIERRE (J. W) : *Op. cit.*, p. 123 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 207.

objectif nouveau, le système fut basé sur les différentes mutualistes existantes, ce qui était un moyen ancien. On qualifie une innovation :

- ✓ d' « adaptative » lorsqu'il s'agit de modifier un ensemble d'idées, de croyances ou de pratiques existantes.
- ✓ d'« additive » quand il n'existe pas d'idées, de croyance ou de pratiques préalable dans le système sociale.
- ✓ on parle par contre d'« innovation-remplacement » le cas où les idées, les croyances ou les pratiques existantes sont évincées par de nouvelles.

C'est ainsi que réformer une institution est une « adaptation » au moment où créer un poste d'ombudsman là où il était inconnu est une « addition ». Tandis qu'abolir la monarchie et établir la république ou vice versa est un « remplacement », on peut également ajouter à ces distinctions l'innovation par « activation d'une tradition» c'est le cas où des usages anciens viennent à être ressuscités comme au moyen-âge où on a dû ressusciter le droit romain pour féconder les constructions juridiques.

7.1. Qui innove et comment

Des psychologues ont entrepris l'étude de figures politiques particulières : les leaders, les personnalités autoritaires et aussi les innovateurs. Toute sorte de théories ont été avancées, axées autour de données réputées déterminantes, comme l'anxiété, la frustration, la persistance de modèle psychologique acquis dans l'enfance, etc.[1]

Mais du point de vu de la science politique, les ressorts profonds de la créativité et de l'inventivité importe moins que le contexte dans lequel elles s'exercent. Plusieurs centaines de biographies furent exploitées dans le but de montrer dans quelle mesure les personnages historiques étaient le produit de leur époque et des circonstances, et dans quelle mesure ils avaient contribué à faire l'histoire.

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 158

En synthèse, pour caractériser la personnalité innovatrice, on dégage les traits suivants :

- ✓ Elle perçoit la situation problématique comme une donnée maitrisable
- ✓ Elle est consciente qu'il faut s'attaquer au problème et elle est déterminée à le prendre à bras le corps.
- ✓ Elle jouit d'un certain nombre de dons comme l'intelligence, l'imagination, la prévision, la perspicacité, pour élaborer un système de solution et qui peuvent culminer dans le génie.
- ✓ Elle a confiance en elle et dans son aptitude à mener à bien son projet.

A ces traits, Bismarck a ajouté modestement ce qui n'était pas une marque dominante de sa personnalité, une circonstance adjuvante :

> « *L'homme d'Etat ne peut rien de lui-même, il ne peut qu'être à l'affût et écouter jusqu'à ce que dans la marche des événements, il entende les pas de Dieu. Alors, il bondit et saisit le bord de son manteau. C'est tout ce qu'il peut faire* ».[1]

L'innovation peut être l'œuvre d'inconnu. L'innovateur n'est pas nécessairement le ministre mais aussi et surtout quelqu'un ou un fonctionnaire dans son cabinet, pas nécessairement le président mais un auteur dont le livre lui donne une idée. Pas nécessairement le parti mais aussi et surtout un membre qui est à l'origine de la motion qui fut adoptée. Mais, pour l'action et le sort de l'initiative, c'est la paternité publique qui compte. Ici alors, un autre facteur apparaît : le prestige, l'autorité, le crédit du titulaire, du propagateur principal du message.

Il faut avoir à l'esprit que les gens, pour accepter ou rejeter une innovation, regarde d'abord qui la propose. Lapierre nous met en garde en indiquant que les innovateurs ne se répartissent pas sur le globe au hasard. Nous

[1] BISMARCK cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 211.

les trouvons à travers l'histoire groupés dans des « centres culturels », des hauts lieux de la création philosophiques, artistiques, économiques et politiques.[1]

A la question de savoir comment innover, l'on commence par nous indiquer que les innovations véritablement marquantes ne sont pas monnaie courante. Car, la nouveauté dérange et insécurise. La rigidité et la pesanteur des structures, la force des habitudes et des inerties, le confort des stéréotypes de pensées, l'opposition des intérêts établis, etc. ne la favorisent pas. Toutefois, la taille de ces obstacles varie d'une société à l'autre. Certaines collectivités sont davantage ouverte aux innovations que d'autres, leurs structures sont plus flexibles, leur culture plus réceptive. Le régime soviétique a par exemple, inhibé les innovations politiques, tandis que les démocraties occidentales pratiquent le culte du neuf. « Il faut que cela change » est un slogan lancé dans toutes les campagnes électorales. Tout produit arrivé sur le marché est qualifié de nouveau et sa supériorité est vantée par la publicité. Le sort d'une innovation dépend donc de l'accueil du contexte culturel général, des obstacles dressés et/ou des opportunités offertes par des structures politiques, sociales, économiques et de la dialectique qui s'établit entre les « innovateurs » et les « gardiens ».

Les innovateurs se heurtent à la résistance des gardiens de l'ordre des choses. Leur interaction prend telle ou telle tournure et l'innovation est bloquée ou se diffuse suivant les attitudes adoptées et la détermination dont les protagonistes font preuve. Une innovation doit aussi s'intégrer à la culture existante et s'y stabiliser comme un acquis définitif.

7.2. Les milieux propices à l'innovation politique

On avance comme une règle générale que les mouvements, les organisations, les acteurs politiques qui initient le changement social et politique recrutent leurs leaders, leurs organisateurs, leurs stratèges, dans les milieux

[1] LAPIERRE (J. W) : *Op. cit.*, p. 107 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 212.

culturellement outillés. Ainsi, les leaders, les organisateurs, les stratèges des acteurs collectifs novateurs, émanent des milieux culturellement outillées.[1]

Les premières enquêtes par exemple sur la condition des travailleurs pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle, furent lancées par des médecins ou des hauts fonctionnaires en contact avec la misère et les pionniers des mouvements ouvriers furent issus des milieux instruits et/ou aisés : Saint Simon qui mit en place les lois qui règlent la vie en société était aristocrate, le père de Charles Fourier qui inventa les mutualistes était marchand de drap, Robert Owen qui inventa la réglementation industrielle, était un important industriel, Auguste Blanqui, membre influant du mouvement écologiste était le fils d'un sous-préfet de l'empire, Joseph Proudhon, le premier anarchiste français, venait d'un milieu plus modeste mais autodidacte, il est devenu un des idéologues les plus suivis des années 1960-70. Le père de Karl Marx, idéologue du communisme, était avocat et destinait son rejeton à la carrière universitaire, l'ami de celui-ci, Friedrich Engels, autre idéologue du communisme, descendait d'un patron de la filature de coton, Mikhaïl Bakounine, qui fonda l'alliance internationale de la démocratie socialiste était de souche noble et son père possédait mille âme ou cerfs. Ferdinand Lassalle, politique allemand qui lutta énergiquement contre les inégalités était originaire d'une famille de riches commerçants de Breslau, embrassant la carrière d'avocat, le père de Lénine, membre influant de la révolution russe, était professeur de mathématiques puis inspecteur des écoles, le père de Léon Trotski, aussi membre influant de la révolution russe, un paysan de souche juive, avait assez de revenu pour financer les études de son enfant, Wilhelm Liebknecht était d'origine bourgeoise et son fils Karl appartient ainsi à une seconde génération des socratistes parmi les descendants de Jean Jaurès, militant pacifiste contre la peine de mort. Nous trouvons un professeur devenu maire de castres, un fabricant de drap, de négociants et deux de ses cousins ont fait une carrière militaire brillante : l'un vice-amiral et l'autre ministre de la marine et des colonies, etc.

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 215.

La thèse de départ semble tomber sous le sens, car un outillage culturel bien affûté permet à l'individu de mieux connaître la situation de la société, de faire son diagnostic, de traduire sa critique en termes mobilisateurs, de proposer des objectifs, de lancer des actions et de prendre une distance par rapport aux intérêts étroits de son milieu d'origine pour s'identifier aux causes d'autres couches de la population.

Pratiquement, toutes les organisations populaires furent lancées par emprunt de leurs fondateurs à des milieux culturellement plus dotés, et ont formé leur élite seulement plus tard. Ainsi, pour les mouvements ouvriers, il a fallu attendre souvent une génération pour faire apparaître des dirigeants issus des rangs des travailleurs. Naturellement, les mouvements qui naissent dans l'élite intellectuelle ne doivent pas aller chercher leurs initiateurs ailleurs. Ainsi par exemple, le féminisme et l'écologie trouvent à la fois leurs pionniers, leurs militants et leurs membres dans les mêmes courants qui ont préparé, nourri et poursuivis les mutations culturels des années 60 et 70.[1]

Il est déjà moins commode d'expliquer pourquoi les membres d'une classe qui devraient être satisfait de leur sort prennent des initiatives de changement. Plusieurs hypothèses peuvent être lancées. Chacune d'elles peut se vérifier dans les circonstances historiques spécifiques.

1. Une première explication possible renvoie à la personnalité des intéressés, à leur sentiment de justice, à leur révolte contre leur environnement social, à leur désir de se réaliser par une œuvre moralement élevée, à la vocation qui les guide. Ces motivations apparaissent au cours d'une trajectoire de vie, en général dès le jeune âge, dans les conditions propres de chacun. Cette hypothèse convient pratiquement à tous les pionniers des mouvements ouvriers, mentionnés antérieurement.

2. Une démarche assez proche de la précédente situe la cause principale dans l'éducation reçue. Elle a pris corps lors des recherches menées aux Etats-

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 165.

Unis sur les jeunes radicaux qui ont fait éclaté les contestations sur les campus dans les années 60 et ont mené des protestations contre la guerre du Viet-Nam. Ces jeunes furent élevés par des parents qui s'inspiraient de principes et tenaient avant tout à inculquer des attitudes, des comportements et des choix en accord avec ces principes. Ceux-ci pouvaient être d'inspiration religieuse, éthique, philosophique, politique ou culturel comme dans les milieux juifs sécularisés. En même temps, ils visaient l'excellence scolaire. Leurs enfants sont devenus des leaders dès le jeune âge, ont appris à l'école la défense des positions impopulaires et ont manifestés plus tard beaucoup d'intérêts à organiser les opprimés, à prendre parti pour les « underdogs ».

3. Des acteurs peuvent aussi surgir d'un groupe supérieur lorsque celui-ci sent ses positions menacées et désir prévenir son déclin ou sa chute. C'est ainsi que nous pouvons expliquer l'apparition de réformateur dans les nomenklaturas communistes. Mais le phénomène est ancien et récurrent. Château Brillant écrit à propos de la révolution de 1930 : « une aristocratie ancienne et opulente ayant l'habitude des affaires, n'a qu'un moyen de garder le pouvoir quand il lui échappe : c'est de passer du capital au forum et de se placer à la tête du nouveau mouvement, à moins qu'elle ne se croit assez forte pour risquer la guerre civile. ». Avant la révolution française aussi, des réformateurs issus de la noblesse se rendent compte qu'il n'est pas possible de conserver plus longtemps les privilèges liés à la seigneurie. Ils seront les organisateurs de la célèbre séance de la nuit du 4 août 1789 qui abolit le régime féodal.

4. Une quatrième démarche explique la survenance des acteurs innovateurs par des tensions à l'intérieur de l'élite. Cette théorie a été avancée par Everett E. Hagen pour éclairer l'apparition des entrepreneurs et de l'esprit d'entreprise. D'après cet auteur, deux couches peuvent être distinguées dans l'élite :

L'une qui détient les leviers de commande et qui n'a pas intérêt à entreprendre et l'autre « le groupe subordonné" qui est écarté du pouvoir,

mais dispose de toutes les capacités pour l'exercer. Celui-ci voit dans l'initiative économique des moyens de s'élever et de prétendre aux postes supérieurs. Hagen donne l'exemple des non-conformistes et des écossais pour l'Angleterre, des samouraïs de couche inférieur pour le japon, les gens de Medellin par rapport à la haute classe de Bogota pour la Colombie, des immigrants ou des minorités religieuses pour différents pays.

L'innovation politique est lancée par les groupes désireux de monter, aspirant au pouvoir. Ce sont eux qui entrainent les masses. Nous les rencontrons dans les différentes composantes du tiers état, à la révolution française dans les milieux intellectuels et dans les professions libérales à la révolution russe, etc. Dans ce contexte, le groupe appelé intellectuel mérite une attention particulière. On peut qualifier d'intellectuel un homme une femme actif(ve) dans le domaine académique, scientifique, littéraire, artistique, philosophique, etc., qui au-delà de son cadre d'activité propre (écriture, recherche, composition, etc. pense les affaires de la cité et y intervient pour les influencer. Des noms de Camus, de Charles Maurras, de Mounier, de Sartre, Raymond Aron, etc., sonnent familiers au lecteur francophone. Nous trouvons dans ce milieu aussi bien des courants de gauche que de droite, des laudateurs de l'ancien régime, comme Joseph de Maistre ou Louis de Bonald ou des communistes et des anarchistes. Ils peuvent provenir de différentes couches de la société. Le rôle politique des intellectuels a des facettes multiples.

8. L'exercice du pouvoir

Les ressources sont des potentialités. Leur utilisation effective dépend de la volonté d'y recourir et du savoir faire dans leur emploi. Il se peut pour toutes sortes de raisons qu'un acteur ne veuille pas employer toutes les ressources dont il dispose : une puissance nucléaire ne lance pas la bombe atomique, un syndicat renonce à la grève, un parti vainqueur avec plus de la moitié des mandants accepte de former une coalition, etc.[1]

[1] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 187

Cette « modération voulue » explique pourquoi un acteur faible arrive à ses fins contre un acteur fort. La clé de l'anomalie apparente est qu'il mobilise la totalité de ses ressources, consent à des sacrifices, persévère, alors que l'acteur plus puissant n'est pas prêt à s'investir beaucoup. Prenons l'exemple du conflit Yougoslave.

Il est hautement probable que l'union européenne ou l'OTAN aurait été capable d'imposer la paix militairement, si les différents gouvernements avaient une stratégie claire et unique et s'ils étaient prêts à aligner le nombre de troupes et d'avions nécessaires. Mais leur volonté de courir des risques était trop faible comparée à la détermination des serbes, des croates et des bosniaques musulmans d'en découdre.

Il est donc plus facile d'expliquer pourquoi une masse accepte le pouvoir d'un petit nombre, il y a bien sûr la force concentrée entre les mains de ceux qui commandent. Mais nettement plus aisé est l'exercice d'un pouvoir qui jouit du consentement des sujets dont la légitimité a été intériorisée. L'exercice du pouvoir peut aussi être reconnu parce qu'il est utile, qu'il rend des services, ou parce que le détenteur inspire du respect, etc. Un acteur peut aligner des ressources financières considérables, jouir d'une grande popularité et d'une force remarquable et manquer du savoir faire, de projet, de management politique. Selon par exemple Mac Gregor[1], les Etats-Unis avait toutes les ressources souhaitables et les a gaspillés jusqu'à perdre la guerre du Viêt-Nam. Ce sont des exemples pareils qui illustrent cette veille idée suivant laquelle la politique est un art. Le pouvoir n'égale donc pas une « quantité » fixe de ressources, il dépend aussi du savoir faire déployer dans son exercice selon Parker.[2]

[1] MAC GREGOR (B. J) : *Le leadership,* New-York, Colophon Books, 1979, p. 169 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 145.
[2] PAKER cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 145.

8.1. Le savoir-faire et les connaissances

C'est le savoir qui assure la capacité d'agir. Il comprend aussi bien des connaissances que l'habileté, de la culture générale que des aptitudes, des compétences que de l'intelligence, voire du génie. Les connaissances viennent à la fois de la formation de l'acteur et de son « alimentation culturelle ». Elles couvrent des domaines très divers suivant le type de l'action en cause : l'expérience politique, la stratégie militaire, le droit public, l'économie, la sécurité sociale, la physique nucléaire, les renseignements sur les autres acteurs, etc. La décision politique ne manque pas d'un côté dramatique. Elle doit être prise sans que l'acteur soit en possession de toutes les données nécessaires à la bonne décision alors qu'on attend de lui d'être infaillible. Il devrait combiner ses talents, son flair, ses renseignements, sa perspicacité, son art de mener les hommes pour réussir tous ce qu'il entreprend. Distinguer, selon Olivier, ce qui nait de ce qui meurt. Savoir jusqu'où on peut aller : art d'autant plus difficile que les limites bougent sans cesse. L'homme d'Etat se distingue justement du politicien par la vue qui porte loin, les conceptions d'ensemble, ... et les qualités morales. Il marque son temps. De nos jours, le métier politique s'est beaucoup professionnalisé. Des technocrates s'y emploient. On produit de plus en plus de connaissances selon Smiegel.[1] On fait de plus en plus appel à des bureaux d'études, à des audits, à des experts de toute sorte. On multiplie les « recherches-développement » mais Etzioni se demande si cette tendance améliore, dans l'ensemble, la qualité de la prise de décision.[2]

8.2. La décision

Quand un acteur choisit un objectif, il décide de son avenir. Quand il dote cet objectif des moyens, il décide encore de l'utilité et de l'adéquation de ceux-ci. Lors de l'action aussi, des décisions sont prises : participer à un gouvernement, déclencher un coup d'Etat, lâcher la bombe atomique, déposer telle proposition de loi, refuser la visite d'un ministre étranger, reconnaître sa

[1] SMIEGEL (E. O) : *Handbook on the study of social problems*, Chicago, Mac Nally, 1971, p. 62 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 260.
[2] ETZIONI (A.) : *The active society*, London, Collier, Free Press, 1968, p. 251 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 188.

défaite électorale, limoger un haut fonctionnaire, modifier un poste budgétaire, etc. toutes ces décisions ont leur alternatives « gouverner, c'est décider » jusqu'aux décisions de routines, de la vie quotidienne selon Lapierre[1]. On entend donc par décision l'option faite à un moment donnée quelle qu'en soient l'importance et l'ampleur. Qu'il s'agisse d'arrêter une ligne d'action pour les années à venir ou déterminer un acte simple à poser, l'acteur se prononce sur ce qu'il fera. Et Etzioni de dire *« Nous appelons décision un choix conscient entre deux ou plusieurs possibilités. »*[2]

Puisque dans le monde des savants, on trouve souvent les affirmations les plus surprenantes, nous rencontrons aussi la thèse qui assimile la prise de décision à une illusion. C'est ainsi par exemple que Lucien Sfez dit :

> *« À y regarder de plus près, il s'agit surtout de dissiper la croyance dans un processus rationnel lors de l'élaboration des décisions. Tant, il est vrai que les phases de la séquence « préparation-décision-exécution » ne se suivent pas dans un ordre logique, que des zigzags, des hésitations, des retours en arrière sont fréquents, que dans les récits des acteurs, la rationalisation intervient a postériori. »*[3]

De nombreuses décisions tombent sur un coup de tête. L'humoriste Tristan Bernard avoue :

> *« J'ai horreur de la réflexion. Ça me fait mal de réfléchir, de discuter avec moi-même sur ce que je dois faire ou ne doit pas faire, j'aime mieux prendre une décision de tout de suite et, entre deux décision contraires, la plus définitive. »*[4]

---

[1] LAPIERRE (J. W) : *Op. cit.*, p. 115 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 188.
[2] REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 187.
[3] SFEZ (L.) : *Critique de la décision*, Paris, Armand Colin, 1973, p. 9 cité par REZSOHAZY (R): *Op.cit.*, p. 188.
[4] BERNARD (T.) : *En verve,* Paris, Horay, 1971, p. 9 cité par REZSOHAZY (R) : *Op.cit.*, p. 188.

La preuve est faite que des décisions peuvent avoir de multiples motivations, de multiples cheminements et entrainer des regrets. Elles n'en sont pas moins des décisions.

En conclusion, ce chapitre nous a montré l'origine de l'Etat. De façon générale, ce dernier est une construction qui est allée se transformant au fur et à mesure que les missions et les rôles lui assignés évoluaient et se complexaient. En même temps, ce chapitre nous met face à une trajectoire particulière, en ce qui concerne les acteurs et les gestionnaires de l'Etat. Ceux-ci sont allés eux aussi évoluant, prenant des formes et images de plus en plus complexes et spécialisées. Et dans leur quasi-totalité, sont non seulement issus des milieux culturellement outillés mais aussi sont le produit des époques et des circonstances.

CHAPITRE II : LA SOCIETE VUE A TRAVERS LES LUNETTES DE L'HOMME D'ETAT

Le premier chapitre a creusé à fond l'origine de l'Etat de même que ses acteurs et ses gestionnaires, le second mettra en lumière le profil des hommes d'Etat ciblés et analysera alternativement Mao Tsétoung, Napoléon et Kissinger, en insistant sur le regard qu'ils portent sur leurs sociétés respectives.

A. Mao Tsétoung : l'homme et sa pensée

Aucun homme n'aura si puissamment secoué l'histoire depuis Lénine que Mao Tsétoung. Les décisions stratégiques de Mao Tsétoung ont bouleversé la Chine, enfiévré ses villes et ses campagnes ; elles ont ébranlé un peu le reste de l'Asie. Cela s'explique par la diversité des objectifs nationaux : la Chine lutte contre la pauvreté, le féodalisme, la colonisation, l'humiliation et elle a choisi le socialisme.[1]

1. L'homme

La vie de Mao Tsétoung, c'est toute l'histoire de la Chine humiliée et de son réveil. Lorsqu'il naît, en cette fin d'année 1893, jamais le pays n'avait traversé période plus difficile. Deux ans plus tard, le Japon va mortifier l'empire ; six ans après, un corps expéditionnaire cosmopolite mettra Pékin à sac. La Chine perd la souveraineté sur tous les territoires limitrophes : la France occupe l'Indochine, le Portugal est à Macao, l'Angleterre s'est emparée de Hong Kong, de la Birmanie, du Népal. Le Japon a annexé Okinawa et Taiwan et s'apprête à annexer la Corée.[2]Les Tsars de Russie accaparent les territoires de la Sibérie du Sud-est. Les Russes prennent en main des branches de plus en plus importantes de l'administration chinoise. Dans cette Chine du sud où Mao voit le jour et surtout dans ce Hunan aux traditions d'héroïne, chacun se souvient encore de l'époque glorieuse des Taiping, les combattants de la « paix

[1] Alain (B) : *Mao Tsetoung ou la révolution approfondie*, Paris, Seuil, 1975, p. 7
[2] Idem, p.17

suprême » dont l'insurrection avait mobilisé à travers le pays toutes les couches populaires et avait failli renverser l'empire.

1.1. Des pinèdes de Shaoshan à l'Université de Pékin

C'est dans ce monde rural meurtri que naît Mao Tsétoung, le 26 décembre 1893. Sur un fond de montagnes escarpées couvertes de maquis et d'un coteau boisé. De la terre rouge, un escalier de petites rizières qui descendent un fond de vallée, une mare couverte de nénuphars : tel est le paysage de Shaoshan qui a bercé son enfance. La maison paternelle : une grande bâtisse avec, comme souvent dans la région, une cours antérieure, une étable, une bergerie. Le père s'était peu à peu enrichi, jusqu'à posséder dix-huit mou peu à peu avant sa mort. Dix-huit mou, ce n'est pas plus d'un hectare, mais dans ce Hunan misérable, cela suffisait à placer la famille au-dessus de la moyenne. Deux ouvriers venaient aider un travail de terre. Mao Tsétoung restant 16 ans au village, dans sa famille. Les rapports avec son père se tendirent dès son adolescence. Mao Tsétoung préféra à cet homme autoritaire, conservateur, âpre au gain, une mère illettrée et dévote, mais au cœur généreux. Vieux maître, vieux styles, vieux textes. Le garçon eut les grands classiques des écoles primaires. A part ses colères et les défit qu'il lançait à son père, rien d'extraordinaire dans cette vie de petit paysan.[1] Comme tous ses camarades, il voit la misère de la Chine. En 1909, c'est la famine : il y a ceux qui mangent et ceux qui jeûnent. Les salariés de la maison travaillent beaucoup, mangent peu et mal, reçoivent des injures. Mao désapprouve son père. Il voudrait que sa mère, confite de bouddhisme, ne se soumette pas facilement au chef de famille.

Au village, il apprend l'essentiel : la misère, l'oppression, la générosité d'une mère et la douceur jamais oubliée de la terre natale. En 1910, Mao Tsétoung coupe sa natte et s'en va pieds nus à Shangsha. Trois jours de marche dans une nature verdoyante. Il passe plusieurs mois dans une école primaire supérieure, non loin de Shaoshan.

Il a lu les théoriciens du mouvement réformiste de l'époque et s'est forgé quelques convictions politiques. La ville l'incite à s'affirmer. Survient alors la

[1] ALAIN (B) : *Op.cit.*, p. 18

chute de l'empire mandchou. Il s'engage dans l'armée révolutionnaire et y passe un semestre. Un mois d'école commercial suffit à le rebuter. Il essaie à Changsha d'autres institutions sans succès, et pendant toute l'année 1918, préfère travailler seul en bibliothèque. Au printemps suivant, il entre à l'école normale. C'est le grand tournant. Mao Tsétoung devient le maître, l'instituteur qu'il se flatte d'être resté en esprit toute sa vie. C'est dans ces salles de classes obscures, dans les dortoirs exigus que Mao Tsétoung découvre le monde des idées : des idées britanniques et allemandes, plus précisément car, c'est à peu près tout ce qui a intéressé les traducteurs de l'époque (Darwin, Stuart Mill, Adam Smith, Kant, Feuerbach, Paulsen, Hegel). Il étudie aussi la philosophie chinoise.

En 1913, alors qu'il a vingt ans, tous les jeunes parlent de sauver la Chine de la décadence, mais ne s'entendent pas sur la voie à suivre. Faut-il copier l'occident, réformer le présent, retourner aux traditions ? Mao Tsétoung s'interroge. Il dévore les auteurs pour trouver une solution. Il annote les livres, prend position, rejette telle idée, accepte telle autre. Les griffonnages exposés à Changsha montrent le sérieux de ses lectures et ses soucis caractéristiques de toujours dégager d'un texte la leçon pratique.

Dès cette époque, il est gagné de l'idée révolutionnaire. Il ne sait pas trop quoi faire, mais il sent bien que ce qu'on propose autour de lui est insuffisant. Il note par exemple en marge d'un livre :

> « *Selon moi, il faut une réforme, comme lorsqu'on brûle, que l'on écrase entièrement un objet, qu'on recrée entièrement.* »[1]

[1] Mao Tsétoung cité par BOUC (A.): *Op.cit.*, p. 119

Ceci vaut pour la Chine et pour toute la société ou encore :

> « *comme une mère qui devient enceinte et qui donne un nouvel enfant.* »[1]

Lorsque Mao parle réforme, il pense révolution, sans peut-être en prendre conscience bien nettement encore. Peu à peu, il affirme son style, construit sa personnalité, comme ferait un élève de Rabelais.

A l'automne 1918, Mao Tsétoung obtient son diplôme et part à Pékin. Il trouve pour quelques mois un petit travail à la bibliothèque de l'université. C'est là qu'il rencontre les intellectuels d'extrême gauche les plus marquants de l'époque, et en particulier, le chef de la bibliothèque de Tchas, traducteur d'ouvrages marxistes chinois. Il abandonne peu à peu ses tendances anarchistes pour rallier le marxisme. C'est encore à la vingt-cinquième année qu'il s'éprend de la charmante Yang Kaihui, la fille d'un de ses professeurs de Hunan, qu'il épousera trois ans plus tard.

1.2. Une double carrière

Par son ardeur et ses positions radicales, Mao mérite de figurer, en juillet 1921, au nombre des fondateurs du parti communistes chinois, réunis pour 5 jours dans une petite école de filles d'un quartier de Shanghai. Il prend en main l'organisation du parti au Hunan, qui étend son réseau jusqu'aux importants mines de charbon d'Anyuan, dans la province voisine du Kiangsi. Les communistes dans la région, se comptaient alors seulement par dizaine, et Mao consacrait beaucoup de son temps aux activités syndicales.[2]

En septembre 1922, les mineurs d'Anyuan, organisés par Mao Tsétoung, Liu Shaochi, le futur chef de l'Etat et Li Lisan, le future chef de la ligne dure, obtiennent un grand succès à l'issue d'une grève restée célèbre. On a dit pendant la révolution culturelle que Mao et Li y avait appliqué des lignes syndicales opposées. Certains historiens anticommunistes attribuent tout le mérite de

[1] Mao Tsétoung cité par BOUC (A.) : *Op.cit.*, p. 119
[2] BOUC (A.): *Op.cit.*,p. 23

l'organisation de la grève à Li Lisan. La question n'est pas claire mais il reste quelques certitudes : Mao Tsétoung et son frère Mao Tsémin ont activement participé au mouvement, Mao Tsétoung avait pris contact, l'automne de l'année précédente, avec les mineurs. La grève de septembre 1922 rassembla avec les cheminots de la ligne Pinghsiong 17000 travailleurs, les mineurs d'Anyuan formèrent également plus tard l'ossature du IIème régiment de la première armée dans les monts Chinggang en 1928.

Mao Tsétoung entre au bureau politique du parti lors du IIIème congrès en juin 1923. On lui confia les tâches d'organisation. Pour les mener à bien, il part s'installer à Shanghai. Cette même année, les communistes s'entendent avec les kuomintang de Sun-Yatsen sur les modalités d'une coopération. Ils acceptent la double appartenance et Mao Tsétoung entame une carrière dans le kuomintang. L'objectif des communistes était évident : une alliance contre les forces féodales avec un grand parti progressiste leur assurerait une dimension nationale, leur permettrait de consolider leurs positions dans le pays, en attendant l'heure, bien plus tard une fois abattu le féodalisme, de critiquer les positions bourgeoises du kuomintang et de lutter pour s'emparer seul du pouvoir. Telle est la classique politique de front uni. La carrière, bref et brillante de Mao Tsétoung dans le Koumintang n'a rien de déshonorant.

En janvier 1923, Mao Tsétoung devient membre suppléant du comité central de Kuomintang. Il est membre suppléant du bureau de Shanghai et, en février, dirige le département organisation du Kuomintang de la ville. A ses yeux, les communistes tiennent ainsi l'un des postes politiques clés sur le plan national. Pourtant, il ne manque pas de radicaux au sein du PCC, pour critiquer cette politique qu'on qualifierait aujourd'hui d' « entrisme ». Cela explique peut être que Mao Tsétoung s'élève encore dans la hiérarchie, il devient de facto le chef de la propagande du kuomintang.

1.3. L'ascension

C'est la célèbre longue marche de l'automne 1934 qui semble-t-il va tout déterminer. Caractérisée par une série de défaite, d'embuscades et de fuites, l'armée rouge perdit presque tous ses effectifs mais le parti communiste gagna un chef. En juillet 1935, dans la ville de Tsungi, province du Kueit-chou, se produit un coup d'Etat et le chef du plus gros détachement de l'armée rouge désigne à leur tête Mao Tsétoung et Mao viole le strict légalisme et les statuts pour imposer une ligne juste.

Dans les collines de Shansi, l'armée rouge se relève peu à peu de la défaite. Mao Tsétoung dirige les districts libérés et, sans rencontrer d'opposition véritable, trace les voies de la Chine future, démocratique et socialiste. Il formule les thèses philosophiques, élabore la stratégie de la guerre des partisans. Il prépare aussi la constitution d'un front uni antijaponais avec le Kuomintang lequel vient pourtant de tuer la plupart des soldats de l'armée rouge[1]. Il fait sans doute une extrême maîtrise de soi pour ne pas exécuter Tchang Kaïcheck, capturé à l'improviste en décembre 1936, et pour faire de lui un allié contre l'envahisseur. Les deux camps chinois consolidèrent leurs positions. Les régions communistes mirent sur pieds une économie presque indépendante. Ce fut le laboratoire expérimental de la future Chine populaire. Mao Tsétoung définit les principes révolutionnaires pour l'organisation des régions libérées : on se débrouillera seul, sans compter sur autre chose que les maigres ressources de ces campagnes. On développera l'artisanat pour tisser et fabriquer les vêtements, des usines miniatures fourniront un complément d'armement, les militaires revenus du front iront semer et labourer, les paysans eux coopéreront avec les troupes et recevront des fusils. Les soldats refreineront leurs instincts, s'abstiendront de voler et de violer, payeront leurs achats à juste prix et parleront poliment aux civiles. Cet esprit typiquement maoïste dit de Nanniwam du nom d'une petite localité modèle de Shansi entrera dans la légende dorée du communisme combattant et finira même par s'imposer, en période de paix à la République populaire. En 1942, Mao Tsétoung lance une attaque de front contre le dogmatisme, le jargon stéréotypé et le sectarisme, qui lui permet de mettre à

[1] BOUC (A.): *Op.cit.*, p. 26

l'écart des inconditionnels de la logomachie gauchiste. C'est le grand mouvement de rectification qui allait se poursuivre jusqu'en 1944 et asseoir définitivement son autorité. En 1943, le parti ratifie le coup d'Etat de Tsenyi et place officiellement Mao Tsétoung à la tête du comité central. A la fin de la guerre contre le Japon, en 1945, les communistes tiennent leur VIII^{ème} congrès et la pensée de Mao Tsétoung devient l'idéologie directrice du PCC au même titre que le marxisme. Le parti est devenu maoïste ; la Chine ne va pas tarder à faire de même.

En 1948, l'armée de libération lance son offensive générale et remporte victoire sur victoire contre un adversaire supérieur en nombre mais qui incarne, aux yeux du peuple, l'oppression et la corruption.

En mars 1949, Mao Tsétoung installe le comité central et le quartier général de l'armée dans pékin, que l'armé de Lin Piao vient de conquérir. Les troupes communistes passent le Yang tsé, s'empare de Nankin, de Changhai, puis conquièrent la Chine du sud. Les nationalistes se rendent par division entières ou quittent une Chine qui ne veut plus d'eux. Pour couronner cette série de victoire, Mao Tsétoung, le 1er octobre 1949, annonce la fondation de la République populaire à la foule délirante de Pékin, massée devant la tribune de Tienanmen : « la Chine est désormais débout ».

1.4. La révolution sans la guerre civile

L'ancien maquisard, l'agitateur clandestin occupe désormais des postes officiels. A 56 ans, il devient président du gouvernement central populaire et le chef du régime[1]. Mais il a très bien compris que le temps des honneurs n'est pas celui du repos. Il faut la dictature démocratique populaire, et, en plus des énormes tâches intérieures, veiller aux relations diplomatiques. C'est ainsi que Mao Tsétoung part pour Moscou négocier un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle. Discussions âpres avec Staline, qui croyait avoir devant lui un homme sans expérience. Après de difficiles négociations, Staline accepte de signer le traité. Les clauses en sont peu généreuses mais, pour l'essentiel, la

[1] BOUC (A.): *Op. cit.*, p. 30

Chine populaire peut compter sur l'appui de l'union soviétique. Dès son retour à Pékin, Mao Tsétoung s'attaque aux premières grandes réformes intérieures. Il faut assainir les finances nationales. Il explique son point de vue devant la commission gouvernementale du comité central : la transformation radicale des finances du pays, dit-il, suppose que les trois conditions soient remplies, à savoir : l'achèvement de la réforme agraire, la rationalisation de l'industrie et du commerce et, enfin des coupes claires dans les dépenses militaires et administratives. A la fin du même mois, la loi sur le mariage accorde à la femme l'égalité juridique. Et la réforme agraire donna au régime tout son sens et sa justification aux yeux de la majorité paysanne. Sur la question paysanne, Mao Tsétoung n'a pas l'intention de copier l'URSS. Il veut la révolution ininterrompue, mais par étape. Après le partage des terres des propriétaires fonciers et des paysans riches, qui transforment les ouvriers agricoles en une masse de petits exploitants, le régime invite les paysans de se regrouper en équipe d'entraide, puis en coopérative, selon des formules de plus en plus collectivistes.

Mais il ne suffit pas seulement d'organiser, il faut encore détruire les résidus, partout présents, de la société de Kuomintang : Mao Tsétoung se méfie de la bourgeoisie mais aussi du parti qu'il a fondé. Beaucoup de cadres ont trouvé leurs idées hors de la Chine, quand ils ne se sont pas contentés de les puiser dans les manuelles de Moscou. Si l'on n'en prévenait pas des menaces, ils pourraient former une nouvelle classe dirigeante et dominer le pays à partir des bureaux, tout en ignorant le peuple. C'est pourquoi Mao Tsétoung, après l'élimination des contre révolutionnaires notoires, invite ses compatriotes, qu'ils soient ou non communistes, a dénoncé les erreurs des cadres, les fautes de la bureaucratie et le sabotage de la bourgeoisie.

2. La pensée de Mao Tsétoung

a. Les concepts fondamentaux

a.1. La lutte de classe après la prise du pouvoir

Un proverbe chinois dit : « *le vent ne cessera, même si les arbres veulent se reposer* »[1] Une classe prend le pouvoir et en chasse une autre mais la lutte se poursuit et la victoire n'est pas acquise.
Le conflit principal en Chine, depuis la fondation de la République populaire, reste, affirme Mao Tsétoung « *la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.* »[2]

En 1949, l'armée de libération chasse le Kuomintang, les dirigeants communistes fondent la république populaire, l'année suivante, les gros propriétaires perdent leurs terres, en 1956, il n'existe plus ni paysan individuel, ni exploitation industrielle capitaliste, toute l'activité de production s'exerce dans des structures collectives et certains dirigeants déclarent que le capitalisme est liquidé, qu'il n'y a plus d'exploitation, que la partie est gagnée définitivement pour les socialistes. Mais Mao Tsétoung rejette cette idée : la bête que l'on croit morte n'est que blessée et peut dévorer son vainqueur d'un jour, celui-ci doit donc rester sur ses gardes et frapper le fauve dès qu'il se remet à grogner.

En effet, en 1957, Mao Tsétoung constate : les marxistes demeure une minorité aussi bien dans l'ensemble de la population que, parmi les intellectuels, d'autre part, ils subsistent des vestiges des classes renversées, la bourgeoisie existe encore et la petite bourgeoisie commence seulement à se rééduquer par conséquent, puisque chacun poursuit ses objectifs propres, la lutte va continuer et par moment, elle pourrait même devenir très aigue, il faut donc, dit-il rester vigilent et prêt au combat.

---

[1] BOUC (A.): *Op. cit.*, p. 107.
[2] Mao Tsétoung cité par BOUC (A.): *Op.cit.*, p. 107.

a.2. La dictature du prolétariat

Lorsqu'il rêve, le militant communiste entrevoit une société sans classe, égalitaire où le paysans ne se distingue de l'ouvrier ni par son travail, ni part sa mentalité, ni par ses rémunérations, une société que la division du travail ne scinde plus en factions diverses où l'opposition des manuels et des intellectuels est aboli.

Certains vont même jusqu'à songer que les hommes, n'ayant plus alors de raisons profondes de se quereller, ne lutteront plus contre leurs semblables et consacreront toute leur énergie au bien commun. Dans une histoire devenue stationnaire, ils seront tous désintéressés et intelligents. L'entraide et la fraternité prévaudront. Mao Tsétoung n'aime pas des utopies, parce qu'elles sont fausses et le paradis ne l'attire pas. Mao ne développe ses conceptions du communisme futures pour préciser que ce monde restera dominé par la contradiction, pour lui, la société sans classe c'est aussi la société sans guerre, mais ce n'est pas un monde sans lutte.[1] Car, en effet, l'évolution se poursuit, et les innovations techniques suscitent des résistances tandis que l'attachement au passé freine le progrès et du même coup, des erreurs surgissent et courent dans la société. Et Mao Tsétoung de conclure qu'on est bien loin du monde sans classe annoncé par Marx.

a.3. La démocratie dans la dictature

Mao Tsétoung commence par mettre les choses au point en disant :

> « *Dans les rangs du peuple, il est criminel de restreindre les libertés, d'entraver le peuple, lorsqu'il critique les erreurs et les faiblesses du parti et du gouvernement et d'interdire les libres discussions académiques.*[2] *Mais à l'égard des ennemies du peuple, il est criminel de permettre aux contre-révolutionnaires, de dire ou de faire tout ce qu'ils*

[1] BOUC (A.): *Op.cit.*, p.1.
[2] Idem, p.110

souhaitent, il est donc légitime d'appliquer la dictature. »[1]

Ces idées Mao Tsétoung les a reprises et les a donné leur formule la plus systémique dans son étude sur les : « *contradictions au sein du peuple* ». Pour Mao Tsétoung, il faut compter sur l'éducation progressive, sur la persuasion, sur la force de la vérité pour amener le peuple à rejeter ses illusions et à s'engager dans la voie communiste. Pratiquement, cela veut dire : « vous avez quelques réserves à notre égard, exprimez-les mais vous ne pouvez remettre en cause les principes socialistes, sauf dans votre fort intérieur, mais pour tout ce qui touche au fonctionnement, nous vous écoutons et ne craignez rien, disait toujours Mao Tsétoung.

Tout montre que Mao Tsétoung croyait très profondément à ce principe et avec lui bon nombre de dirigeants. Il affirmait en effet que s'il n'y a pas de critiques, le régime va perdre son soutien populaire et le peuple sera désabusé tandis que les dirigeants vivront en vase clos. Le parti doit donc rechercher les critiques et n'importe qui peut les formuler, s'il a raison la correction doit suivre et en cela la sincérité de Mao Tsétoung est hors de doute.

a.4. Le peuple, force principale de la révolution

La force de la Chine repose sur les efforts quotidiens de plusieurs centaines de millions de paysans, de quelques dizaines de millions d'ouvriers et d'artisans. La révolution, ce sont ces mêmes masses chinoises qui l'ont souhaité, plus ou moins, consciemment, et qui ont finalement permis qu'elle triomphe. Telles sont les idées de bases de Mao Tsétoung et il ne les a jamais remise en cause.[2]

A la fin de sa vie même, il les a exprimées d'une façon plus systématique que jamais. Il disait en effet, ce que le peuple veut, souhaite, exige, croit possible d'obtenir, ce à quoi il rêve aussi, détermine la puissance du mouvement révolutionnaire. Et ce que le peuple connaît, ce qu'il sait faire, constitue l'essentiel du stock d'intelligence nationale. Le savoir n'est pas accumulé dans

[1] Mao Tsétoung cité par BOUC (A.): *Op.cit.*, p. 110.
[2] BOUC (A.): *Op. cit.*, p.115.

le monde de la culture chez les universitaires, chez tous ceux qui parlent d'une manière définitive de grandes affaires de l'Etat et qui savent s'exprimer devant le public en termes fleuries et en phrases bien sonnantes.

Mao Tsétoung qui sentait le poids énorme que faisait peser sur la révolution, la tradition élitiste du savoir et le conservatisme intellectuel, a choisi de soutenir l'autre camp, celui de ceux qui savent faire, mais ne savent ni dire ni lire, ces masses populaire qui sont à la base du régime, Mao est convaincu qu'elles veulent le socialisme.

a.5. Le peuple et les contradictions sociales

Il faut savoir que le combat est universel, que la justice est une lutte et que toutes les choses naissent selon la lutte et la nécessité disait Héraclite. Par définition, le peuple rassemble la majorité de la population. Mais, comme chaque régime a ses propres partisans et ennemis, la notion de peuple change avec la nature du pouvoir.[1]

Pendant la lutte contre l'envahisseur, le peuple rassemblent tous ceux qui défendent l'indépendance nationale, il inclut donc toute une partie de la haute bourgeoisie et exclut seulement les traitres. Cette conception se rétrécit pendant la guerre civile, les propriétaires fonciers qui soutiennent le Kuomintang, les milieux financiers et commerciaux liés à l'étranger et toute une partie de la bourgeoisie qui refuse la révolution et prend les armes contre elle se place ipso facto hors du peuple. Les analyses de Mao Tsétoung sur les conflits de la société chinoises sont d'une extrême souplesse, au point qu'elle semble se contredire.

Sur le plan politique, le conflit ou la contraction principale oppose le prolétariat et la bourgeoisie. Il s'agit d'une contradiction antagoniste qui se résout par la disparition de l'un des adversaires. Par conséquent, le socialisme condamne à mort la bourgeoisie, mais pas les bourgeois. Eux font partie du peuple. De ce fait, ils n'ont pas le choix, il leur faut accepter le régime et la transformation de leur statut sinon éclate la lutte ouverte, et le sang peut couler.

[1] BOUC (A.): *Op.cit.*, p.119.

Mao Tsétoung applique là une dialectique sociale très nuancée. Si les capitalistes se rebellent, on les traitera en ennemis, mais l'on ouvre grande devant eux les portes du socialisme, en les invitant à se rallier de bon cœur à l'inévitable, à figurer dans les rangs du peuple.

a.6. Le dirigeant : un homme au niveau du peuple

Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être au dessus des hommes, il faut être avec eux, dit Montesquieu[1]. Ainsi, un cadre doit rester homme du peuple, sortir de son bureau. Cette idée, Mao Tsétoung l'a défendue pendant toute sa vie et il est parvenu à en imprégner le parti : si haute que soit la position qu'on occupe, il faut rester au milieu du peuple, comme un travailleur ordinaire « ne prenons pas de grands airs ». Libérons-nous du bureaucratisme, écoutons patiemment jusqu'au bout et prêtons attention aux idées venues des échelons inférieures. », conseillait Mao Tsétoung[2] à ses compagnons de lutte.

Cette modestie se fonde telle sur des considérations tactiques ? Absolument pas. Elle s'impose au dirigeant, car celui-ci conscient du rôle qui lui incombe du fait de ses connaissances et d'autres points positifs, sait bien que la pace tenue par les masses, l'emporte de loin en importance. Pour Mao Tsétoung, le dirigeant doit savoir que ses connaissances et ses actes ne forment qu'une petite goûte dans l'océan de la connaissance et du travail révolutionnaire : l'horizon individuel est limité et étroit ; celui de la connaissance et du travail révolutionnaire est vaste, et le contenu en est riche et complexe. Un individu n'est qu'une petite vie dans le processus révolutionnaire. Cette idée a guidé Mao Tsétoung du début à la fin de sa carrière politique.

a.7. Les méthodes du travail

Mao Tsétoung se veut d'abord un maître, un enseignant, un professeur ou plutôt un instituteur. Il souhaite passer comme tel à la postérité.[3] Dans sa préoccupation constante, il voudrait apprendre aux communistes à penser et à

---

[1] MONTESQUIEU cité par BOUC (A.): *Op.cit.*, p.122.
[2] BOUC (A.): *Op. cit.*, p. 122.
[3] Idem, p. 124.

travailler. Ainsi, en 1930, il s'en prend au culte du livre et commente les méthodes d'enquête à la campagne, en 1941, il demande : « réformons notre étude », il rédige un style de travail correcte dans le parti.

En 1943, il publie les méthodes de direction. A la fin de la guerre civile, les méthodes de travail des comités du parti. En 1958, il propose une résolution en 60 points sur les méthodes du travail. Mao Tsétoung se montre tout le contraire d'un idéologue en chambre et à fortiori, d'un doctrinaire. Il passait 6 mois par an dans des tournées en province, il se rendait sur terrain et court-circuiter les canaux officiels de l'information. Fin 1959, il invite les chefs de brigades de production à ne pas prendre leur désir pour des réalités en gonflant les statistiques des récoltes. La réalité se trouve dans les champs et non dans votre tête enthousiaste, leur disait-t-il en substance. L'enquête sur le terrain, voilà la base du travail des dirigeants.

a. La politique extérieure : priorité à la lutte contre l'impérialisme

La politique extérieure n'occupe qu'une place réduite chez Mao Tsétoung, du moins, dans ses écrits. En effet, il est avant tout l'homme qui a amené les Chinois à la conquête de leur propre pays. Du reste, les guérilleros ne s'embarrassèrent guère de préoccupations diplomatiques. En 1949, Mao Tsétoung dirige un Etat et l'entrée dans le camp socialiste le dispense ou lui interdit de formuler une politique étrangère originale. Le chef du parti se contente de poser quelques principes, jamais démentis depuis, et qui sonnent même avec une étrange actualité puisqu'ils ont fondé la percée diplomatique décisive.[1]

En juin 1949, il disait en effet : nous sommes près à entamer des négociations fondées sur les principes de l'égalité et de l'avantage réciproque, ainsi que du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territorial. Le peuple chinois est disposé à coopérer amicalement avec les peuples de tous les pays, à rétablir et à développer le commerce avec l'étranger afin de favoriser la production et développer l'économie. Dans son discours Mao Tsétoung pose les

[1] BOUC (A.) : *Op.cit.*, p.137.

principes de coexistence pacifique. Il distingue aussi les relations de peuple à peuple et les rapports d'Etat à Etat.

b. La guerre des paysans

Selon André Chamson, la guerre révolutionnaire est la seule forme de guerre qui permet d'imposer sa volonté sans mettre le feu au monde[1]. Avant de prendre le pouvoir, Mao Tsétoung a vécu 22 ans dans les maquis. On ne peut se contenter de dire que cette expérience l'a marqué, c'est la guerre, en vérité, qui a structuré sa pensée. Les luttes civiles dans son esprit, sont à l'image des combats : après 1949, il mène le peuple chinois à la guerre contre le sous développement, il déclenche nombre de campagnes idéologiques, il dirige les opérations sur le front de la production, et sur le front culturel. Il fut le premier à définir les principes de la guerre populaire au XX^{ème} Siècle.[2]

c. Tout le monde peut se battre

L'armée révolutionnaire, de 1927 à 1949, restera à l'image du peuple chinois. Tout le monde peut se battre, il y a mille façons de combattre l'ennemi quand on ne dispose pas de fusils, disait Mao Tsétoung. En effet, chacun possède un couteau, les paysans ont des pioches, le sabotage est à la portée de tous. Entre le civil et le militaire, il existe une certaine distance, mais il n'y a pas entre eux de grandes murailles et la distance peut être rapidement franchie. La méthode d'apprendre la guerre en la faisant exige qu'on accepte toutes les candidatures ou presque : quelques ouvriers, beaucoup de paysans et des éléments déclassés, des voyous même. Il ne faut pas faire la fine bouche. [3]Cette armée aux composantes disparates, garde néanmoins son unité. Une instruction politique intense y contribue mais surtout l'oppression qu'exerce l'ennemi commun. La guerre populaire c'est le faible vainqueur du puissant.

---

[1] CHAMSON (A.) cité par BOUC (A.): *Op.cit.*, p.147.
[2] BOUC (A.) : *Op. cit.*, p. 147
[3] Idem, p. 148

c.1. Technique d'anéantissement

Pour que le faible l'emporte sur le puissant, il faut qu'il concentre ses forces dans l'attaque, et n'attaque que là où l'ennemi est faible. On ne frappera qu'à coût sûr, sans risquer de lourdes pertes qui décimerait les rangs. Les maquisards se masseront par exemple en embuscades contre une petite unité de l'ennemi. Mao Tsétoung précise qu'à chaque bataille, il faut concentrer des forces d'une supériorité absolue, deux à six fois celle de l'adversaire. Ainsi, les révolutionnaires pourront diviser, encercler, puis anéantir les forces adverses sans laisser personne s'échapper du filet.[1]

Dans ces problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire, Mao Tsétoung ne laisse planer aucune ambigüité :

> « *dans une bagarre, il vaut mieux arracher un doigt à l'adversaire que de lui en blesser dix, il vaut mieux anéantir une division de l'adversaire que d'en mettre dix en déroute.* »[2]

L'objectif des guérilleros, en effet, est de diminuer les forces adverses, en hommes et matériel, et pas seulement de les repousser.

d. Une stratégie économique non étatiste

Pour Mao Tsétoung, une fois réglées les questions idéologiques, les problèmes économiques se résolvent d'eux-mêmes et dans le même esprit, écrivait-il en 1955 :

> « *le travail politique est le nerf de tout travail économique ». Ainsi, il avait comme slogan : « mettre la politique au poste de commandement.* »[3]

---

[1] ALAIN (B)-: *Op. cit.*, p. 151
[2] Mao Tsétoung cité par BOUC (A.) : *Op . cit p.* 160.
[3] Ibidem.

Malgré la netteté apparente des formules, la réalité est inverse.[1] Mao Tsétoung, lorsqu'il parle d'économie, n'utilise pas le vocabulaire des spécialistes. Il ne discute ni de coût de productions, ni des différents stimulants matériels, ni de l'utilisation optimal des facteurs de productions. Ils parlent plutôt d'hommes au travail dans une Chine pauvre et menacée par les calamités naturelles.

Au moment où la science économique accumule les modèles, les équations, les matrices, Mao Tsétoung lui, s'intéresse au travailleur, à son attitude devant la machine, à son désir de changement : l'ouvrier se sent-il à l'aise dans l'usine ? Veut-il travailler plus ? A-t-il confiance dans le régime ? Dans le parti ? A-t-il l'audace d'imaginer un équipement mieux adapté? De proposer une organisation plus efficace de l'atelier ? C'est dans cette attitude positive que Mao Tsétoung voit la clé du développement.

d.1. Conceptions économiques d'ensemble

Le dynamisme collectif atteindra son sommet lorsque le peuple entier s'engagera sur la voie du développement. Il faut mobiliser toutes les ressources présentes ou potentielles des travailleurs et les ressources potentiels l'emportent de loin sur celles dont on dispose. La rentabilité au sens large inclut aussi les avantages à retirer pour l'avenir.

En effet, l'entreprise éduque, elle apprend à produire, elle forme les esprits au moment où l'usine fait du paysan un ouvrier, et l'agriculture endurcit l'intellectuel. C'est donc en produisant que le peuple apprendra à produire. L'entreprise s'installe normalement là où les conditions sont les plus avantageuses : main d'œuvre formée, réseau de transport suffisants, matière première bon marché ; la stratégie maoïste, elle ne craint pas tourner le dos à ses pratiques. Pour Mao, la main d'œuvre se formera sur place, les communes populaires aménageront les routes et on ouvrira des puits de mines. Dans le plan, tout est au futur.[2]

[1] BOUC (A.): *Op . cit p.* 160.
[2] BOUC (A.): *Op . cit*, p.161.

d.2. Un collectivisme agricole non stalinien

L'agriculture est le fondement de l'économie et l'industrie son facteur dominant. Ce slogan un peu obscur de Mao Tsétoung résume le principe structurel d'ensemble. Les idées de Mao tournent le dos à la pratique de l'URSS.

Pour Mao Tsétoung la mécanisation n'est pas forcément ni même principalement les gros équipements. Au début, il faut améliorer les instruments aratoires en fonction des sols et des cultures sur le plan local. Dans le cadre du village, de petites usines, voire des ateliers. Des unités de faible dimensions donneront des engrais chimiques, accéléreront la fermentation des compostes à base végétale. Les excréments continueront à jouer le rôle important, et cette petite usine d'engrais que le cochon reste dans l'enclos. Les tracteurs et les engrais chimiques ne sont pas une panacée. L'économie rurale doit par ailleurs rester décentralisée. L'Etat qui doit approvisionner les villes a certes ses exigences, mais il doit avant tout satisfaire les paysans chinois, disait clairement Mao Tsétoung. L'accumulation des fonds par les pouvoirs publics ou les collectivités rurales, ne doit pas empêcher l'élévation du niveau de vie. La nation a besoin d'accumuler les réserves de céréales. Il lui faut remplir les silos d'Etat, mais l'économie toute entière trouvera avantage à constituer des réserves dans chaque village et dans chaque foyer. Tous les ménages participent ainsi à la stratégie de défense nationale. Cette souplesse d'organisation apparaît encore plus nette dans le secteur industriel.

d.3. Construire des régions industrielles autonomes

Il faut que les administrations locales fassent le nécessaire pour établir des systèmes industriels autonomes. D'abord, les régions de coopération, puis plusieurs provinces. Celles-ci, une fois les conditions réunies, doivent édifier des ensembles industriels relativement indépendants, mais en même temps adaptés à la situation locale.[1] Ces systèmes industrielles doivent servir l'agriculture, amorcer ou développer la production des équipements, fournir les biens de consommation industriels essentiels.

[1] BOUC (B.) : *Op. cit.*, p. 167.

L'autonomie régionale répond à des impératifs de défense nationale, elle décourage par avance l'invasion et l'occupation des grands centres, elle rend de plus impossible une paralysie totale de la production. Mao Tsétoung voulait surtout lier plus étroitement l'agriculture et l'industrie et, pour cela, il fallait rejeter le système soviétique des grands combinant et de la spécialisation interrégionale assortie d'un réseau de transport lourd à longue distance.

e. Un féminisme patient

Un homme comme Mao Tsétoung, soucieux de libérer toutes les forces cachées au sein du peuple chinois, ne pouvait être que féministe.[1]Et il le fut du cœur et d'esprit, le statut de la femme chinoise, son égalité de droit avec l'homme, la conquête progressive d'une égalité de fait ne relèvent pas de simples propos. Mais il faut constater et souligner que la femme a obtenu en République Populaire de Chine le statut le plus favorable de toute l'Asie et, ce, conformément aux vœux depuis longtemps exprimés par Mao Tsétoung. Ainsi la grande loi sur le mariage du premier mai 1950 étendit à toute la Chine les réformes déjà promulguées dans les districts libérés tenus par les communistes dans la Chine du Sud, puis du Nord-Ouest.

Après l'étude de la pensée et de la personnalité de Mao Tsétoung, un autre homme d'Etat intéresse notre étude c'est Napoléon Bonaparte.

B. Napoléon Bonaparte : L'homme et sa pensée

L'homme dont nous allons décrire la vie et expliquer le caractère constitue un des étonnants phénomènes de l'histoire universelle. Nous tenterons de donner son portrait comme, homme, comme personnage historique avec son génie, sa nature et ses aspirations.

[1] Idem, p. 172

1. L'homme

Lieutenant d'artillerie à 16 ans, empereur des Français à 35 ans, puis stratège génial et créateur de la France moderne, Louis Napoléon Bonaparte est une des figures les plus fascinantes de l'histoire française et même du monde.

L'homme du destin, il jouit du pouvoir en homme qui se sent fait pour l'exercer, aussi bien aux armées qu'il conduit, à des victoires foudroyantes qu'à l'intérieur où il a su réconcilier les français, faire la paix religieuse, et doter la France d'institutions dont beaucoup survivent même aujourd'hui. [1]

1.1. La jeunesse de Napoléon Bonaparte

Le 15 août 1769, dans la ville d'Ajaccio, en île de Corse, Laetitia Bonaparte, l'épouse âgée de 19 ans d'un noble du pays, qui exerçait la profession d'avocat, éprouvant subitement, hors de chez elle, les premières douleurs de l'enfantement, rentra précipitamment et mit au monde un fils. Personne ne se trouvait auprès d'elle en ce moment et du sein de sa mère, le nouveau-né tomba sur le sol.[2] Ainsi, s'accrut la famille d'un avocat sans fortune, de la petite ville Corse d'Ajaccio, Charles Bonaparte. Ce dernier décide de donner à son fils une éducation française et non corse. Et lorsque l'enfant fut assez grand, il réussit à le faire entrer, aux frais de l'Etat, dans une école militaire française. Napoléon était un enfant sombre et irritable. Sa mère l'aimait et néanmoins l'éleva assez sévèrement, comme ses frères et sœurs. Le père était apparemment un homme beau et faible de caractère. Le véritable chef de famille était Laetitia, une femme ferme, sévère, laborieuse, entre les mains de laquelle se trouvait l'éducation de ses enfants. De sa mère, Napoléon Bonaparte hérita l'amour du travail et d'un ordre rigoureux. La situation de cette île séparée du monde entier, avec ses interminables querelles de clan, son hostilité soigneusement dissimulée mais tenace contre les intrus de France, se reflétant vivement sur les premières impressions du petit Napoléon. L'enfance de Napoléon se déroulant donc à une époque où restait encore vivant dans l'île le regret d'une indépendance soudainement perdue.

---

[1] CHAMPENOIS (J.): E.TAPAE .E.TARLE, MOSCOU, 1966, p. 5.
[2] CHAMPENOIS (J.): E.TAPAE .E.TARLE, MOSCOU, 1966, p. 12.

1.2. Les premiers pas du dictateur

Que Napoléon se nomma premier consul et les dix années suivantes empereur et que la France s'appela d'abord une République, puis par la suite un empire. Cela ne changeait rien aux fondements sociaux du nouveau régime ni à la nature de la dictature militaire de Napoléon[1], et de la sorte, s'instaurait la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Napoléon s'était donné pour but final de toutes ses entreprises, l'établissement et l'affermissement de son pouvoir absolu et pour y parvenir, il recourait aux moyens les plus variés et dans le nombre, à la diplomatie, à l'art de conclure des compromis provisoires, des trêves, de savoir attendre et patienter. Napoléon disait lui-même qu'il se faisait tantôt renard tantôt lion : tout le secret du gouvernement consistait selon lui à savoir quand il fallait être l'un ou l'autre.

1.3. L'affermissement de la dictature

Napoléon n'avait pas d'habitude des plans détaillés et dressées d'avance, il ne se fixait que des objectifs essentiels, les principaux buts concrets, l'ordre chronologique à observer et les signes d'opération. Le premier consul se confirma irrévocablement dans l'idée qu'une des tâches essentielles dans la lutte à l'intérieur était la répression implacable des traitres royalistes tandis que la tâche essentielle dans la lutte à l'extérieure était la guerre contre les Anglais. Il répétait fréquemment les paroles qui reflétaient son opinion bien arrêtée : pour lui, il y a deux leviers pour remuer les hommes : « la crainte et l'intérêt ». Pour l'intérêt, il n'entendait pas seulement de l'argent mais également celui du pouvoir.[2] Napoléon estimait que la révolution avait eu lieu en France, non parce que la France voulait la liberté mais l'égalité et il entendait par là l'égalité des droits civiques et non les conditions sociales et économiques des citoyens. Et cette égalité des droits civiques, il se décida de l'assurer de façon durable par son code. Napoléon écoutait tous ceux dont il pouvait espérer une indication utile, mais il décidait lui-même.

---

[1] Idem: Op. cit ., p. 110.
[2] CHAMPENOIS (J.): E.TAPAE .E.TARLE, MOSCOU, 1966, p. 131.

L'homme qui gagne une bataille n'est pas celui qui donne un bon conseil, mais celui qui prend la responsabilité de son exécution et en donne l'ordre, avait-il coutume de dire. Dans la multitude de conseils et d'avis que recueille le chef, il peut souvent s'en trouver un qui soit juste, mais il faut savoir le choisir et le mettre en pratique.

1.4. Les cent jours

Les premiers temps, après son arrivée à l'île d'Elbe, l'empereur n'avait indiscutablement aucun plan, il considérait sa vie politique comme terminée. Il était tranquille et d'humeur égale. Le sort l'avait conduit près du lieu de sa naissance car, l'île d'Elbe se trouve approximativement à 50 km de la Corse. Napoléon ne faisait que le tour de ses domaines et donnait audience aux habitants.[1] Dès les premiers jours de février, 1815, la décision de rentrer en France et de restaurer l'empire avait commencé à se préciser dans l'esprit de Napoléon et il ne révéla à personne comment il était parvenu à cette résolution. Ce fut à Laetitia sa mère, une femme intelligente, à l'âme ferme et virile que Napoléon respectait plus que personne qu'il fit part tout d'abord de sa résolution.

> « *Je ne puis mourir dans cette île et terminer ma carrière dans un repos qui serait peu digne de moi* »[2], lui dit-il.

Tous les préparatifs s'effectuèrent dans le plus grand secret. Napoléon avait ordonné à ses trois généraux que tout fut près pour le 26 février 1815. Dans la soirée du 5 mars 1815, on apprit à Louis XVIII cette incroyable nouvelle, le débarquement de Napoléon. L'impression fut extraordinaire. Au premier moment, personne n'arrivait pas à comprendre comment Napoléon avait bien pu faire pour traverser cette partie de la méditerranée à travers les croisières des deux flottes qui surveillaient l'île d'Elbe et ensuite comment seul ou du moins avec une aussi faible escorte, il n'avait pas été arrêté dès son embarquement.

---

[1] Idem, p. 489.
[2] NAPOLEON (B.) cité par CHAMPENOIS (J.) : *Op. cit.* p. 489.

Au début de son nouveau règne, Napoléon promettait solennellement de donner à la France la liberté et la paix. Reconnaissant ainsi franchement et publiquement qu'il avait à se faire pardonner la tentation à laquelle il avait cédé de donner à la France la domination sur tous les peuples. Un Napoléon épris de paix et de liberté. Cela sonnait aux oreilles de la France et de l'Europe à peu près comme si l'on eût parlé de flamme froide ou de glace ardente.

Avec son intelligence prodigieuse, qui saisissait toute chose et la pesait d'un coup d'œil lucide, Napoléon se rendait parfaitement compte que s'il avait en quelques jours, sans armes et sans lutte, reconquis le trône de France, ce n'était point parce que tous avaient été séduits par cette liberté et la solidarité de cette paix, promise à ses sujets. Les bourbons n'avaient pas encore violé la paix ni ne s'apprêtait à le faire. C'était pour une autre cause qu'on se détournait d'eux. Il comprenait fort clairement qu'il devait dans une large mesure son succès aux promesses faites à la paysannerie, c'est-à-dire à l'immense majorité de la nation. Napoléon était pour eux, les paysans, le symbole de l'anéantissement complet des droits féodaux et de la propriété paysanne assurée sur la terre.

1.5. Sainte-Hélène

La petite cour de Napoléon, qui l'avait accompagné à Sainte-Hélène et s'était établi avec lui à Longwood, se querellait et intriguait exactement comme si elle se fût trouvée à Paris, au Palais de tuilerie.[1] Ils adoraient Napoléon, déclaraient qu'il était leur dieu et se jalousaient entre eux.

Napoléon parlait beaucoup de Waterloo et estimait que s'il avait eu à ses côtés Bessière, Canne, les officiers tués dans les campagnes précédentes, s'il avait eu Murat l'issue de la bataille eut été différente.

> « *La meilleure armée ne cessait-il de répéter est celle où chaque officier sait ce qu'il faut faire dans les circonstances données.* »[2]

---

[1] CHAMPENOIS (J.) : *Op. cit.*, p. 543.
[2] NAPOLEON (B.) cité par CHAMPENOIS (J.) : *Op. cit.* p. 543.

A partir de mars 1819, les nouvelles de l'empereur se firent plus rares et plus obscures, plus vagues et plus fragmentaires. Dès 1819, il souffrait de plus en plus fréquemment. En 1820, le mal empira et au début de 1821, le médecin jugea son état assez sérieux. On constatait cependant de longues périodes d'amélioration, durant lesquelles l'empereur sortait, se promenait. Lorsque les douleurs s'atténuaient, Napoléon tâchait de soutenir le courage de ceux qui l'entouraient en plaisantant sur sa maladie et disait : « le cancer, c'est Waterloo qui est rentré à l'intérieur. »[1]

Le 13 avril 1821, il ordonna au comte de Montholon d'écrire sous sa dictée un testament qu'il recopia et signa de sa propre main le 15 avril 1821. On y lit entre autres, ces lignes, aujourd'hui gravées dans le marbre, au dessus de sa tombe, dans l'église des invalides :

> « *Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la seine au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé* »[2].

On relève également une phrase consacrée aux Anglais et à Hudson Lowe :

> « *Je meurs prématurément assassiné par l'oligarchie anglaise et par son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.* »[3]

Il recommande à son fils de ne jamais porter les armes contre la France et de se souvenir « qu'il est né prince français ». Il avait l'esprit parfaitement tranquille en dictant ses dernières volontés, puis en les écrivant de sa main.

A six heures du soir, le 5 mai 1921, Napoléon expira. Marchand un de ses compagnons à Sainte-Hélène, en pleurs apporta le vieux mentaux que Napoléon portait le 14 juin 1800 à Marengo et l'étendit sur son corps. Le gouverneur et ses officiers entrèrent et s'inclinèrent avec respect devant le

---

[1] NAPOLEON (B.) cité par CHAMPENOIS (J.): *Op. cit.* p. 307.
[2] TULARD (J.) : *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Paris, Fayard, 1980, p. 307.
[3] NAPOLEON (B.) cité par TULARD (J.) : *Op. cit.* p. 307.

défunt : Bertrand et Montholon laissèrent alors entrer les commissaires des puissances qui, pour la première fois de leur arrivée dans l'île pénétraient dans la maison de Napoléon car, ils ne les avaient jamais admis auprès de lui.

Quatre jours après, le cercueil sortit de long Wood. Outre la suite de Napoléon et ses serviteurs, s'étaient joints au cortège funèbre, la garnison au grand complet, tous les matelots et officiers de la marine présents dans l'île, tous les fonctionnaires civils, gouverneur en tête et presque toute la population de Sainte-Hélène. Lorsque le cercueil fut descendu dans la tombe, une salve d'artillerie retentit : les anglais rendaient les honneurs militaires à l'empereur défunt.

2. La pensée de Napoléon

Pour Napoléon, le besoin d'une dictature momentanée et absolue est quelque fois nécessaire pour sauver un Etat et repousser toutes les réflexions sur les suites d'un pareil pouvoir.[1] Il voulait une dictature de salut public d'inspiration romaine, une dictature éclairée au sens du XVIIIème siècle. Mais la gloire et les libertés publiques qu'il prônait et qui, par ailleurs, étaient garanties par les institutions mises en place, se révèlent très vite incompatible avec l'Etat de guerre. De plus la personnalisation du pouvoir supprima le fonctionnement des institutions politiques régulières et les libertés disparurent.

2.1. Les idées politiques de Napoléon

Beaucaire[2] nous révèle un jeune officier cherchant avec sincérité et réalisme, à la veille de la révolution, le gouvernement idéal. Et Napoléon l'a désormais trouvé, c'est l'empire.[3]

Napoléon, qui, l'exercice du pouvoir ne détourne pas de la méditation politique, se plaît toujours à exprimer ses idées, que ce soit au conseil d'Etat,

---

[2] BEAUCAIRE cité par TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 309.
[3] JEAN (T) : *Op. cit.*, p. 310.

avec les familiers ou dans ses correspondances. Et à partir des cas concrets, il dégage une philosophie politique qui est proche de Machiavel que de Rousseau.

Par exemple, à Eugène devenu vice-Roi d'Italie, il envoie le 7 juin 1805 ses recommandations :

> « *Montrer pour la nation que vous gouvernez, une estime qu'il convient de manifester d'autant plus que vous découvrirez des motifs de l'estimer moins. Il viendra un temps où vous reconnaîtrez qu'il y a bien peu de différence entre un peuple et un autre.* »[1]

A l'aide des conseils prodigués dans cette lettre, on pourrait écrire un nouveau traité du prince : de l'« art de gouverner », le secret est que le prince doit parler le moins possible et écouter le plus souvent car, on ne mesure pas la force d'un prince qui se tait.

Et quand il parle, il faut qu'il ait la conscience d'une grande supériorité. Deuxièmement, le prince ne doit ajouter aucun crédit aux espions et doit se méfier des ambassadeurs étrangers car un ambassadeur ne dira pas de bien de vous. Il faut enfin se montrer inflexible avec les fripons car, c'est une victoire gagnée pour l'administration que la découverte d'un comptable infidèle. Il ajoute par ailleurs que :

> « *La force reste le principe essentiel de tout gouvernement car, la faiblesse produit des guerres civiles tandis que l'énergie maintient la tranquillité et la prospérité d'un Etat. Et, pour surmonter les crises, il faut établir un régime autoritaire, un régime qui n'a nul compte à rendre et non un parlement à l'anglaise.* »[2]

[1] NAPOLEON (B.) cité par TULARD (J.) : *Op. cit.* p. 310.
[2] Idem,, p. 311.

2.2. La famille impériale

Rarement, l'entourage familial aura joué un rôle aussi grand dans la vie d'un homme d'Etat. L'histoire des rapports de Napoléon et de sa famille, racontée avec succès par Frédéric Masson[1], n'est qu'une longue suite de brouilles et de réconciliations. Les frères et sœurs de l'empereur n'eurent pourtant pas à se plaindre. La famille Bonaparte, dès le début de l'empire, constitua une dynastie de princes français dans la lignée desquelles la couronne était héréditaire. Devenus Rois, les frères de Napoléon ne devaient être dans la pensée du maître que les auxiliaires de sa politique. A Louis son frère et roi de la Hollande, il écrivait le 6 mais 1808 :

> « *Je lis dans les journaux de Paris que vous nommez des princes. Je vous prie instamment de ne rien faire. Les rois n'ont pas le droit de nommer des princes, ce droit est inhérent à la dignité impériale.* »[2]

A Elisa sa sœur de Schönbrunn, il rappela le 27 août 1809 :

> « *Vous êtes sujette et comme tous les français, vous êtes obligés d'obéir aux ordres des ministres.* »[3]

A mesure que se développaient les conséquences de la politique impériale qui contrariait souvent les intérêts de leurs Etats, les frères et les sœurs de Napoléon eurent tendance à épouser les aspirations de leur peuple menaçant ainsi l'unité de l'empire. Dès 1810, Napoléon commençait à regretter les trônes qu'il avait distribués. Il souhaite reprendre au profit de son fils les territoires qu'il avait imprudemment donnés.[4] Louis fut en Hollande la première victime de ce renversement qui finit par menacer à son tour Murat. Une telle politique irrita par ailleurs l'opinion française. L'intérêt de la nation passait au second plan : seuls comptaient désormais les motifs dynastiques. Sa famille a finalement desservi Napoléon, moins par ses intrigues, que par l'image qu'elle donnait d'un

---

[1] MASSON (F.) cité par TULARD TULARD (J.): *Op. cit.* p. 311.
[2] NAPOLEON (B.) cité par TULARD (J.) : *Op. cit.* p. 312.
[3] Idem, p. 313.
[4] TULARD (J.): *Op. cit.*, p. 312

clan exploitant la France puis l'Europe afin d'édifier d'énormes fortunes et satisfaire des appétits douteux.

2.3. La machine gouvernementale

Si le calendrier républicain ne disparut que le 1er Janvier 1806 et si le nom de la République française fut conservé sur les monnaies jusqu'à la fin de 1808, le gouvernement impérial prit dès 1804 l'allure d'une dictature personnelle, sans les ménagements et les apparences de légalité du consulat. Progressivement, l'influence que les notables avaient cru conserver malgré la fondation de l'empire disparut. La volonté d'un seul homme dominait et cette volonté ne correspondait plus aux intérêts de la bourgeoisie mais aux caprices d'un individu. Les ministres furent réduits au rôle de simples exécutants et toute leur corréspondance passa désormais par l'empereur. Des personnalités fortes comme le ministre de l'intérieur Cretet puis Montalivet qui auraient pu infléchir les décisions impériales perdirent une partie de leurs attributions au profit d'un ministère des manufactures et du commerce crée en 1811 en faveur de Collin de Sussy.

Les directions générales qui limitaient les pouvoirs des ministres furent multipliées. En revanche, le contrepoids des assemblées, déjà faible sous le consulat, disparut. Bien qu'il eût cessé toute opposition systématique, le tribunat, divisé en trois sections, fut supprimé en 1807. Le corps législatif dont le recrutement s'opérait parmi les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires, vit ses sessions réduites à quelques semaines ! Napoléon aurait même envisagé sa disparition. De son côté, le conseil d'Etat si important sous le consulat, perdit une partie de son influence. Napoléon y parut moins souvent, imposant ses décisions sans entendre les conseillers. Toutefois, son déclin fut relatif.[1] Au moment où la magistrature ne conserve pas longtemps son inamovibilité, il apparu en même temps dans la préfecture une nouvelle génération venue souvent dans l'ancienne noblesse et plus docile aux injonctions du pouvoir.

[1] TULARD (J.): *Op. cit.*, p. 312.

2.4. Les finances impériales

Le fonctionnement de la machine gouvernementale coûtait cher. Pour en contrôler les dépenses, il fut instituée en 1807 une court des comptes présidée par l'ancien Ministre au trésor, Barbe-Marbois. Napoléon souhaitait tirait les ressources nécessaires des contributions indirecte. De 1804 à 1810 firent rétabli les droits sur les boissons, en 1806, fut crée l'impopulaire impôt sur le sel.[1] En 1810 était institué au profit de l'Etat, le monopole du tabac. Dès les opérations de 1805, Napoléon avait institué une caisse spéciale dite « caisse de l'extraordinaire administré » sous l'autorité de Daru, intendant général des pays occupés. Un senatus-consulte du 30 janvier 1810 organisa le domaine extraordinaire confié à Defermon et dont l'empereur disposait seul par décret pour subvenir aux dépenses de l'armée, pour récompenser les grands services civiles et militaires pour entreprendre des travaux publics et encourager les arts. « Le domaine extraordinaire » était alimenté par les contributions de guerre et les placements opérés par son administration. La caisse de « l'extraordinaire administré » aurait reçu entre 1805 et 1809, 734 millions.

2.5. L'université impériale

Former les cadres de l'empire, tel était le but assigné par Napoléon à l'Université : « il n'y aura pas d'Etat politiquement fixe, s'il n'y a pas un corps enseignant avec de principes fixes, disait-il »[2]. Ainsi, le 10 mai 1806 était votée une loi créant sous le nom d'« Université Impérial », un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout l'empire. Les membres du corps enseignant devraient contracter des obligations civiles, spéciales et temporaires. L'université était placée sous l'autorité d'un grand maître assisté par un conseil d'université et un corps d'inspecteurs généraux. L'université était divisée en académies administrées par des recteurs pourvus également d'un conseil et d'inspecteurs. L'autorisation du grand maître était nécessaire à tout professeur pour enseigner, à tout établissement pour s'ouvrir et chaque institution devrait payer à l'université une rétribution annuelle.

[1] TULARD (J.): *Op. cit.*,, p. 316.
[2] Idem., p. 317.

L'enseignement était divisé en trois degrés : l'enseignement primaire que Napoléon abandonna aux frères de la doctrine chrétienne, l'enseignement secondaire donné dans les lycées et collèges communaux, et l'enseignement supérieur réservé aux facultés des lettres, des sciences, de droit, de médecine et de théologie. C'est avec l'empire que naît le prestige du baccalauréat dont la possession permet d'accéder à l'élite. La formation des professeurs continua à être assurée par l'école normale réorganisée en 1810. Napoléon affirmait ainsi sa volonté de modeler dans un moule à sa convenance, les nouvelles élites.

2.6. Le détachement des notables

Face aux empiétements d'un pouvoir de plus en plus absolu, la bourgeoisie finit par s'inquiéter. Le réflexe césarien se transformait en vaste déception devant un gouvernement qui ne respecte plus les intérêts des notables et poursuivait sa propre finalité. Mais les possibilités d'exprimer son mécontentement et de ruiner la popularité de ce régime se trouvaient de plus en plus réduites.[1] Le gouvernement impérial cessait après 1807 d'être celui d'une classe pour devenir le jouet des caprices d'un individu. Evolution inverse de celle espérée: on escomptait le passage progressif d'une dictature de salut public à un gouvernement constitutionnel de type libéral .

Le génie de Napoléon et son naturel, l'éloignait de tout partage de l'autorité. Au moment où sa pensée cherchait du remède et les conditions de stabilité qu'il voulait se donner pour l'avenir, il se reprochait d'avoir laissé au corps législatif trop de liberté et d'ingérence dans les affaires et au sénat trop d'importance.

Après Mao Tsétoung et Napoléon Bonaparte dont le regard et l'analyse de leurs sociétés portent sans conteste loin, notre étude s'intéresse au profil et à la personnalité d'Henry Kissinger.

[1] TULARD (J.): *Op. cit.*,, p. 320.

B. Henry Kissinger : L'homme et sa pensée

Le portrait de Kissinger ressemble à deux visages placés sur une même tête. En tout cas, il ne s'agit pas d'un tableau d'une tonalité unie. En effet, il faudra tout évoquer à la fois : son rôle à Harvard et son activité au centre d'études des affaires internationales. Mais également en faisant preuve d'empathie et d'intérêt pour son modèle, le tableau doit avoir une image psychiquement exacte qui montre Kissinger tout entier avec ses vices et ses imperfections.

1. L'homme

Word-Swort dit : « *L'home est en germe dans l'enfant.* »[1] Dans le cas de Kissinger, son enfance semble avoir été normal, du moins jusqu'au moment de la prise du pouvoir par les Nazis. Cet événement a joué un rôle capital pour toute la famille. Mais, est-ce que l'arrivée du nazisme, qui se produisit lorsque Henry Kissinger avait à peu près dix ans, a-t-elle assombri et traumatisé tout le début de son adolescence, puisqu'il est demeuré à Fürth jusqu'à l'âge de 15 ans ? La réponse à cette question est pour nous claire même si beaucoup d'auteurs refusent de se positionner.

1.1. A Harvard

Fondamentalement, Kissinger était opposé à Harvard. On aurait pu penser qu'un homme si préoccupé de faire son chemin dans la bonne société, chercherait à s'identifier avec l'aile culturelle de celle-ci.[2] L'antipathie qu'éprouvait Kissinger à l'égard de Harvard découlait de son mépris pour l'attitude qui est en général le propre du monde académique : celle de la tour d'ivoire. Les sentiments négatifs qu'il éprouvait à l'égard de Harvard peuvent avoir joué un rôle dans le fait que Kissinger se soit toujours désintéressé complètement des intrigues politiques du monde académique. De façon surprenante, il ne fit preuve, en ce domaine, d'aucune des qualités diplomatiques ni du flair dont il a fait montre superbement à la maison Blanche

[1] MAZILL (B.): *Op. cit.*, p. 47.
[2] Idem, p.112.

bien qu'assistant consciencieusement aux réunions des professeurs de la section d'administration publique. Il n'y prenait presque jamais la parole. Il faisait preuve d'une endurance infinie à écouter des conversations ennuyeuses.

En revanche, il semble n'avoir jamais participé aux réunions générales de la faculté. Ceux qui l'ont bien connu sont tous d'accord sur le point : Henry Kissinger ne croyait pas que le jeu académique en valût la chandelle. L'exemple de son ami Elliott, qui, lui, s'était lourdement engagé dans la lutte universitaire avait apparemment convaincu Kissinger de la banalité de ces petites escarmouches en comparaison de la lutte réelle pour le pouvoir. Comme il considérait ses collègues comme des gens moroses, mesquins et intéressés qui ne représentaient rien qu'eux-mêmes. Kissinger trouvait indigne de lui de se mettre en peine pour un jeu pareil. Ainsi, on ne saurait imaginer que la politique universitaire ait pu servir de banc d'essai pour les réalisations ultérieures de Henry Kissinger.

1.2. Kissinger au travail

C'est au centre d'étude des affaires internationales que Henry Kissinger a démontré de la manière la plus évidente son style de travail : en effet, là-bas, il avait un état-major à diriger.[1] Et contrairement à ce qui se passait à l'université, sa façon caractéristique de réagir dans la collaboration avec des partenaires s'y est manifestée de très bonne heure. Toutes ses secrétaires et tous ses collaborateurs en témoignent. On travaillait pour le Docteur Kissinger, ou pour H.A.K. ou même pour ... Mr Kissinger mais pas pour ou avec Henry. Par désignation normale comme par son comportement, il gardait ses distances. Incapable de descendre de son piédestal dans ses relations administratives personnelles, Kissinger est au contraire le seul héros de la culture de masse qui ait réussi à décontracter l'image du secrétaire d'Etat et c'est certainement l'une des raisons de son inégalable popularité parmi la population américaine.

Le docteur Kissinger impressionnait tous ceux qui collaboraient avec lui au centre par sa terrible capacité de travail. Exigeant beaucoup de lui-même, il paraissait avoir le droit moral d'exigeait beaucoup des autres, ce qu'il faisait.

[1] MAZILL (B.): *Op. cit.*, p. 115.

Bien qu'il autorisait ses assistants à adopter l'horaire qui les convenait, il leur demandait à faire des heures supplémentaires ne fût-ce que pour satisfaire à la nécessité d'écrire et de réécrire les textes dont il les chargeait. Beaucoup avaient fini par le haïr en raison de sa tyrannie sans relâche, qu'il exerçait souvent de manière humiliante ; mais d'autres lui demeurait aveuglément loyaux, et ceux-là étaient parfois récompensés par ses éloges.

1.3. Un homme déprimé

Une étude consacrée à Kissinger a prétendu que sa personnalité était dépressive.[1] Mais selon ceux qui le connaissaient intimement, il serait plus adéquat, de parler d'optimisme conditionnel. Certes, il était souvent mélancolique et pourrait-on même ajouter, morose, capricieux et négatif, il y avait aussi en lui une tendance profonde au pessimisme qu'il appelait sans doute au réalisme. D'autres qualités plus positives sont : son détachement, son énorme ténacité, son sens de l'humour et sa foi profondément ancrée dans la créativité équilibrent son caractère et en font dans l'ensemble, ce que l'on a appelé un optimisme conditionnel. Un de ses collègues a fait remarquer qu'il n'était pas l'homme *Götterdämmerung* c'est-à-dire crépuscule des dieux. A défaut d'autres, sa confiance, sa limite dans ses capacités intellectuelles, sa fameuse arrogance empêche Kissinger de tomber dans des dépressions profondes et durables. Mais il est manifeste que Kissinger croit lui-même très positivement que les individus et les sociétés peuvent transcender les conditions de leurs chutes éventuelles et renaître au gré des solutions créatrices. Ainsi, si la vue du monde qu'exprime la nature de Kissinger est profondément tragique, il s'agit d'une tragédie dont l'homme arrache à grand peine le bradon de la créativité aux dieux qui cherchent à le dompter. On peut supposer que Kissinger adopte cette conception quand il s'agit de son existence personnelle que lorsqu'il s'agit de l'histoire en général.

[1] MAZIL (B.) : *Op. cit.*, p. 118.

1.4. Diplomate ou menteur

Selon un Calembour anglais intraduisible en français, un diplomate est « *one sent abroad to lie for his country* » littéralement dit : « *Un homme envoyé à l'étranger pour y présenter son pays* »[1]. Mais la phrase peut également se lire : « un homme envoyé à l'étranger pour y mentir pour son pays ». Etant donné qu'en Anglais, le verbe « to lie » signifie aussi bien « séjourner » que « mentir ». De toute façon si on s'en tient à cette définition ambigüe, c'est seulement à des fins diplomatiques qu'un ambassadeur falsifierait la vérité. Se pose alors la question de savoir si Kissinger ment pour des fins diplomatiques ou pour des raisons ou de façons personnelles, donc moins excusables. Selon une explication possible, Kissinger mentirait comme le fait un écolier, pour éviter une réalité déplaisante, Kissinger a lui-même relevé ce trait de caractère chez Bismarck. Pour Kissinger comme pour Bismarck, ce comportement est justifié par la conviction qu'il faut faire triompher des objectifs plus élevés, qui doivent prévaloir.

Cette Real politik comporte une moralité effrayante, qui est en même temps l'absence de toute morale ordinaire. Elle peut par exemple, au nom d'un objectif plus important, justifier l'interception de messages téléphoniques à l'intérieur du pays ou la dissimulation de bombardements meurtriers effectués. Le héros de l'histoire doit piétiner la morale existante pour réaliser les fins de l'idée et de l'esprit. Pour que le héros puisse poursuivre sa route, il lui faut la confiance qui lui affirme qu'il a un aperçu des buts les plus élevés de l'esprit. Dans le cas d'une personne ordinaire, la conscience de soi peut lui enlever l'impression confiante que la fin justifie les moyens.[2]

1.5. L'originalité de Kissinger

Ses premiers maîtres parlent d'un élève peu brillant, mais voyaient en lui, à juste titre une certaine espèce de créativité, une faculté d'absorber tout ce qui s'adapte à son propre cadre intellectuel. On pourrait donc le qualifier de « synthétiseur créateur ». il apprécie les idées non pour elle-même mais comme

[1] BRUCE (M) : *Op. cit.*, p. 119.
[2] MAZIL (B.): *Op. cit.*, p. 122.

instrument pour réaliser quelque chose. S'il a lu Marx, Marx Weber ou Freud, ce n'était pas pour l'intérêt intrinsèque qu'il portait à leurs idées mais pou l'usage qu'il pourrait éventuellement en tirer en tant qu'homme politique. Kissinger crée un effet de poids. Ce n'est pas tellement ce qu'il dit qui est impressionnant ; c'est la façon dont il le dit. On ne saurait l'on ne sait quoi qui réside dans sa voix, une basse profonde. Son accent et la lenteur de son élocution contribuent à donner à ses paroles une impression de massivité. Sortant d'une tête d'une grosseur disproportionnée, la voix possède une autorité fabuleuse, dont l'effet se manifeste.[1] Qu'on le veuille ou nom Kissinger a la faculté de faire sentir aux autres tout à la fois que ce qu'il dit est important et que la personne à laquelle il s'adresse est généralement importante. Ainsi dans un dialogue, il semble être doué du pouvoir de faire croire à son interlocuteur qu'ils partagent le même point de vue et de lui faire croire également qu'ils sont l'un et l'autre plus intelligents que les autres. Cette capacité étant pour une bonne part un élément de sa prétendue tortuosité. C'est un synthétiseur créateur qui sait en imposer à son auditoire.

1.6. Le chef solitaire

Un autre aspect de la conduite de Kissinger à Harvard et au centre d'étude des affaires internationales, c'est sa propension à faire cavalier seul, à se comporter en loup solitaire.[2] Il est seul en scène ou il n'est pas. Kissinger ne fait mystère de sa préférence et de son estime pour le chef plein de volonté, solitaire et fort. Kissinger s'identifie lui-même à ce chef comme il l'a dit au cours de son interview avec Fallaci :

> « *Je suis toujours seul, les américains admirent cela énormément. Les américains admirent le cow-boy qui conduit tout seul la caravane, sur son cheval, le cow-boy qui pénètre tout seul sur son cheval dans un village ou dans une ville sans même avoir un pistolet peut-être*

[1] MAZIL (B.): *Op. cit.*,, p. 125.
[2] Ibidem.

car il n'y pénètre pas pour tirer. Il agit voilà tout : il vise le bon objectif au bon moment. »[1]

Kissinger a préservé intact l'enseignement de Kraemer qui disait : « *Pour mériter le nom d'homme, il faut vivre sa vie avec indépendance et de façon créatrice.* »[2]

2. La pensée de Kissinger

Les troubles contemporains, bien que moins apocalyptiques que les deux guerres mondiales qui les ont engendrés n'en sont pas moins d'une nature encore plus révolutionnaire.[3] Les crises qui alimentent les gros titres des quotidiens ne sont que les symptômes de profonds problèmes de structure. L'ordre international qui a engendré la stabilité du siècle dernier s'est écroulé sous le choc de deux guerres mondiales. L'ère des superpuissances, qui l'avait remplacé est proche de son terme. Le milieu international actuel subit un bouleversement complet du fait que tous ces éléments sont simultanément en ébullition. Voilà en substance l'analyse et la vision que Kissinger se fait du monde.

2.1. Perspective d'un ordre mondiale

Dans ce monde nouveau régi par la menace nucléaire, Kissinger voit toujours les valeurs qu'il suppose plus ou moins incontestables.[4] Il dit en substance :

> « *Le plus grand besoin du système international contemporain est une conception de l'ordre sur lequel on puisse se mettre d'accord. Beaucoup de conditions de stabilité qui caractérisaient le système international au XIX^{ème} siècle ne peuvent pas être recréées à l'époque moderne. La stabilité de la technologie, la multiplicité des grandes puissances, les revendications*

[1] FALLACI, *Entretiens*, p. 34.
[2] KRAEMER cité par MAZIL (B.) : *Op. cit.*, p. 208.
[3] ALBECK (R.): *Pour une nouvelle politique étrangère Américaine*, Paris, Fayard, 1970, p. 60.
[4] Idem, p. 216.

> *intérieures limitées et les frontières qui permettaient des ajustements ont cessé d'exister. Une nouvelle conception de l'ordre international est essentielle, faute de quoi sa stabilité s'avérera irréalisable.* »[1]

La stabilité est l'un des thèmes majeurs de réflexion de Kissinger, thème qui le préoccupe personnellement et professionnellement et auquel sont consacrés aussi bien Le chemin de la paix que Nuclear weapons ses deux ouvrages. Il disait en effet :

> « *Une réflexion sur les S.A.L.T est fort instructive, moins à cause de l'importance évidente de ces entretiens qu'en raison du fait que les S.A.L.T sont probablement la négociation épisodique la plus fascinante depuis le congrès de vienne. Il est probable que les S.A.L.T continueront presque indéfiniment. Donc bien que les progrès puissent être lents et que l'affaire risque de s'enliser provisoirement, les S.A.L.T pourront avoir sur le système mondial une incidence comparable à celle du congrès de vienne, dont le résultat a été d'épargner à l'Europe toute grave effusion de sang pendant un siècle. Tel est l'espoir qu'on peut mettre dans les S.A.L.T.*»[2]

2.2. Le problème de structure

Aujourd'hui les hommes d'Etat se trouvent devant un problème nouveau, celui de formuler la politique de plus de cent pays. Toute nation, pour insignifiante qu'elle soit, participe aux affaires internationales. Les idées se transmettent presque instantanément.[3] Ce qu'on considérait jadis comme une affaire interne peut avoir maintenant des conséquences mondiales. Simultanément, la technologie multiplie les moyens d'action dans la conduite

[1] KISSINGER cite par ALBECK (R.) : *Op. cit.*, p. 216.
[2] Idem, p. 62.
[3] ALBECK (R.) : *Op. cit.*, p. 62.

des affaires étrangères. La révolution scientifique a reculé les limites techniques de l'exercice de la puissance quant aux objectifs pratiques des différentes nations, mais leur insécurité s'en est accrue, car leur existence semble dépendre de l'accident d'une découverte technologique.
Il faut donc mettre au point une structure telle que les nouveaux Etats parviennent à ajuster leur responsabilité à leurs aspirations, recommande Kissinger.

2.3. Nature de puissance à l'époque moderne

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la force d'un Etat se mesurait à sa capacité de protéger sa population contre une attaque. L'âge nucléaire a aboli cet étalon traditionnel de mesure. Une augmentation de puissances ne correspond plus nécessairement à une augmentation de protection. On ne peut prévoir aucun niveau de force.[1] Même une défense totale par missiles balistiques capable d'empêcher des destructions d'un niveau tel que, celles des deux guerres mondiales deviendrait insignifiante. Dans ces conditions, le problème le plus important est de discipliner la puissance pour la proportionner rationnellement aux objectifs qui feraient l'objet d'un litige éventuel. La puissance militaire présente donc un aspect paradoxal : son augmentation démesurée lui a fait perdre tout contact avec la politique. Les grands pays nucléaires, qui ont la possibilité de se dévaster réciproquement, rencontrent d'énormes difficultés quand ils veulent en jouer sur le plan politique, si ce n'est comme moyen de dissuasion pour garantir leur survie limite qu'ils interprètent d'ailleurs de plus en plus strictement. Leur capacité de destruction se transforme mal en menace plausible, même à l'égard de pays qui ne peuvent y répondre par des représailles. La supériorité des superpuissances sur tous les autres Etats ne fait que s'accroître et pourtant tous bénéficient d'un champ d'action sans précédent pour affirmer leur autonomie. Quand il s'agit des relations avec un pays à gouvernement faible et ils sont nombreux, un émetteur radio peut exercer une pression plus efficace qu'une escadrille de B-52S. En d'autres mots, la puissance ne se transforme plus automatiquement en influence. Ce qui ne veut

[1] ALBECK (R.) : *Op. cit.*, p. 65.

pas dire qu'il faut être impuissant pour être influent mais que la puissance et l'influence ne sont pas automatiquement liées. En résumé, la terreur qui entoure la puissance l'a rendue abstraite, impondérable et trompeuse.

2.4. Multipolarité politique : la modification de la nature des alliances

Pendant les quinze années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont assimilé la sécurité aux pactes.[1] Ils ont construit un réseau mondial d'engagements sur l'hypothèse que, pour dissuader un agresseur, il fallait grouper un maximum de puissances. Ce système d'alliances n'a jamais fonctionné parfaitement hors du secteur atlantique parce qu'on a voulu le fonder sur les principes d'un monde militaire multipolaire, celui que constituaient au XVIII et XIX^{ème} siècle plusieurs grandes nations d'une puissance à peu près équivalente. Aucune d'elles ne pouvait assurer son hégémonie dès que les autres se liguaient pour l'empêcher. Or, ce n'était plus le temps de l'ère des superpuissances des années quarante et cinquante. Hors d'Europe, les alliés n'ont ajouté que peu aux forces des Etats-Unis et ils ne se sont nullement montrés capables de s'unir pour accroître leurs possibilités. Une alliance, pour être efficace, doit remplir quatre conditions :

1. Avoir un objectif commun, généralement défensif, contre un danger commun
2. Un degré suffisant de communauté politique pour définir le casus belli
3. Des moyens techniques de coopération en vue d'une action commune
4. Une sanction s'il y a non coopération, c'est-à-dire la possibilité de refuser son assistance à un allié qui ne coopère point.

Dans le système d'alliances mis au point par les Etats-Unis après la seconde guerre mondiale, ces conditions n'ont jamais existé, si ce n'est dans l'organisation du traité de l'Atlantique nord ou OTAN. Il n'y a aucun accord sur la définition du danger dans l'organisation du traité de l'Asie du Sud-Est ou OTASE ou dans l'organisation du traité de l'Asie Centrale. Pratiquement, si le Pakistan a voulu obtenir des armes américaines, ce n'était pas que l'URSS

[1]ALBECK (R.) : *Op. cit.* p. 73.

menaçait sa sécurité, mais pour renforcer ses défenses contre l'Inde. De même, l'objectif des membres arabes de l'organisation du traité de l'Asie centrale était Israël, et non l'URSS. N'ayant aucune conception commune de leurs intérêts, ces alliés ont toujours été incapables de mettre au point une politique identique de paix et de guerre. Même s'ils l'avaient pu, cette politique serait demeurée mort-née parce qu'ils manquaient des moyens techniques pour l'appliquer. De plus, la plupart d'entre eux n'ont même pas de volonté de se prêter une aide mutuelle. Un Etat qui éprouve de difficultés à maintenir l'ordre chez lui et à y mener une politique cohérente n'accroît pas sa force en s'adjoignant à d'autres Etats qui souffrent de même maux. Dans ces conditions, les traités concernant l'Asie sont moribonds en tant qu'instruments d'action collective.

2.5. Définition de l'intérêt national américain

Ce paragraphe sur la définition de l'intérêt national américain, Kissinger, l'appréhende de la façon suivante : le gouvernement américain devra revoir sa position et établir un lien entre ses engagements et ses intérêts comme entre ses obligations et ses buts.[1] Définir les buts est plus difficile mais plus important. Les vingt années qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont posé des problèmes qui convenaient parfaitement à sa manière d'envisager les relations internationales. Des bouleversements immenses réclamaient partout son attention. Sa tendance pragmatique ad hoc a constitué un avantage dans un monde qui avait un besoin criant de remèdes techniques.

Et son penchant pour le juridisme a contribué à la mise en place de nombreux facteurs de stabilité. Dans les dernières soixante années, la situation est devenue plus complexe. Les Etats-Unis ne sont plus à mesure de mener à bien des programmes mondiaux, ils doivent encourager leur réalisation. Ils ne peuvent plus imposer la solution qu'ils préfèrent ; ils doivent la suggérer.

De 1945 à 1960, l'Amérique a offert des remèdes, désormais et dans les années à venir, son rôle sera de contribuer à élaborer la procédure favorable aux initiatives des autres. Elle est matériellement une superpuissance mais ses

[1] ALBECK (R.) : *Op. cit.*, p. 101.

desseins ne peuvent avoir d'importance que s'ils engendrent le consentement et la coopération d'autrui. Elle peut continuer à participer à une défense commune et à des programmes positifs, mais elle doit s'efforcer de favoriser les responsabilités locales, et non de les étouffer.

Son intervention ne doit plus être la pièce maîtresse et unique de l'édifice, mais constituer la différence entre l'échec et le succès. Cette tache demande un génie réalisateur et une forme de patience totalement différents de ceux qui furent les leurs dans le passé. L'enthousiasme, la fois dans le progrès et son invincible conviction dans l'universalité de ses remèdes doivent céder la place à la compréhension des tendances historiques, à la mise en ordre de ses préférences et surtout à l'intelligence des variations que ces préférences peuvent entraîner.

Le dilemme est qu'il ne peut y avoir stabilité sans équilibre, mais que l'équilibre n'est pas un objectif qui satisfasse un monde en état d'enfantement. Son sens d'une mission est clairement un héritage de son histoire : pour la plupart des américains, l'Amérique a toujours défendu quelque chose de plus que sa propre grandeur. Mais une meilleure conception de ses intérêts et des exigences de l'équilibre peut élargir les objectifs de son idéalisme et lui fournir des objectifs à la fois modérés et humains, spécialement en ce qui concerne les transformations politiques et sociales. Son idée de l'ordre mondial doit comporter des buts plus profonds que la stabilité, mais aussi un comportement plus mesuré que si l'enthousiasme seul l'animait.

Pour conclure ce deuxième chapitre, nous disons qu'il a analysé en long et en large la personnalité des trois hommes d'Etat faisant objet de notre étude, a fait le contour de leurs pensées et de leurs aspirations. Nous signalons en passant que le but ultime du combat qu'ils menaient était : pour Mao Tsétoung, non seulement sortir la Chine de l'humiliation et de la misère mais aussi et surtout la propulser au rang de la première puissance mondiale. Tandis que Napoléon rêvait de la grandeur de la France jusqu'à vouloir lui assurer la domination sur toute l'Europe. Kissinger lui, était hanté par la stabilité du monde, un monde qu'il voulait sans utilisation d'armes nucléaires et de destruction massive.

CHAPITRE III : LES HOMMES D'ETAT : REVES CHIMERIQUES OU ASPIRATIONS REALISABLES

Le deuxième chapitre met en lumière les pensées et aspirations des hommes d'Etat ciblés.[1] Le troisième chapitre, sera le chapitre de bilan et de concrétisation. Il aura en effet à montrer et à analyser si les rêves des hommes d'Etat en général et de nos trois cibles en particulier relèvent du chimérique ou sont réellement réalisables.

1. La pensée de Mao Tsétoung, une bombe atomique spirituelle

Mao Tsétoung a le mérite d'avoir organisé plusieurs révolutions simultanément. Comme si la seconde révolution chinoise, celle qui s'est déroulée de 1966 à 1970 éclipsait la première, celle qui a triomphé en 1949, dans tous les horizons de la pensée, dans tous les secteurs d'activité il y avait coupure.

La grande révolution culturelle prolétarienne, parce que c'est comme cela qu'on baptisa cette combinaison de révolutions, avait provoqué un pareil bouleversement : la manière de se conduire à l'égard des autres et de soi-même, les motivations conscientes ou inconscientes auxquelles on obéit, les idées reçues, les valeurs admises, l'organisation de la société étaient telles qu'on ne comprenait rien à cette révolution si l'on s'imaginait qu'elle avait eu seulement pour objet de rajuster certains aspects de la vie et de l'esprit. Plutôt elle remettait tout en cause par la volonté de construire une nouvelle civilisation, composée d'hommes nouveaux. Bref, une nouvelle Chine.

1.1. La multitude maîtrisée

La Chine vous saute au visage comme un monstre aux mille têtes.[2]Vous êtes étourdis par le sentiment de la multitude de ces enfants qui vous assaillent avec leurs visages rieurs, de ces cyclistes qui s'avancent par rangées de ces

[1] PEYREFITTE (A.) : *Quand la chine s'éveillera le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973, p. 89.
[2] Idem, p.11.

curieux amassés pour vous regarder en silence. Shanghai, tête de ligne de l'avion, est la ville la plus peuplée du continent asiatique.

Les résultats du recensement de 1953 semblent avoir amené Pékin à prendre conscience des difficultés prévisibles au cas où la population continuerait à s'accroître au même rythme, et à plus forte raison, au cas où ce rythme augmenterait encore, ce qui était en passe de se produire puisque la mortalité infantile et par maladie baissait rapidement. Les dirigeants chinois se sont rendus à l'évidence qu'ils devaient choisir entre la croissance démographique et la croissance et économique ; pour le décollage, il faudrait alléger la charge et vite car, avant d'être des producteurs, les enfants sont seulement des consommateurs. A partir de 1954, une campagne en faveur de la limitation de naissances commença à se développer. Elle atteignit deux ans plus tard une grande intensité.

En septembre 1956, Chou En-lai, le premier Ministre de la Chine déclarait devant le VIII^{ème} Congrès : « *Nous sommes en faveur d'une régulation convenable de la reproduction* ».[1] En février 1957, Mao, dans le grand discours donna le mot d'ordre de contrôler les naissances. Mais cette campagne, bien qu'elle se poursuive encore, eut des étapes singulières. Elle fut même complètement suspendue entre 1958 et 1961, les autorités insistaient au contraire sur la chance incomparable que donnait au pays sa nombreuse jeunesse.

Malgré les hésitations de sa politique démographique, la Chine ne s'est pas appauvrie, mais légèrement enrichie. Marx semble avoir eu plutôt raison contre Malthus. L'impulsion se transmet à toutes les parties de cette Chine qui avait perdu l'habitude d'être administrée. Ses populations sont encadrées et disciplinées, ses besoins essentiels sont satisfaits. Et elle ne compte que sur ses propres forces pour vaincre ses difficultés. Ses services publics fonctionnent. Elle a fini d'être écrasée par ses propres dimensions. Elle fait face elle-même à son destin. Bref, ce pays qui était devenu depuis longtemps le pays par

[1] CHOU EN-LAI cité par PEYREFITTE (A.): *Op. cit.*, p.27.

excellence ingouvernable, est désormais gouverné et cette constatation méritait un hommage.

1.2. La féodalité extirpée

Mao a compris que la révolution ne durerait que si elle était d'abord faite dans l'esprit.[1] Elle n'a pas consisté à distribuer des armes, de la nourriture, et des terres ; mais à donner aux paysans l'envie de se battre, le goût de travailler intelligemment, la volonté de conquérir leur terre. C'est peut-être là que les dirigeants chinois ont montré le mieux leur connaissance de l'âme humaine. Pour que les chinois considèrent la révolution comme leur affaire, il fallait cultiver la terre avec la joie que procure ce qu'on a acquis, il fallait qu'ils s'emparent des propriétés avoisinantes. La révolution n'a pas jailli spontanément de la misère paysanne. Elle a été inspirée aux paysans par le parti, mais il eut l'habileté de les convaincre qu'ils l'avaient toujours voulue. Mao aurait pu reprendre à son compte l'exhortation adressée à Moïse : « *Fortifie-toi et prends courage pour conquérir la terre que Dieu te donnes* »[2]. La Chine ne cessera d'être un pays pauvre et faible que le jour où, de pays féodal, elle deviendra un pays commandé par le peuple, avait souvent proclamé Mao Tsétoung.

1.3. L'empire du milieu restauré

Un siècle d'humiliation a fait naître en Chine un patriotisme intransigeant, comme un siècle d'intervention étrangère avait fait naître, dans la France de la guerre de cent ans, un sentiment national dont le peuple n'avait eu conscience jusque-là. La Chine classique ne se sentait pas vraiment ce qu'on peut appeler une nation, elle se considérait plutôt comme une civilisation porteuse d'un message que tous les hommes pouvaient recevoir et comme une patrie, le sol des ancêtres auquel chacun était attaché. Avant tout, la révolution moïste a été la construction d'une nation.[3] Elle a consisté à remplacer l'insertion du clan dans la civilisation chinoise, par l'adhésion des individus à la nation chinoise. Des trois principes de Sun Yat-Sen : nationalisme, démocratie, bien-

[1] PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 40.
[2] Moïse cité par PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 41.
[3] PEYREFITTE (A.): *Op. cit.*, p. 68.

être du peuple, trilogie que le maoïsme n'a jamais remise en cause, le premier est le plus important celui dont découle les deux autres : le principe Min-Tsu, qui désigne à la fois le peuple, la nation, la race ; l'indépendance par rapport aux empereurs comme par rapports aux envahisseurs occidentaux. Ce que Sun Yat-Sen avait défini, Mao le réalisera grâce dit-il aux militaristes nippons, puis américains, qui, par leur collaboration involontaire, ont été ses meilleurs agents. Le vaincu d'hier est devenu le vainqueur d'aujourd'hui. Il a échappé à toute assimilation et à toute emprise. Le désespoir des masses dépouillées, l'aliénation culturelle, l'urbanisation chaotique, la course à l'argent étranger, les vexations génératrices de rébellions, l'effondrement moral et social, comme tout cela paraît loin, un peuple retardé, spolié, enténébré, se sent devenir un peuple-phare.

1.4. La misère vaincue

La Chine d'avant 1949, c'est un pays de moyen-âge. Une population accablée par des phénomènes naturels : inondations et sécheresses, invasion des sauterelles, des rats, de moustiques, de mouches, endémiques et épidémiques parmi lesquelles rôdent la peste bubonique et le choléra. Une ignorance absolue, des causes réelles de ces phénomènes : un manque d'hygiène, une natalité de clapier compensée par des hécatombes.[1] Des pratiques magiques et des superstitions puériles, un alphabétisme qui interdit à la plupart l'accès à des activités mentales supérieures. Et à l'exception d'une infime minorité lettrée, le reste est réduit à l'information, à un bouche à l'oreille déformant. Les trois grandes croyances de la Chine : bouddhisme, taoïsme et confucianisme, n'aboutissant au peuple que dans une version irrationnelle, ce qui peut à tout instant conduire aux rumeurs incontrôlables, aux grandes peurs paniques, à l'hystérie de masse.

L'observateur de la Chine qui conteste l'immense amélioration du sort des paysans et des ouvriers, des jeunes et des vieux n'a pas la bonne foi et son témoignage ne mérite pas d'être retenu. Certes, nous ne saurions pas dire qu'en Chine, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais nous pouvons

[1] PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.* p. 88.

affirmer que nous avons à faire à un peuple bien nourri, débarrassé de la misère même s'il vit modestement par rapport à des sociétés de consommation. Un peuple bien vêtu même si c'est uniformément : pantalon de coton bleu et chemise blanche, indifféremment pour les femmes et pour les hommes. Mais moins qu'on ne le dit, des tâches de couleurs apparaissent, une jeunesse gaillarde, des enfants drus, alors que les observateurs notaient avant 1949 qu'ils étaient souvent couverts de plaies infectées. Cette impression d'équilibre et de santé n'était pas trouvée seulement dans les grandes villes mais également dans les régions considérées comme retardataires. C'est donc un spectacle rare et émouvant.

1.5. Une agriculture nourricière

L'avion qui descend donne au voyageur une vision qui ne peut quitter la mémoire : celle des champs tirés au cordons parcellaires, à l'infini, miroitants de lumière, composant une mosaïque de couleurs et de reflets, assaillant des coteaux en jardins suspendus, envahissant les vallées, s'avançant jusqu'à quelques centimètres des habitations, des voies ferrées et des usines, ils paraissent ne pas vouloir laisser à la terre le moindre répit. Vaste Puzzle que les paysans montent, démontent et remontent à chaque saison, ils sont eux-mêmes insérées dans un réseau géométrique d'innombrables canaux d'irrigation. Les habitations paraissent minuscules, regroupés en hameaux, seul prétexte à la présence d'un bouquet d'arbres.[1] Ainsi, la grande richesse de la Chine, ce sont les centaines de millions d'hommes qui cultivent la terre pour se nourrir, son économie possède cette superbe simplicité des temps primitifs. Le critère de la nécessité est simple aussi : il faut, et il suffit, presque, que ces hommes mangent à leur faim.

A cet égard, la réussite du communisme chinois est incontestable et elle n'est guerre contestée. Les chiffres le prouvent : en 1965, on faisait encore entrer en Chine pour 400 millions de dollars de céréales, les importations ont fortement diminué en quantité et, davantage encore, en proportion du commerce extérieur.

---

[1] PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 94.

Mais le constat est net et clair : point de visage famélique, points de ventre ballonnés, partout la santé éclate.
C'est chose banale que de manger à sa faim mais nous ne mesurerons que difficilement quel bouleversement apporte à la chine le sentiment d'une sécurité jusque là inconnue. Ces paysans, conscient de vivre des temps nouveaux car tranquilles et assurés du lendemain, en même temps maîtres de leur terre, comme ils ne l'ont jamais été. On comprend qu'il a fallu très peu de choses pour que ces paysans héritent leur paysage, très peu de chose : un renversement, une révolution.

1.6. Une industrie industrialisante

L'usine est aussi une « brigade de production ». Non pas une unité de production et un pion sur l'échiquier économique, mais un élément d'une structure sociale. La production est un objectif, mais le groupe social qui le poursuit n'est pas un moyen.[1] Il fait plutôt le fondement, la cellule vivante. L'économie pourtant semble y trouver son compte. Si la productivité laisse une belle marge de progrès, l'investissement est réduit au strict minimum. Le démarrage s'est effectué presque sans aide de l'Etat. Les moyens augmentaient à mesure que les ouvriers apportaient les preuves de leur réussite. Si l'histoire de cette usine cantonaise est exemplaire, l'Etat a trouvé un moyen efficace pour diffuser l'industrialisation aux moindres frais. L'Etat encourage l'initiative individuelle, mais il réalise l'investissement par leur propre travail. Ils peuvent avoir le sentiment que l'entreprise est leur œuvre est leur propriété. Ainsi, se tisse un réseau d'entreprises, petites et moyennes, établies avec une minime mise de fonds initiales. Ce système permet d'assurer une liaison entre les besoins de la production planifiée et des initiatives provoquées à partir des masses. Il faut une industrie près du peuple, c'est-à-dire près du paysan, pour multiples raisons :

- A défaut d'organisation commerciales, c'est le seul moyen d'adapter la production à la consommation par un rapprochement physique.

[1] PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 118.

- A défaut des moyens de communications adéquats, une industrie disséminée permet de limiter les transports. Elle est quasi invulnérable.

- Il ne faut pas sous-estimer la place que tient cet avantage dans l'esprit chinois.

Mao a ainsi défini les objectifs du développement industriel : « faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en vue d'une guerre »[1]. Les hommes qui dirigent la Chine en ont tous fait une, où la victoire a tenu à la possibilité d'organiser quelques provinces intérieures à vivre sur elle. Seule la décentralisation de l'industrie assure sa symbiose avec l'agriculture, symbiose dont ne peuvent se passer ni l'équilibre social, ni le développement économique.

La société chinoise vise à la polyvalence du travailleur : hier terrassier, aujourd'hui, cultivateur, demain tisserand ou mécanicien. Si la production industrielle s'intègre dans le monde rural, le but sera atteint car, pas de développement qui ne repose pas sur un va-et-vient entre l'industrie et l'agriculture, pas de puissance industrielle sans une amélioration de productivité qui libère une main d'œuvre indispensable, et pas d'agriculture plus productive sans apport industriel : engrais chimiques, électricité, machines, outillages, camions et bicyclettes.

Enfin, l'industrialisation dispersée favorise la « primauté du politique » : les usines n'atteindront pas ainsi les dimensions qui en multipliant cadres et techniciens, compliquent la gestion révolutionnaire. Les ouvriers restent facilement « dans le coup ». La recherche d'une meilleure productivité, et l'innovation technique, ne peuvent pas être la chasse gardée d'experts ou de spécialistes. Faire la révolution et promouvoir la production, le mot d'ordre est indissociable, la révolution libère la créativité des travailleurs et, du coup, fait effectuer à la production ce grand bond en avant, qui s'était si longtemps fait attendre.

---

[1] Mao Tsétoung cité par APEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 141.

1.7. De l'économie de substance à l'économie d'échange

A l'autarcie de chaque partie, répond l'autarcie du tout. Point de nouveauté[1]. La Chine a toujours vécue comme une société unique au monde, hors d'elle, point de civilisation.

Aujourd'hui encore, il est clair que la Chine communiste ne se livre au commerce étranger que sous l'emprise de la nécessité. Le commerce extérieur n'est qu'un moyen pour arriver à l'autarcie. La Chine ne s'ouvre pas comme un marché dé consommateurs, elle cherche à compléter son système de production. Elle a besoin de certaines matières premières, de certains produits semi finis et de certains matériels avancés, que le marché international peut lui offrir dans les conditions avantageuses pour elle. Pour le moment, les chinois rattrapent le temps perdu. Après la fin de la révolution culturelle, les importations et les exportations ont retrouvé le niveau atteint en 1966, lui-même très inférieur au niveau de 1958. La Chine importe surtout les produits manufacturés mais pas plus qu'elle en exporte. Elle importe principalement les montres suisses, les produits chimiques et les matières premières. La balance est toujours tenue le plus possible équilibrée. Hong Kong joue un rôle essentiel à cet égard. La Chine ne lui achète rien et lui vend la nourriture quotidienne. Bénéfice net qui permet de couvrir les échanges avec le Japon et les pays européens.

Les principaux partenaires commerciaux de la Chine sont depuis la chute spectaculaire des échanges avec l'URSS : le Japon et Hong Kong, très largement en tête, l'Allemagne fédérale pour plus de 200 millions de dollars de transactions ; et, entre 150 et 200 millions : Singapour, Canada pour son blé, la Grande Bretagne, la France, l'Australie, la Norvège et l'Autriche.

[1] PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 140.

1.8. Le décollage

La Chine estimait-on, était un pays terriblement arriéré qu'il lui faudrait un certain temps pour rattraper son retard sur les pays industriellement avancés. Mais le sentiment est que cette progression réserve de surprises.[1] S'attend-t-on à une explosion d'une bombe nucléaire ? Les dirigeants chinois jettent une voile sur les résultats économiques mais les chiffres analysés bouleversent les supputations des experts mondiaux sur la richesse chinoise : 90 milliards de dollars de production industrielles et 30 milliards de dollars de production agricole. Si les chiffres sont vrais, la puissance économique de la Chine devient double à ce qu'avancent les experts et le produit national brut est estimé à l'ordre de 170 milliards pour 1971. C'est-à-dire intermédiaire entre celui de l'Allemagne fédérale et de la France. De toutes ces données, personne ne peut encore mesurer l'effet. Pour une large part, il n'est pas instantanément mesurable même aux dirigeants chinois. Mais on peut estimer une production agricole qui a échappé à l'aléa climatique et nourrit convenablement toute la population, une réforme agraire qui, pour la première fois depuis trois mille ans, ne s'est pas effondré dans la famine, des réussites technologiques impressionnantes, un niveau de vie décent pour tous. Le monde, qui, sans vraie raison, a tremblée en fermant les yeux dès les premiers signes de l'éveil chinois, au point que, pendant vingt-deux ans, il a refusé dans sa majorité de reconnaître l'existence même de l'Etat le plus peuplé de la terre pourrait voir la prophétie de Napoléon s'achever de se réaliser : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera »

2. Avec Napoléon : la révolution est sauvée

C'est une évidence, la révolution est finie, répète à plusieurs reprises Bonaparte. Pour beaucoup d'historiens, la révolution a pris fin avec la chute de Robespierre, mais il serait plus exact d'en faire remonter le coup d'arrêt à l'élimination des enragés. Le mouvement révolutionnaire a atteint en 1794, un seuil qu'il ne dépassera pas. Le constat est qu'il a satisfait les principales revendications des paysans et des bourgeois. Les premiers sont désormais

[1] PEYREFITTE (A.) : *Op. cit.*, p. 145.

libérés du joug féodal.[1] Plus du tiers de villageois, dans beaucoup de régions ont accédé à la propriété, de quoi apaiser cette fringale de terre que les ruraux ont manifesté à travers tout le XVIIIème Siècle. Par ailleurs, l'obstacle de la noblesse brisé, les entraves des corporations abattues, la bourgeoisie, du moins celle qui a su tirer son épingle du jeu, peut envisager l'avenir avec confiance. Même la guerre devenue victorieuse, permet un essor économique. Seul le prolétariat urbain, fer de lance de la révolution, n'a rien gagné, sinon la disparition après 1802, de la famine et du chômage.
C'est qu'il a perdu très vite ses chefs qui ont davantage que l'aristocratie fourni à la guillotine sa moisson de têtes coupées, il a aussi révélé des objectifs vagues voire utopiques.

2.1. L'œuvre du directoire

Les recherches des historiens ont montré que la malchance du directoire est d'avoir correspondu à une longue période de dépression économique qui s'étend de 1796 à 1801. Il eut la lourde charge de liquider la gestion financière de la révolution.[2] L'émission excessive des assignats en était arrivée vers 1796 au point que les frais d'impression dépassaient la valeur du papier lui-même. La création de mandats territoriaux vint accélérer cet avilissement et leur suppression n'eut pour résultat que de diminuer les échanges. Si l'offre redevenait abondante, l'argent continuait à se cacher. L'anéantissement du crédit et la diminution du volume de la monnaie métallique aboutissent à une déflation. A la hausse des prix agricoles qui avait enrichi les paysans succédait une baisse générale aggravée encore par une série de récoltes abondantes. Le prix de l'hectolitre de blé tomba de 19,48 francs à 16,20 francs. Les conséquences logiques de cet effondrement fut une sous consommation rural dont souffrirent le commerce et l'industrie au moment où se rétrécissaient les débouchés extérieurs à cause de la rupture avec la Turquie car il y avait eut l'expédition en Egypte.

[1] TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 105.
[2] Idem, p. 110

Le mouvement de déflation se répercuta sur les salaires et favorisa le chômage, empêchant les ouvriers des villes de profiter suffisamment de la baisse du prix de pain. Marasme dans les grands centres textiles, situation désastreuse de la soierie lyonnaise, crise de commerce à Paris. Les ports n'offrent pas un tableau plus brillant : Marseille a vu décliner le trafic, bordeaux, qui avait bien résisté jusqu'alors grâce à l'avenue des navires américains qui embarquaient vins et eau-de-vie en dépit de l'interdiction du directoire s'effondre ; Nantes offre un spectacle de désolation, même Toulon, en dépit de son arsenal n'est pas épargné. Le journal du commerce de Bordeaux énumère les maux qui assaillent les principales villes maritimes : pénurie des espèces, banqueroute, gêne apportée par la marine anglaise aux communications. Dans les dernières années du directoire, c'est la fin du marasme économique qui a contribué à accréditer l'idée d'un redressement miraculeux de la France dû à Napoléon. Il a en effet su créé le climat de confiance indispensable à la reprise de l'activité économique en se conciliant les faveurs de la bourgeoisie sans laquelle rien n'eût été possible, dans la mesure où elle détenait à la fois l'argent et les talents. A l'origine de l'autorité acquise auprès d'elle par le chef de l'Etat, plusieurs réussites dans un intervalle de deux ans : le budget en équilibre et le paiement de rente en numéraire, la pacification et le rétablissement de l'ordre, la réconciliation avec Rome, la fin de la guerre non seulement continentale mais aussi maritime. Molé, un proche de Napoléon confiera à Tocqueville :

> « *J'avoue que j'ai été ébloui en voyant cette reconstruction si rapide de l'Etat, tout me paraissait pulvérisé, détruit sans ressource. Je n'imaginais pas comment on pouvait rien construire* »[1]

Et Tocqueville note que le miracle n'eût pas été possible sans l'appui des notables et de la classe moyenne.

[1] Molé cité par TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 118.

2.2. Les nouvelles institutions

Le suffrage universel était établi. Tout citoyen âgé de vingt et un an, domicilié depuis un an dans sa commune, avait le droit de vote. Mais il n'y avait pas d'élections, seulement, des représentations. Les électeurs réunis au chef lieu d'arrondissement désignaient le dixième d'entre eux pour former une liste de notabilités communales. Ces notabilités désignaient à leur tour dans la même proportion les notabilités départementales et celles-ci établissaient, selon un procédé identique, les listes de notabilités nationales. Sur ces listes, le gouvernement choisissait les fonctionnaires communaux et départementaux ainsi que les membres des assemblées nationales. Le pouvoir législatif quant à lui, était partagé entre quatre assemblées. Le gouvernement avait seul l'initiative des lois, les projets étaient préparés au conseil d'Etat formé de trente à quarante membres nommés et présidés par le premier consul. Ces projets de lois étaient ensuite soumis au tribunat, assemblé de cent membres, renouvelée par cinquième tous les ans. Le tribunal pouvait discuter et indiquer son opinion par un vœu de refus ou d'acceptation. Les projets passaient ensuite au corps législatif composés de trois cent membres dont le cinquième était renouvelable annuellement. Celui-ci, après avoir entendu trois commissaires du gouvernement expliquer les intensions du premier consul et trois tribuns faire connaître le vœu de leur assemblée, procédait à un vote sans débat. Il y avait également comme institution le sénat, composé de soixante membres inéligibles à tout autre emploi public. Agé d'au moins quarante ans, ils se recrutaient par cooptation. Le sénat avait la charge de nommer les membres du tribunat et du corps législatif en les choisissant sur la liste des notabilités nationales en tant que gardien de la constitution, le sénat pouvait annuler les actes lui présentés par le tribunat comme inconstitutionnels.

Pour le pouvoir exécutif, il y avait trois consuls dont seul le premier consul avait la réalité du pouvoir, les deux autres n'ayant simplement que voix consultative. Quand aux ministres, ils étaient responsables devant les consuls.

2.3. Les réformes administratives et judiciaires

Les principes libéraux de la révolution: pouvoir collégial, élection et autonomie des administrations locales furent abandonnés. On revint ainsi dans un souci d'efficacité à la politique de décentralisation. La division du territoire en départements, arrondissements et communes était conservée, mais leur administration fut confiée au préfet dans le département, au sous préfet dans l'arrondissement, au maire dans les communes, tous nommés par le premier consul mais choisi par les notables.[1]

Les conseils locaux nommés par le gouvernement, n'avait d'autres pouvoirs que financiers. Les conseils de préfecture quant à eux se consacraient aux contentieux administratifs. La capitale devenue commune unique sera divisée en douze arrondissements municipaux, ayant chacun à sa tête un maire responsable de l'Etat civil.

Comme la tâche du préfet s'annonçait écrasante et qu'on pouvait craindre le voir négliger la sécurité de la capitale, on lui adjoignit un second magistrat spécialement chargé du maintien de l'ordre. Ce fut le préfet de police. Le recrutement des préfets s'opéra surtout, comme celui du Sénat et du corps législatif, parmi les anciens membres des assemblées révolutionnaires. On attend de ces préfets, qu'il représente le gouvernement dans les départements et qu'ils développent, en liaison avec le corps des ponts et chaussées animés par une équipe exceptionnelle de grands ingénieurs, une politique de travaux publics. Améliorer l'état des routes apparaît comme la priorité des priorités, mais également les ponts, la navigation intérieure, les ports, les fortifications doivent retenir leur attention. La loi du 18 mars 1800 compléta la réorganisation administrative de la France en adoptant aux nouveaux cadres la hiérarchie judiciaire. Chaque canton eut un juge de paix, chaque arrondissement un tribunal civil de première instance et un tribunal correctionnel, chaque département un tribunal criminel. Au dessus, vingt neuf tribunaux d'appel dont le ressort correspondait à peu près aux anciennes divisions provinciales et à Paris un tribunal de cassation. L'inamovibilité des juges est également rétablie

[1] TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 122.

mais ceux-ci restent nommés par le premier consul. Un code portant le nom de Napoléon a également été rédigé.

2.4. Le redressement financier

Plus encore qu'une réorganisation administrative, c'était un redressement des finances qu'il importait en priorité de mener à bien. La condition était indispensable à toute consolidation de l'Etat, or il ne restait dans les caisses de l'Etat que 167000 Francs. Ancien collaborateur de Necker, Gaudin, appelé au ministère des finances, poursuivit les réformes entreprises sous le directoire. En novembre 1799 était créée une direction des contributions directes.[1] Au corps élus furent substitués pour la répartition et la perception des impôts des agents de l'Etat : directeurs et contrôleurs dressaient les rôles des contributions, receveurs et percepteurs, recueillaient l'argent. Le gouvernement demanda moins à l'impôt foncier qu'aux impôts indirects (enregistrement, tabac, boissons).
Les rentrées d'argent devinrent régulières et le budget de l'Etat était enfin en équilibre en 1802. Restait à ramener le crédit. Gaudin créa le 29 novembre 1799 une caisse d'amortissement alimentée par les cautionnements de receveurs généraux et dont la gestion fit confiée à Mollien. Il eut pour mission de diminuer la dette publique en rentes.

Pour rendre confiance au commerce, la caisse des comptes courants créée en 1796 s'effaça au profit d'une banque de France fondée le 13 février 1800. Banques privées, dirigées par des régents. Elle devait faciliter et régulariser le marché monétaire et atténuer les crises en offrant un large crédit aux maisons gênées. L'escompte des lettres de change et des billets à ordre, des avances sur le recouvrement, l'ouverture de comptes courants et l'émission de billets aux porteurs, telles étaient ses principales opérations. Son union avec le gouvernement favorisant son succès. Une loi du 14 avril 1803 lui attribua le monopole pour quinze ans de l'émission des billets de banque. L'effet psychologique le plus spectaculaire du redressement financier fut la reprise du payement en numéraire des rentes de l'Etat. Cette mesure contribua à accroître

[1] TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 124.

la popularité du régime dans les milieux bourgeois. La confiance retrouvée permit l'établissement d'une nouvelle monnaie : en mars 1803, on créa un franc de 5 grammes d'argent, le fameux franc germinal qui devait rester stable jusqu'en 1914.

2.5. La pacification religieuse

La pacification politique eût été impossible sans l'apaisement du conflit religieux parce que le trône et l'autel avaient été liés sous l'ancien régime. Les constituants avaient cru par la constitution civile du clergé pouvoir réformer l'Eglise en même temps que l'Etat parce que l'Eglise avait paru confondre sa cause avec celle de la monarchie.[1] Les révolutionnaires furent entrainés dans une politique de déchristianisation que beaucoup n'avaient pas souhaité.
Les thermidoriens[2] en vinrent, mais trop tard, à un régime de séparation qui fut surtout néfaste pour le clergé constitutionnel qui perdit tout appui officiel en même temps que le traitement que lui versait l'Etat.

Un personnel décimé, divisé entre constitutionnels et non-jureurs, des édifices confisqués et vendus, la foi en recul à Paris et en Provinces, la situation de l'Eglise de France pouvait sembler désespérée tandis que mourrait prisonnier du directoire, l'infortuné pape Pie VI. Beaucoup eurent le sentiment que l'apocalypse était venue, que la fin du monde approchait. Une élite avait survécue aux persécutions et la masse demeurait encore attachée aux formes extérieures de la religion (les cloches, les chants et le latin) que n'avaient pu remplacer la théophilanthropie et le culte décadaire. Assez efficace au milieu urbain, la déchristianisation avait peine à effleurer les campagnes. Le paysan n'en avait retenu que ce qui pouvait le servir : l'affranchissement de certains tabous sexuels et la disparition générale de la dîme. Les catholiques à Paris avaient accueilli avec réserve un régime qui n'annonçait apparemment aucun changement puisque conventionnels et idéologues révolutionnaires restaient au gouvernement. On ignorait les intentions du premier consul et il est probable

[1] TULARD (J.) : *Op. cit.*, p.137
[2] Thermidoriens = Groupe qui mit fin au régime de Robespierre et à la terreur le 28 juillet 1794.

que Napoléon lui-même n'avait pas d'idées bien arrêtées sur le problème religieux sinon qu'il importait de le résoudre au plus vite.

Deux solutions s'offraient à lui : laisser se développer le mouvement de restauration religieuse sans intervenir et consacrer ainsi la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou conclure un accord avec le chef de la chrétienté pour mettre fin aux conflits et s'attribuer de la sorte le bénéfice de la paix retrouvée. Si certains idéologues penchaient pour la première solution, Napoléon, lui, était par tempérament et par calcul porté vers la seconde. Les difficultés que soulevait la question de l'autorité du pape sur l'Eglise de France, la restitution des biens, la reconstitution des ordres religieux, ne pouvaient guère être résolues par la liberté. Il était plus avantageux pour le premier consul de négocier avec le Pape pour détourner ainsi les catholiques des bourbons[1] en vue d'asseoir l'autorité du nouveau régime.

Portalis a parfaitement résumé l'esprit du premier consul :

> « *Le bon ordre et la sûreté publique ne permettent pas que l'on abandonne les institutions de l'Eglise à elles-mêmes* ».[2]

La religion pouvait se révéler un frein social efficace. C'est donc la froide raison d'Etat et non les croyances personnelles qui ont dicté au premier consul sa conduite. Ainsi, les Eglises non aliénées étaient remises à la disposition des citoyens des communes qui en étaient en possession. Un grand nombre de celles qui avaient été fermées ont été rouvertes à la satisfaction d'une foule de personnes de tout sexe. Plusieurs personnes se serraient la main et s'embrassaient.

---

[1] Bourbons = Ancienne classe régnante de la France
[2] Portalis cité par JEAN(T) : *Op. cit.*, p. 138.

2.6. Vers la paix continentale

L'avènement du consulat trouvait la France aux prises avec la deuxième coalition formée de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre. Si le territoire avait été sauvé de l'invasion en septembre 1799, le rétablissement de la paix n'en était pas moins urgent.[1] La guerre contre l'Europe durait depuis plus de sept années et Napoléon avait pu mesurer la popularité acquise lors de la signature de la paix de Campo-Formio. D'entre de jeu, il s'adressa à l'Angleterre et à l'Autriche pour leur faire des offres de la paix, mais ni le premier ministre Pitt, ni le chancelier Thugut ne voulurent engager de négociations. La réponse de l'Angleterre fut même insolente :

> « *Le jacobinisme de Robespierre, du Triumvirat, des cinq directeurs a-t-il donc disparu parce qu'il s'est concentré dans un homme qui a été élevé dans son sein ?* »[2]

S'exclamait William Pitt. A dire vrai Napoléon n'attendait guère une réaction favorable, mais l'habileté de sa démarche lui assurait l'appui de l'opinion française.

Aux attaques de la presse anglaise, le moniteur[3] répondait par des articles anonymes, dictés en réalité par le premier consul. Pour abattre l'Autriche, son plus proche adversaire, deux solutions s'offraient à Bonaparte : l'alliance turque ou l'alliance prussienne de Louis XV. Descorches de Saint-Croix, envoyé à Constantinople pour y négocier avec le Sultan sur le problème de l'occupation de l'Egypte, voyait sa mission rendue sans objet par la capitulation des forces françaises à El-Arich. Auprès du Roi de Prusse, Napoléon chargea son fidèle Duroc d'une mission diplomatique. L'accueil fut favorable : Berlin n'était pas hostile à un rapprochement dont la Prusse pouvait espérer un agrandissement en Allemagne. Mais le ministre Haugwitz n'offrit qu'une médiation.

---

[1] TULARD (J.): *Op. cit.*, p. 143.
[2] William Pitt cité par JEAN (T) : *Op. cit.*, p. 143.
[3] Moniteur : Contrôleur et encadreur des publications.

2.7. La crise économique vaincue

On doutait encore, en 1801, de la solidité du régime. Certes jacobins et royalistes avaient subi de graves échecs, les complots que préparaient certains brumairiens[1] inquiets venaient d'être écrasés dans l'œuf, les faubourgs parisiens restaient calmes et l'armée ne bougeait pas en dépit des intrigues de quelques généraux.[2] Mais à tout moment, une insurrection de la rue entraina toutes les autre forces d'opposition pouvait balayer le gouvernement consulaire. Napoléon redoutait par dessus-tout, une émeute de la faim. Ni Louis XVI, ni les montagnards[3] n'avaient pu y échapper. La récolte de 1799 avait été médiocre et le prix du sac de farine s'était brusquement élevé, mais en juin tout rentrait dans l'ordre.

Subitement, au printemps de 1801, le pain montant de prix dans l'ensemble de la France. Vers la fin de l'été, il valait dans la capitale 18 sous 4 livres, la limite supportable pour un budget ouvrier était dépassée. Les habitants des environs de Paris où le prix était plus élevé, venaient s'approvisionner dans la ville, contribuant ainsi à l'accroissement de la disette. Dès 4 heures du matin, les queués se formaient aux portes des boulangeries. Les pillages devinrent fréquents en provinces. A Marseille, à Lille et à Amiens, les magasins étaient protégés par l'Armée. Déjà les orateurs s'improvisaient au carrefour ou sur le marché, rejetant la responsabilité de la pénurie sur le dos du gouvernement. L'atmosphère devint dramatique quand la situation économique s'aggrava parallèlement à la disette : chômage à Lyon, Rouen et Sedan. Les rapports des préfets laissaient entrevoir un net fléchissement de l'esprit public. Les mauvais jours de la terreur[4] semblaient revenus.

Les négociations entre la France et l'Angleterre étaient éclipsées dans l'opinion par le marasme économique et la peur de la disette. Il importait de réagir au plus vite.

---

[1] Brumairiens = Putschistes du 10 novembre 1799 dont le chef de fil était Napoléon Bonaparte.
[2] JEAN (T) : *Op. cit.*, p. 149.
[3] Montagnards = Nom donné aux députés révolutionnaires extrémistes dont le plus influant était Robespierre
[4] La terreur = Période de la révolution française qui va de septembre 1793 à juillet 1794. Elle était destinée à intimider les ennemis de la nation.

Bonaparte, après quelques hésitations, convoqua le 27 novembres ses ministres : celui de la police et de l'intérieur, quatre conseillers d'Etat : Cretet, Deformon, Roederer, Réal et le préfet de la police Dubois. Le silence sur la situation fut imposée à la presse: « *la disette est une matière dont on n'entretien jamais le peuple impunément.*»[1] Rappelait Chaptal. Dans cette séance, cinq banquiers reçurent mission, par arrêté du 30 novembre, de faire arriver à Paris, de quarante-cinq à cinquante-cinq mille quintaux de grains par mois. On leur substitua bientôt une compagnie formée par les financiers Ouvrard et Vanlerberghe.

Napoléon, raconte Ouvrard[2] dans ses mémoires, savait que *toutes les disettes peuvent amener des désordres et des commotions. Inquiétantes pour les vieux gouvernements, elles le sont encore bien pour un pouvoir nouveau.* Il sentait que sa popularité lui échappait. Il voyait son autorité avilie, s'il tolérait des mutineries, il la voyait compromise s'il recourrait à la force. Il fallait à tout prit qu'il sortit de cette position. Avec empressement, il accepta leur proposition. Contre une commission de 2 pour 100, Ouvrard et Vanlerberghe proposaient d'acheter dans les ports anglais et hollandais tous les chargements de grains qui y étaient déjà arrivés et de les faire transiter au havre. Le succès fut si prompt et si complet, les arrivages aux ports du Havre et de Rouen furent si considérables qu'en moins de trois semaines toutes les craintes se dissipèrent. C'était tout ce qu'il fallait pour cesser la disette qui affligeait la France. Le prix du pain fut maintenu en dessous du seuil fatidique des 18 sous et la boulangerie réglementée. Paris échappait à la famine. Des chantiers furent ouverts dans la capitale et des soupes distribuées aux indigents pour aider la population ouvrière à passer l'hiver. Des prêts sans intérêt étaient consentis à quelques manufactures en difficultés à Paris, à Lyon et à Amiens. Le premier consul stimulait la caisse d'escompte du commerce et surveiller les autres établissements : comptoir commercial, banque territoriale, caisse Lafarge, Société du numéraire dont il se faisait remettre les états par les comités secrets. A la fin de 1802, la crise était

[1] Chaptal cité par TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 150.
[2] Ouvrard cité par TULARD (J.) : *Op. cit.*, p. 150.

terminée et Napoléon venait de réussir là où Louis XVI et la Révolution avaient échoué.

3. Kissinger et le passage de la guerre à la paix

Pour Kissinger, le problème pour un chef reste de savoir comment agir et utiliser son pouvoir de manière à empêcher l'holocauste et les instabilités de toutes sortes.[1] Ainsi il écrit dans « A world restored » qu'il n'est pas surprenant qu'une époque confrontée à la menace d'un cataclysme thermonucléaire considère avec nostalgie. Les périodes où la diplomatie impliquait des pénalités moins radicales, où les guerres étaient limitées et la catastrophe presque inconcevable. Dans le but d'agir, Kissinger se lance dans une vaste compagne diplomatique dirigée vers le monde dit « Révolutionnaire » représenté par le bloc sino-soviétique, qui est décidé à empêcher l'établissement d'un équilibre créant ainsi la perspective d'une annihilation mutuelle.

3.1. Le voyage de Nixon en Chine

Le jour du troisième anniversaire de l'entrée en fonction de Nixon, raconte Kissinger, nous étions plongés dans les préparatifs d'un événement que personne n'aurait cru possible en 1969 : la visite à Pékin d'un président des Etats-Unis. On espérait faire d'autres progrès au début de 1972 dans les relations avec l'Union Soviétique et aussi une négociation de la fin de la guerre au Vietnam, mais le sommet chinois était l'objectif le plus immédiat. Pékin avait besoin de l'Amérique pour sortir de son isolément et l'Amérique avait besoin de la Chine pour rehausser la souplesse de sa diplomatie. Le temps était loin où on pouvait intervenir seul dans les affaires du monde. L'on devait tenir compte d'autres pôles de puissances et tendre vers un équilibre entre eux. Nixon avait décidé d'appliquer à la Chine ses préceptes de relations publiques : la presse écrite n'avait qu'un impact négligeable sur le public alors que la télévision seule pouvait changer les points de vue.

[1] ALBECK (R.) : *Op. cit.* p. 219.

De plus il était violemment attaqué par la presse écrite que par la radio et la télévision, le voyage à Pékin était donc une magnifique occasion de combler le handicap en s'appuyant sur le contingent télévision au détriment de la presse écrite. Décision qui représenta un coup de chance pour les directeurs de chaînes. Pour la télévision, la Chine offrait de surcroît l'avantage d'avoir treize heures d'avance sur l'Amérique. Les événements de la matinée pouvaient atteindre l'Amérique dans la soirée aux heures de grande écoute et ceux du soir être diffusé en direct aux journaux télévisés du matin. Il y eut deux entrevues pour parler des questions politiques. L'Amérique fit part de son évaluation de la récente résolution de la crise indo-pakistanaise. Pékin approuva la manière de Washington de traiter le conflit. La Chine considérait la politique soviétique dans le sous-continent non pas comme un changement provoqué par le rapprochement sino-américain mais comme l'expression historique des tendances expansionnistes russes. A propos du Vietnam, la Chine réitéra son soutien moral à Hanoi, tout en assurant clairement que Pékin n'interviendrait pas militairement et préconisait vivement une rapide conclusion de la guerre afin de réduire l'influence soviétique en Indochine. L'Amérique soumis également à la Chine une nouvelle contre proposition américaine pour l'alinéa délicat sur Taïwan dans le communiqué final proposé mais cette question majeure est restée en suspens.

3.2. Le voyage secret à Moscou

Il n'était guère plus d'une heure du matin, jeudi 20 avril lorsque Kissinger s'envola pour Moscou à bord d'un avion présidentiel.[1] Il était accompagné de ses collaborateurs : Hal Sonnenfeldt, Winston Lord, John Negroponte et Peter Rodman, de deux agents des services secrets, de deux secrétaires ainsi que d'Anatoly Dobrynine pour qui c'était le moyen le plus rapide de gagner Moscou. Ils avaient également avec eux un pilote soviétique pour leur guider dans leur survol du territoire du pays. Comme pour presque tous les voyages, l'heure de départ avait été choisie pour permettre d'arriver à Moscou trop tard le soir pour des discussions sérieuses.

---

[1] KISINGER (H.): *A la maison blanche (1968-1973),* Paris, Fayard, 1979, p. 1176

Ce voyage secret ne devait être révélé qu'après leur retour. Les soviétiques avaient insisté depuis des mois pour que cette visite soit clandestine, uniquement parce que celle de Pékin l'avait été et qu'ils avaient droit au même traitement. Nixon avait également bien accueilli l'idée, surtout parce que il pourrait remettre à plus tard la discussion avec son ministre des affaires étrangères. Kissinger était lui-même aussi partisan du secret, car cela lui dispensait d'avoir à se conformer aux critères établis d'avance par les médias et les critiques. Quant aux négociations proprement dites, Washington et Moscou ne portaient pas le même intérêt à tous les sujets que Brejnev énumérait dans sa lettre de Janvier 1972. L'Amérique était prête à en finir avec SALT et pensait que pour tenir une conférence européenne de sécurité, il était préférable d'attendre la ratification des traités germano-soviétiques, ce qu'elle considérait comme une incitation aux soviétiques, à modérer leur attitude en général et à propos du Viet Nam en particulier. Quand au Moyen-Orient, il n'y avait pas possibilité d'accord sur les bases fixées par les soviétiques. La stratégie américaine dans la région visait plus à mettre en relief les limites de l'influence soviétique qu'à participer à la recherche d'une solution tant que Moscou appuierait les revendications des extrémistes arabes. En ce qui concerne les accords économiques et techniques, il était clair et net que rien ne serait conclu tant que les problèmes fondamentaux n'auraient pas été réglés.

3.3. Le sommet de Moscou

Lorsque, contre toute attente, Nixon décolla pour Moscou dans L'air Force One, le samedi 20 mai 1972 au matin, l'atmosphère était à l'optimisme et même à l'exaltation sans humilité excessive.[1] Malgré les attaques lancées contre le gouvernement aussi bien par Hanoï que par ceux qui critiquaient, Nixon avait tenu bon en se rendant à Moscou avec dignité.

Les conservateurs se réjouissaient des minages au Vietnam du nord et interprétaient le sommet comme un recul soviétique. Quant aux libéraux, ils étaient soulagés par le seul fait que le sommet ait lieu.

[1] KISSINGER (H.) : *Op. cit.*, p. 1258.

Les équipes de négociateurs des accords SALT réglaient presque quotidiennement des problèmes et pendant le voyage de Kissinger d'avril, il s'était mis d'accord avec Brejenev sur une déclaration de principe portant sur la conduite internationale. Cette rencontre au sommet constituait le point culminant des quatre ans pendant lesquels l'Amérique avait lutté pour imposer le principe selon lequel la limitation des armements ne pouvait pas se négocier isolément, que l'aide soviétique au Vietnam et la modération au Moyen-Orient constituaient des conditions préalable essentielles au progrès dans les autres domaines. Outre les principaux accords sur la limitation des armements stratégiques et le principe de conduite, toute une série d'autres accords avaient été négociée sous la pression de la date limite du sommet. Ainsi 6 accords secondaires vinrent compléter les accords principaux : sur la coopération dans la protection de l'environnement, sur la science médicale et la santé publique, sur l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, sur la science et la technologie, sur le fait d'éviter des incidents en mer en établissant un code de la route et sur l'installation d'une commission économique commune américano soviétique. Les libéraux à cette époque avaient tendance à croire que les Russes avaient déjà mis de l'eau dans leur vin, qu'il ne restait plus à la diplomatie de balayer les toiles d'araignées d'une guerre froide déjà dépassée.

3.4. L'après sommet

De Kiev, la délégation américaine s'envola le 30 mai 1972 pour Téhéran où l'attendait l'un des plus proches alliés : le Shah d'Iran.[1] En arrivant à l'aéroport, elle reconnut la silhouette mince et droite de Mohammed Reza Pahlavi, Shahanshah Aryamer, impérial par son titre et impérieux par son comportement, l'Amérique regretta profondément le renversement quelques années plus tard d'un dirigeant dont huit présidents de deux partis ont affirmé à juste titre que c'était l'ami de l'Amérique et un Pilier stable dans cette partie du monde importante et agitée. Elle regretta également que le Shah ne soit pas actuellement en vogue parce que l'histoire est écrite par les vainqueurs.

[1] KISSINGER (H.) : *Op. cit.*, p. 1314.

Concernant le but du voyage en Iran, il était essentiel pour les intérêts américains et ceux du monde occidental que l'équilibre politique de la région soit maintenu de telle sorte que les forces « modérées » ne soient pas encerclées et que la route économique vitale de l'Europe et du Japon ne tombe pas sous le contrôle de pays « hostiles ». L'Amérique pouvait soit fournir elle-même cette force d'équilibre, soit permettre à une puissance de la région de le faire. Il était hors de questions de placer des troupes américaines dans l'océan alors que c'était en pleine guerre du Vietnam étant donné le traumatisme que celle-ci avait provoqué. Le congrès n'aurait pas toléré un tel engagement, pas plus que l'opinion publique ne l'aurait soutenu. Par chance, l'Iran voulu bien jouer ce rôle. Le vide laissé par le retrait britannique menacée maintenant par l'intrusion soviétique et la puissance des extrémistes, serait comblé par une puissance locale alliée. Cela dissuaderait l'Irak de se lancer dans des aventures contre les Emirats de la partie inférieure du Golf, ou encore contre la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Un Iran puissant pourrait également contribuer à décourager l'Inde d'achever sa conquête du Pakistan. Et tout cela était possible sans aucune intervention des Etats-Unis puisque le Shah était prêt à payer lui-même son équipement grâce aux revenus qu'il tirait du pétrole. D'après Kissinger, ne pas apporter un contre poids à l'afflux d'armes « soviétiques » dans les pays voisins aurait accéléré la démoralisation des forces « modérées » du Moyen-Orient, et la mainmise des « extrémistes » sur la région, Iran y compris. Il va même jusqu'à affirmer que cela aurait empêché Sadate de se tourner plus tard vers l'Ouest, ou lui aurait rendu la tâche beaucoup plus difficile.

La décision précise qu'avait à prendre Nixon concernait le désir du Shah d'acquérir des appareils F14 ou F15, tout équipés. Mais certains s'y étaient opposés, notamment des fonctionnaires de la défense qui répugnaient à céder une technologie de pointe, ou encore des fonctionnaires des affaires étrangères qui craignaient que cette vente n'ait l'air d'une provocation.

Le Shah avait également la possibilité d'acquérir le mirage français, de conception un peu moins révolutionnaire mais Nixon balaya toutes ces objections et ajouta à cette clause qu'à l'avenir les demandes de l'Iran ne devraient pas être révisées.

3.5. Sadate expulse les soviétiques

Le sommet de Moscou eut comme conséquence importante l'expulsion en juillet 1972 de l'Union soviétique d'Egypte par Anouar el-Sadate. Avant même le sommet, Nixon et Kissinger savaient que Sadate était de plus en plus déçu par l'Union soviétique.[1] Certes, l'Egypte dépendait du soutien militaire de l'URSS mais celle-ci n'avait réussi à ouvrir aucune perspective de règlement ou de retrait israélien des territoires arabes. Sadate lui-même s'était rendu à Moscou en février et en avril 1972. Dans l'intervalle, le Caire était secrètement entré en contact avec Washington. C'est ce qui décida la délégation conduite par Nixon à Moscou à faire en sorte que le communiqué du sommet resta évasif au sujet du Moyen-Orient.[2] La stratégie se révéla plus tard donc plus éfficace. Pour comprendre le changement radical au Moyen-Orient, il convient de revenir deux ans en arrière.

D'une certaine manière, la fin de 1970 marquant un tournant au Moyen-Orient même si on ne s'en rendit pas compte immédiatement. La crise jordaniennes et les tensions le long du canal de suez avaient été des étapes dans la prise de conscience des arabes que c'était plutôt Washington et non Moscou qui détenaient la clé d'un règlement au Moyen-Orient. Néanmoins, l'événement le plus décisif fut la mort de Gamal Abdel Nasser et l'accession au pouvoir d'Anouar el-Sadate. Il avait fait partie du groupe d'officiers qui avaient renversé le Roi Farouk en 1952 mais depuis, les spécialistes ne l'avaient pas considéré comme une personnalité importante. Au début, il ne fut même pas évident qu'il deviendra effectivement un président de l'Egypte à part entière. En effet, succéder à un homme aussi important et imposant que Nasser n'était pas chose facile.

Le monde extérieur sous-estimait Sadate en raison de son style oratoire peu solennel et de ses origines villageoises, ainsi que du rôle politique relativement mineur qu'il avait joué du temps de Nasser. Sadate démontra le contraire en évinçant peu à peu ses adversaires et en effectuant une

[1] KISSINGER (H.) : *Op. cit.*, p. 1332.
[2] Idem, p. 1332.

extraordinaire purge qui le débarrassa d'un puissant groupe de rivaux prosoviétiques ligués contre lui. Peu à peu, il allait affermir sa position sur le plan national, et assurer sa liberté d'action sur le plan international.

3.6. De l'impasse au dénouement

Hanoi avait sans cesse, bien qu'indirectement, critiqué le sommet de Moscou ainsi que les accords qui y avaient été conclus. Les deux sommets jumeaux avaient certainement engendré un sentiment d'isolément au Nord. Les effets sur le moral des dirigeants, de la population et des forces armées étaient fort remarquables.[1] Ils avaient en outre grandement renforcé le gouvernement Nixon sur le plan national, privant ainsi Hanoi de l'un de ses principales armes. En juin, l'on perçut de vagues signes avant couleurs faisant penser que Hanoi envisageait le cessez-le-feu. Durant l'été, ces signes se trouvèrent confirmés et à la mi-septembre aucun doute à ce sujet n'était plus permis. Si Hanoi se trouvait dans une position militaire précaire, l'Amérique était dans une situation difficile des points de vue psychologique et politique. Il y avait en effet trois points de vue au sénat : une trentaine de sénateurs préconisait de fixer un délai inconditionnel pour le retrait des troupes américaines, dans l'attente que cela pousserait Hanoi à libérer les prisonniers américains. Une quarantaine de sénateurs quant elle préférait ne faire dépendre le retrait que de la libération des prisonniers américains.

Enfin, une minorité en perte de vitesse voulait lier le retrait à un cessez-le-feu. Fin 1971, ceux qui étaient favorables à la solution retrait-contre prisonniers étaient devenus majoritaires, leurs rangs ne cessèrent de grossir et exiger un cessez-le-feu avant de procéder au retrait était devenu une attitude conservatrice. De la sorte, les amendements incluant cette condition dans un règlement étaient régulièrement rejetés dans les deux chambres du congrès.

Ainsi, selon la position de paix, majoritaire au sénat, il fallait quitter Vietnam même si la guerre entre Vietnamiens s'y poursuivait. En échange de prisonniers, l'Amérique devait mettre fin à dix ans de guerre abandonnant ainsi

[1]KISSINGER (H.) : Op. cit., p. 1357.

ses alliés à leur sort. Le gouvernement américain réussit à faire échec aux diverses demandes de retrait inconditionnel, mais avec de plus en plus de mal. Le 24 juillet 1972, un amendement de Cooper-Brooke demandant un retrait en échange de la seule libération des prisonniers fut adopté au sénat à cinq voix de majorité ; le même jour, le sénateur de l'Alabama, James Allen, tenta de faire dépendre le retrait d'un cessez-le-feu surveillé. Sa proposition fut rejetée, elle, à cinq voix. L'inquiétude était que tôt ou tard, un amendement pour la suppression des fonds serait adopté. Dans le moindre des cas, Hanoi avait toutes les raisons de croire qu'elle disposait d'une soupape de sécurité sûre : en effet, si Hanoi offrait de rendre des prisonniers, le congrès mettrait fin à la guerre. Le gouvernement ne pouvait pas se mettre au vue du sénat. Pour lui, il fallait à tout prix lier le retrait au cessez-le-feu car il restait convaincu qu'il serait inhumain, ignoble et nuisible à des intérêts de plus grande envergure dans le reste du monde de se retirer alors que les combats continuaient contre ceux qui avaient eu confiance en lui. Abandonner et condamner ses alliés à la défaite entacherait ses sacrifices et discréditerait la politique étrangère de la nation américaine. Le gouvernement a été donc décidé à trouver un juste compromis. Sa situation militaire s'était amélioré mais rien ne laissait présageait une victoire totale. Le gouvernement américain se préparait donc aux négociations avec optimisme et confiance, les décisions fondamentales seraient prises par Hanoi et non par Washington.

3.7. La paix est à la portée de la main

Si la Chine usait de son influence auprès de Hanoi pour reprendre les négociations avec sagesse, le résultat ne pouvait être que satisfaisant. Ainsi, le 25 octobre 1972, Pékin adressa à Washington un message rédigé de toute évidence, le priant de saisir ce moment des plus opportuns pour mettre fin à la guerre du Vietnam. Les Chinois blâmaient explicitement Saignon pour les difficultés rencontrées et affirmait leur confiance en la bonne fois américaine, hommage pour moins inhabituel.[1] Entre temps, Hanoi avait repoussé les propositions américaines du 23 octobre 1972 les accusant de manquer de sérieux suivant cette déclaration :

[1] KISSINGER (H.) : *Op. cit.*, p. 1454.

> *« si la partie américaine continue à saisir un prétexte après l'autre pour prolonger les négociations et retarder la signature de l'accord, la guerre du Vietnam se poursuivra et la partie américaine portera la pleine responsabilité de toutes les conséquences qui en découleront par sa faute. Si la partie américaine est réellement sérieuse et de bonne foi, elle doit respecter strictement ses engagements au sujet de l'accord et du calendrier établi conjointement par les deux parties. »*

Malgré la fermeté du ton, ce message était très loin de l'arrogance enflammée des précédents communiqués de Hanoi. Il se gardait bien de menacer, d'abroger l'accord. La ligne de conduite adoptée dans les réunions suivantes reflète la politique arrêtée par les Etats-Unis. Ceux-ci sont décidés à mettre fin à la guerre le plus tôt possible et de faire leur possible pour lever les obstacles qui pourraient surgir.

3.8. Enfin la paix

Le 23 janvier 1972, Washington se perdait dans des considérations d'ordre technique comme toujours avant les grands événements et ce, quelques heures avant l'annonce de l'accord et du cessez-le-feu par le président Nixon. A 22 heures Nixon parla brièvement et sur un ton conciliant. Il rend d'abord hommage à Lyndon Johnson qui avait rêvé de ce jour et il demanda aux américains de se consacrer à faire de la paix qu'on venait de conclure, une paix durable. L'allocution de Nixon à la nation était le point culminant de tout ce que l'Amérique avait enduré et tenté pendant quatre ans. Plus de deux millions d'américains avaient donné une part de leur vie, plus de quarante-cinq milles étaient morts, plusieurs centaines de milliers avaient été blessés pour ce pays lointain. Eux et leurs familles pouvaient à présent retirer une certaine fierté parce que tout cela n'avait pas été entièrement en vain. Quant à ceux qui s'étaient opposés à l'effort de guerre en Indochine, on pouvait espérer qu'ils rallieraient le gouvernement puisque leur but qu'était la paix était atteint, disait Kissinger.

Et les peuples du Vietnam du Sud, du Laos et du Cambodge, allaient connaître un avenir tranquille basé sur le progrès et digne de leurs sacrifices, ajoute Kissinger.[1] L'Amérique se trouvait ardemment au seuil d'une période de réconciliation nationale. La possibilité unique de reconstruire à l'horizon lui donnerait son véritable élan. Elle a trouvé le moyen de fondre l'idéalisme du début des années 60 avec le pragmatisme plus sévère du passé immédiat : la Chine est maintenant une amie dont il faut tenir compte, une base nouvelle pour des relations stables avec l'Union soviétique a été construite, le traumatisme du Vietnam surmonté, la révolution diplomatique accomplie ouvre donc des horizons extraordinaires à la diplomatie américaine.

Maintenant que les relations avec les adversaires sont assouplies, il faut resserrer celles avec les amis et résoudre les problèmes non encore résolus. L'Amérique avait décidé de faire l'année 1973 l'année de l'Europe, de raffermir ses relations et liens avec la communauté atlantique et aussi avec le Japon. Quant au Moyen-Orient, la conjoncture était extraordinaire et Kissinger devait rencontrer en févier le conseiller du président Sadate pour la sécurité nationale, premier pas pour des négociations dans cette partie du monde. Nixon entamait son second mandat avec un vote formidable de confiance populaire, un exécutif fort au sommet de son pouvoir et un pays à l'apogée de sa gloire internationale. Il est bien rare dans l'histoire que des hommes d'Etat ou plutôt des dirigeants trouvent un environnement dans lequel tous les facteurs soient si malléables. L'Amérique avait devant elle l'occasion de modérer des événements, de construire un monde nouveau, de maîtriser l'énergie et les rêves du peuple américain et les espoirs de l'humanité. Kissinger était presque sûr de ne pas participer à la totalité de cette entreprise de quatre ans car une fois la paix bien établie, il partirait. Mais il était heureux d'avoir eu le privilège et l'occasion d'ouvrir la route.

En somme, le troisième chapitre aura montré que les aspirations et rêves des hommes d'Etats même si ils paraissent grossiers voire fou pourrait-on dire, sont des rêves qui, certes, exigent patience et efforts particuliers mais relèvent du réalisable. En effet, Mao Tsétoung a restauré l'empire du milieu le retirant du morcellement, de la soumission et de l'humiliation dont lui avaient imposé les

[1] KISSINGER (H.) : *Op. cit.*, p. 1529

envahisseurs. Par ailleurs, il a tiré la Chine de la misère, la faisant même passer de l'économie de subsistance à celle des échanges jusqu'au décollage.

Napoléon a fortifié la France en enterrant définitivement les divisions qui déchiraient le tissu social français et en lui dotant d'institutions fortes à l'intérieur, tandis qu'à l'extérieur, il lui a donné la paix et l'image d'une France extraordinairement forte. Quant à Kissinger, par les rapprochements qu'il a faits envers les uns et les autres, il a réalisé du même coup l'unité américaine et l'unité de l'humanité toute entière.

Bref, même si on en est pas encore à la première puissance en ce qui concerne Mao et la Chine, à une France dominant toute l'Europe, en ce qui concerne Napoléon, et à une humanité et un monde sans instabilité que rêvait Kissinger, le constat est que toutes les analyses convergent pour dire que la Chine est sur la bonne voie pour conquérir sa place.

Pour Napoléon, la place qu'occupe la France au sein de l'U-E et sur la scène internationale ne manque de lui donner raison. Tandis que pour Kissinger même si on est loin de la stabilité dont il espérer voir les réalisations, le constat est que l'on est également loin des scènes dramatiques d'Hiroshima et de Nagasaki ou alors de l'holocauste nazie.

CONCLUSION GENERALE

A la question de savoir qui sont les initiateurs du changement, on répondrait avec raison : les élites, les leaders. Mais au sein de cette élite somme toute minoritaire se trouve une autre catégorie appelée « Hommes d'Etat » dont le rôle dans l'initiation et l'exécution des changements est indéniable. C'est dans le but de s'intéresser et d'en savoir plus sur cette catégorie, ce monde apparemment parmi les plus exclusifs que ce travail a été conçu et il a été subdivisé en trois chapitres.

Le premier chapitre commence par définir les concepts fondamentaux du thème, que sont « l'Etat » et « les hommes d'Etat ». Il analyse l'origine de l'Etat de même que ses missions et son fonctionnement. Il conclut en définitive que les acteurs de l'Etat proviennent dans leur quasi-totalité des milieux culturellement outillés et sont le produit des époques et des circonstances.

Le second chapitre analyse la personnalité des « hommes d'Etat » pris comme référence depuis leur jeune âge, il dégage leurs idées, leurs désirs et met à jour le regard qu'ils portent sur leurs sociétés.

Le troisième chapitre entre dans la concrétisation et l'exécution des idées prônées par les « hommes d'Etat »faisant objet de notre étude et abouti à des résultats tangibles, vérifiables, démontrant du même coup que les rêves et aspirations des « hommes d'Etat » en général et de nos trois références et exemples en particulier, ne relèvent pas du chimérique et du démagogique mais qu'ils sont bel et bien réalisables.

En définitive, même si le philosophe Nietzsche semble être remonté et dénonce dans des termes les plus sévères ces faux maîtres, selon son propre expression, qui donnent l'illusion de la puissance mais que sous ce masque arrogant de grands hommes se cache le hobereau brutal, caricatural et vulgaire dont l'héroïsme n'est rien d'autre que le déguisement de son égoïsme qui se nourrit de l'engouement et du fanatisme des foules. Il semble que le changement n'est ni une étape logique d'un développement humain inéluctable, ni même le

résultat naturel des luttes entre les hommes et de leurs rapports de force : il est la transformation d'un système d'action. Ainsi, l'homme d'Etat doit et est appelé à guider, canaliser les efforts, les atouts et les potentialités de son peuple tout en restant ancré dans les traditions de sa société mais pas trop rigidement.

Au chapitre des difficultés rencontrées, nous aurions aimé compléter ce travail par une enquête en rapport avec ce que les opinions publiques respectives des pays dont sont ressortissants les hommes d'Etat traités à savoir la Chine, la France et les Etats-Unis d'Amérique garderaient encore d'-+eux. Bref, une enquête en rapport avec ce que la mémoire collective a retenu de ces illustres personnalités mais les moyens nous ont fait défaut. Pour visiter et faire des recherches sur terrain.

Le thème semble être un peu vaste et a tendance à dépasser le cadre d'un mémoire.

Nous ne saurions pas terminer ce travail sans ouvrir les perspectives d'avenir. Ce travail a conclu à la naissance de l'Etat, lequel Etat a même grandi, évolué au cours du temps. Aux chercheurs ultérieurs, nous demandons d'essayer de détecter si les velléités de sa probable mort existeraient déjà.

Le travail a traité d'hommes d'Etat de façon générale. Aux chercheurs ultérieurs, nous sollicitons et recommandons de tenter d'isoler l'Afrique pourquoi pas le Burundi pour vérifier si les thèses et théories que développe ce travail sont générales et généralisables.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX

1. BOUC (A.), *Mao Tsétoung ou la révolution approfondie*. Paris, Seuil, 1975, 265 p.
2. PEYREFITTE (A.), *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973, 412 p.
3. KAZANCIGIL (A.), *L'Etat au pluriel*, Paris, Economica, 1985, 289 p.
4. BARRET KRIEGEL (B.), *L'Etat et les esclaves*, Paris, Calmann-Levy, 1980, 262 P
5. MAZILL (B.), *Kissinger portrait psychologique et diplomatique*, Bruxelles, complexe 1977, 390 p.
6. DEBBASCH (C.), *Introduction à la vie politique*, Paris, Soufflot, 1991, 220 p.
7. AUBERT (C.), *Regard froids sur la Chine* , Paris , seuil, 1976, 317 p.
8. MANGERON (C.), *L'épopée de Napoléon en 1000 images*, Paris, Robert Laffont, 1964, 313 p.
9. FINK (E.), *La philosophie de Nietzsche*, Paris, Minuit, 1965, 244 p.
10. KENNAN (G.-F.)., *Le mirage nucléaire*, Paris, la découverte, 1984, 261 p.
11. BURDEAU (G.), *Traité de Science politique, TOME II, l'Etat*, Paris Soufflot, 1967, 454 p.
12. BURDEAU (G.), *Traité de science politique TOME II, l'Etat*, Paris Soufflot, 1967, 464 p.
13. SUYIN (H.), *Le déluge du matin*, Paris, Stock, 1977, 758 p.
14. KISSIGNER (H.)., Pour une nouvelle politique étrangère américaine, New-York, Fayard, 1969, 150 p.
15. HENRY (K)., *A la maison blanche (1968-1973)* , Paris, Fayard, 1979, 1584 p.

16. TULARD (J.), *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Paris, Fayard, 1980, 496 p.
17. CHAMPENOIS (J.), *E.TAP^E.TARLÉ, Napoléon*, Moscou, D.BISTI, 1966, 597 p.
18. KALB (M.) et KALEB (B.), *Kissinger, ses origines, sa formation, son ascension, son apogée,* Paris, Robert Laffont, 1975, 547 p.
19. BARLON (M.), *Mao Tsétoung,* Barcelonna, Fernand Nathan, 1975, 124 p.
20. MOURRE (M.), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1978, 1926 p.
21. PARETO (F), *Intelligence de la politique Tome 2, Introduction à la doxanalyse*, Paris, Bordas, 1978, 360 p.
22. RAZI (G.M.), *Kissinger, l'homme et sa pensée*, Fametrahana, TPL, 1976, 96p.
23. MARTELLI (R.), *Comprendre la Nation*, Paris, Editions sociale, 1979, 197 p.
24. ALBECK (R.), *Pour une nouvelle politique étrangère américaine*, Paris, Fayard, 1970, 150 p.
25. REZSOHAZY (R.), *Pour comprendre l'action et le changement politique*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1966, 423 p.
26. GOYARD-FABRE (S.), *Nietzsche et la question politique*, Paris, Sirey, 1977, 198 p.

II. Mémoires

1. CAKWERI (B.), *Les élites politiques au Burundi : identifications et rapports au système politique (1987-1993).* Bujumbura, UB, 2005, 92 p.
2. NDIKUMANA (C.), *Problématique du Leadership féminin au Burundi vu par les membres des associations de défenseuses des droits de la femme*, Bujumbura, UB, 2008, 123 p.
3. MANIRAGORA (E.), *A quoi servent les élections au Burundi ? Etude faite à partir des perceptions populaires dans la commune GASORWE*, Bujumbura, UB, 2004, 99 p.

4. GATUTU (E.), *Les élites politiques gouvernementales au Burundi : identification et rapports au système politique (1972-1987),* Bujumbura UB, 2005, 99 p.